



Édition complète,
volume **023**

**LES POINTS « GERMINATIFS* »
DE LA QUESTION SOCIALE
DANS LES NÉCESSITÉS
DU PRÉSENT ET DE L'AVENIR**

**Édition de l'institut à partir des
publications d'origine
et de la gestion du leg de Rudolf
Steiner (notes)**

Traduction et révisions
François Germani

État au 30 janvier 2023
Institut pour une tri-articulation sociale
Atelier francophone

Adresse en ligne du document :
<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/SWA/023.html>



Prévu pour lecture à l'écran ou liseuses « e-ink », par le choix d'une police de 14, le présent document au format PDF est conçu pour une impression optimum au format A5 à l'aide d'un logiciel gérant une impression en livret sur du papier standard A4 qu'il faut ensuite plier en deux, voir relier (avec une bonne aiguille et un gros fil solide) puis massicoter (une bonne règle si possible métallique et un couteau très bien affûté, vont aussi)
Voir la page d'aide à l'impression :
<http://www.triarticulation.fr/AM/AideImp.html>

Il peut néanmoins être imprimé en totalité ou partie (de préférence recto verso) au format A4. La police de 14 donne alors des caractères relativement grands (qui peuvent être utiles aux vues déclinantes...).

Il est aussi possible d'obtenir un « cahier » A4 par impression en livret A4 si l'on dispose d'une machine pour papier au format A3 (grosses photocopieuses).

Les gros volumes sont scindés en plusieurs fascicules pour faciliter l'assemblage.

Sinon, nous pouvons aussi le faire pour vous à un prix modique auquel s'ajoutera les frais d'envoi.
Nous consulter.

Table des matières

Table des matières détaillée	5
Conseil de lecture	5
PRÉFACE ET INTRODUCTION AUX 41 À 80ème MILLE DE CET ÉCRIT	5
§ 01-19 - <i>La libre autogestion de la vie de l'esprit comme élément de la question sociale</i>	5
§ 20-26 - <i>L'association comme principe de la vie économique</i>	9
§ 27-28 - <i>Le temps de travail comme question de la vie de droit</i>	12
§ 29-32 - <i>L'unité vivante par l'interaction de ces trois domaines de la vie</i>	12
REMARQUES PRÉLIMINAIRES SUR L'INTENTION DE CET ÉCRIT	13
§ 01-05 - <i>Double règlement de comptes avec les "praticiens" et les "spirituels"</i>	13
I - LA VRAIE FORME DE LA QUESTION SOCIALE, SAISIE DE LA VIE DE L'HUMANITÉ MODERNE	15
§ 01-07 - <i>Le mouvement prolétarien comme réalité niée ou mal comprise</i>	16
§ 08-12 - <i>La cause de la conscience de classe n'est pas dans la vie économique, mais dans la vie de l'esprit</i>	17
§ 13-25 - <i>Dignité humaine par le renouvellement de la pensée au lieu du seul mouvement de la pensée prolétarienne</i>	21
§ 26-32 - <i>Effet du renouvellement de la vie de l'esprit : distinction entre travail et marchandise</i>	26
§ 33 - <i>La question sociale comme triple question (spirituelle, juridique, économique)</i>	28
II. LES TENTATIVES DE SOLUTION A LA MESURE DE LA RÉALITÉ EXIGÉES PAR LA VIE POUR LES QUESTIONS SOCIALES ET LES NÉCESSITÉS.	29
§ 01-08 <i>Comparaison générale entre l'organisme humain et l'organisme social</i>	29
§ 09-14 <i>Aperçu, pondération et ordre des trois membres sociaux</i>	31
§ 15-22 - <i>Vie de l'économie : Délimitation de la base naturelle et de la base de droit</i>	33
§ 23-29 <i>Tendances actuelles à la confusion entre vie économique et vie juridique</i>	36
§ 30-34 <i>Distinction entre travail (vie de droit) et marchandise (viede l'économie)</i>	39
§ 35-41 <i>Vie de l'esprit : Distinction et impact sur la vie de l'économie et de droit</i>	40
§ 42-45 <i>Correspondance entre les idéaux sociaux et les membres de l'organisme social</i>	44
III. CAPITALISME ET IDÉES SOCIALES (capital, travail humain)	46
§ 01-05 - <i>La triarticulation sociale n'est pas une critique unilatérale du capitalisme</i>	46
§ 06-09 - <i>L'activité entrepreneuriale n'est pas partie constitutive de la vie de l'économie, mais de la vie de l'esprit</i>	47
§ 10-16 - <i>Impossibilité de nationaliser l'activité entrepreneuriale</i>	49
§ 17-20 - <i>Objections : la vie de l'esprit comme nid de coucou dans les nuages ou idéologie</i> . 51	
§ 21-27 - <i>Distinction entre gestion et propriété des moyens de production</i>	53
§ 28-37 - <i>Propriété : limitation par la vie de droit, transfert par la vie de l'esprit</i>	55
§ 38-40 - <i>Deux objections : 1 La société comme unité 2 L'État comme solution différenciée</i> 59	
§ 41-47 - <i>Réponse à 1 : la société comme contradiction vivante > équilibre de différentes institutions</i>	61
§ 48-52 - <i>Réponse à 2 : l'État comme solution inadaptée > Gestion de la monnaie et fixation des prix par la vie économique</i>	64
§ 53 - <i>L'activité du juge n'est pas partie constitutive de la vie de droit, mais de la vie de l'esprit</i>	68



§ 54-55 - Différence entre la triarticulation sociale et l'ordre en états sociaux.....	69
IV. RELATIONS INTERNATIONALES DES ORGANISMES SOCIAUX	70
§ 01-04 - Principe de la triarticulation sociale valable non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur.....	70
§ 5 - Méconnaissance de ce principe comme cause de guerre.....	71
§ 6 - Mea culpa 1 : Erreur de l'Autriche-Hongrie.....	73
§ 07-11 - Mea culpa 2 : Erreur de l'Empire allemand.....	74
§ 12 - Erreurs possibles d'autres pays à l'avenir.....	77
§ 13 - Le principe de la triarticulation sociale doit être rendu public à l'avenir.....	77
V. APPENDICE	77
Au peuple allemand et au monde de la culture !	77
Indications de l'éditeur (GA)- [p. 163]	80



Table des matières détaillée

La table des matières supplémentaire par lots de paragraphes (§), n'appartient ni à l'édition originale, ni à celle des œuvres complètes, mais à celle de l'Institut pour une triarticulation sociale. Elle a pour but d'aider les groupes de travail à garder une vue d'ensemble lors de la lecture commune. Elle n'offre pas seulement des suggestions pour la répartition de la lecture, mais essaie aussi de mettre en relation les différentes explications de Rudolf Steiner avec les trois domaines de la vie qu'il a mis en évidence : vie de l'esprit, vie de droit et vie de l'économie. Il s'agit avant tout de répondre à la question suivante : où Rudolf Steiner s'occupe-t-il de la délimitation, où de l'interaction de ces domaines de la vie ? Une table des matières encore plus finement élaborée apporterait bien sûr encore plus de réponses à cette question. Nous y avons renoncé pour des raisons de clarté.

Vous pouvez également télécharger cette table des matières sous :

<https://www.dreigliederung.de/kernpunkte-gliederung>

Sylvain Coiplet

(adaptation au tirage français : F. Germani)

Conseil de lecture

La plupart des groupes de travail abandonnent au milieu du premier chapitre. Je recommanderais donc de sauter le chapitre I et de commencer la lecture par les chapitres II (tentatives de solutions) et III (capitalisme et idées sociales) (pages 56 à 140). Dans ces deux chapitres, le lien avec l'actualité est immédiatement évident pour les lecteurs non avertis.

Dans le premier chapitre (La vraie forme, pages 29 à 55), Rudolf Steiner se donne la peine d'expliquer comment son approche de la triarticulation sociale se situe par rapport au courant de pensée marxiste alors très répandu. Aujourd'hui comme hier, les lecteurs d'obédience bourgeoise ne se donnent qu'à contrecœur cette peine. Rudolf Steiner n'a pourtant pas suivi le principe du plaisir, mais s'est rendu compte que le marxisme était alors socialement pertinent et que l'on ne pouvait contribuer à résoudre la question sociale que si l'on s'était familiarisé avec lui.

Celui qui voudrait aujourd'hui clarifier le rapport entre la triarticulation sociale et le marxisme devrait tenir compte du fait que la compréhension du marxisme a changé depuis. Rudolf Steiner se réfère au marxisme tel qu'il a agi en 1919 au sein du mouvement ouvrier. Ce marxisme ne peut pas être assimilé sans autre au marxisme qui s'est répandu plus tard dans le mouvement étudiant.

Et celui qui veut aujourd'hui aider la triarticulation sociale à devenir efficace ne devrait sans doute pas se familiariser uniquement avec le marxisme ...

Sylvain Coiplet

PRÉFACE ET INTRODUCTION AUX 41 À 80ème MILLE DE CET ÉCRIT

FG v.01 02/06/2019

§ 01-19 - La libre autogestion de la vie de l'esprit comme élément de la question sociale

Les tâches que la vie sociale du présent pose doivent être méconnues par ceux qui les abordent avec l'idée d'une utopie. A partir de certains points de vue et de certains



sentiments, on peut avoir la conviction que telle ou telle de ces institutions que l'on s'est préparé dans ses idées devraient rendre les gens heureux ; cette conviction peut adopter une force de persuasion écrasante ; ce que signifie actuellement la « question sociale » peut être complètement galvaudée si l'on veut affirmer une telle conviction.

Aujourd'hui, on peut pousser cette affirmation en apparence de la façon suivante 02 dans l'absurde, et pourtant on fera le bon choix. On peut supposer que quelqu'un serait en possession d'une « solution » théorique parfaite à la question sociale, et pourtant il pourrait croire quelque chose d'impraticable s'il voulait offrir à l'humanité cette « solution » conçue par lui. Car nous ne vivons plus dans le temps où il faut croire que nous pouvons œuvrer de cette façon dans la vie publique. La constitution d'âme des humains n'est pas telle qu'ils pourraient dire une fois pour la vie publique : là se tient quelqu'un qui comprend quelles institutions sociales sont nécessaires ; nous voulons faire comme il le pense.

De cette façon, les humains ne veulent pas laisser venir à eux des idées sur la vie so- 03 ciale. Cet écrit, qui a maintenant déjà trouvé une distribution assez large

[8]

compte avec ce fait. Ceux qui lui ont attribué un caractère utopique ont complètement mal jugé ses intentions sous-jacentes. Ceux qui l'ont le plus fait sont ceux qui veulent seulement penser eux-mêmes utopiquement. Ils voient chez l'autre ce qui est la caractéristique la plus essentielle de leurs propres habitudes de pensée.

Pour celui qui pense pratiquement, il appartient déjà aujourd'hui aux expériences de 04 la vie publique qu'on ne peut rien faire avec une idée utopique, aussi convaincante qu'elle puisse paraître. Néanmoins, beaucoup ont le sentiment qu'ils devraient par exemple, approcher leurs semblables avec une telle idée dans le domaine économique. Ils doivent se convaincre qu'avec cela ils ne font que parler inutilement. Leurs semblables ne peuvent rien commencer avec ce qu'ils avancent.

On devrait traiter cela comme expérience. Car cela renvoie à un fait important de la 05 vie publique contemporaine. C'est le fait de l'étrangeté à la vie de ce qu'on pense par rapport à ce qu'exige, par exemple, la réalité économique. Peut-on alors espérer venir à bout des états embrouillés de la vie publique quand on les aborde avec une pensée étrangère à la vie ?

Cette question ne peut pas être aimée tout de suite. Car elle amène à l'aveu que l'on 06 pense de manière étrangère à la vie. Et pourtant, sans cet aveu, on restera aussi éloigné de la « question sociale ». Car c'est seulement quand cette question est traitée comme une question sérieuse pour l'ensemble de la civilisation actuelle que l'on comprendra mieux ce qui est nécessaire à la vie sociale.

Cette question renvoie à la formation de la vie contemporaine de l'esprit. 07

[9]

L'humanité nouvelle a développé une vie de l'esprit qui est fortement dépendante d'institutions étatiques et de forces économiques. L'humain sera encore accueilli comme enfant dans l'éducation et l'enseignement de l'État. Il pourra seulement être éduqué ainsi que les conditions économiques de l'environnement permettent, desquelles il grandit.

On peut facilement croire maintenant que par là l'humain devrait être bien adapté 08 aux conditions de vie du présent. Car l'État aurait la possibilité d'organiser les institutions du système d'éducation et d'enseignement, et avec cela la partie essentielle



de la vie publique de l'esprit, de sorte à ce que la communauté humaine soit servie au mieux. Et cela aussi, on peut facilement croire que l'humain deviendrait par là le meilleur membre possible de la communauté humaine quand il est éduqué dans le sens des possibilités économiques à partir desquelles il grandit vers dehors, et quand, par cette éducation, il sera placé à cet endroit que ces possibilités économiques lui indiquent.

Cet écrit doit assumer la tâche, peu aimée aujourd'hui, de montrer que la confusion/ 09 l'embrouillamini de notre vie publique provient de la dépendance de la vie de l'esprit à l'État et à l'économie. Et il doit montrer que la libération de la vie de l'esprit hors de cette dépendance forme l'une des parties de la question sociale si brûlante.

Avec cela, cet écrit se tourne contre des erreurs répandues. Dans la prise de contrôle 10 du système éducatif par l'État on voit depuis longtemps quelque chose de salutaire pour le progrès de l

[10]

'humanité. Et les penseurs socialistes peuvent à peine se représenter autre chose que la société éduque l'individu à/pour son service d'après ses mesures.

On ne veut pas facilement s'accommoder à une vue qui est absolument nécessaire sur 11 ce domaine aujourd'hui. C'est celle que dans l'évolution historique de l'humanité dans un temps ultérieur, ce qui est correct dans un temps antérieur peut devenir une erreur. Il était nécessaire pour l'émergence des conditions/rapports modernes de l'humanité que le système éducatif, et donc la vie publique de l'esprit, soit retiré des cercles qui le détenaient au Moyen Âge et remise/confiée à l'État. Mais le maintien de cet état est une grave/lourde erreur sociale.

C'est ce que cet écrit veut montrer dans ses premières parties. A l'intérieur de la 12 structure de l'État, la vie de l'esprit a grandi à la liberté ; elle ne peut vivre correctement dans cette liberté si ne lui sera pas donnée la pleine autonomie d'administration. La vie de l'esprit promeut/exige par l'essence qu'elle a adoptée, qu'elle forme un membre pleinement indépendant de l'organisme social. Le système d'éducation et d'enseignement, d'où grandit/croît quand même vers dehors toute vie spirituelle, devra être placé dans l'administration de ceux qui éduquent et enseignent. Rien de ce qui est actif dans l'État ou dans l'économie ne devrait parler ou gouverner dans cette administration. Chaque enseignant n'a à utiliser à l'enseignement qu'autant de temps qu'il peut encore être aussi un administrateur dans son domaine. Par cela, il soignera l'administration ainsi qu'il soigne l'éducation et l'enseignement lui-même. Personne ne donne de prescriptions

[11]

qui ne soit en même temps impliqué lui-même dans l'enseigner et l'éduquer vivants. Aucun parlement, aucune personnalité qui a peut-être enseigné une fois, mais qui ne le fait plus, ne parlent avec. Ce que l'on vivra directement en salle de classe s'écoule aussi dans l'administration. Il est conforme à la nature qu'à l'intérieur d'une telle institution, l'objectivité et le professionnalisme œuvrent au plus haut degré possible.

On peut naturellement objecter que même dans une telle auto-administration de la 13 vie de l'esprit, tout ne sera pas parfait. Cela ne sera quand même pas du tout à promouvoir dans la vraie vie. On peut seulement promouvoir que vienne en l'état le meilleurs possible. Les facultés qui grandissent à nous en l'enfant humain seront réellement transmises à la communauté lorsque seuls ceux qui peuvent porter un jugement décisif à à partir de raisons spirituelles de détermination auront à s'occuper



de leur éducation. Jusqu'où un enfant est à amené dans l'une ou l'autre direction peut seulement apparaître dans une libre communauté de l'esprit. Et ce qui est à faire pour aider un tel jugement à son droit, cela pourra seulement être déterminé à partir d'une telle communauté. D'elle les vies de l'Etat et de l'économie peuvent recevoir les forces qu'elles ne peuvent pas se donner quand elles façonnent la vie de l'esprit de leurs points de vue.

Il repose dans la direction de ce qui est exposé dans cet écrit qu'aussi les institutions et le contenu d'enseignement de ces institutions qui servent l'État ou la vie de l'économie seront fournis par les administrateurs de la vie libre de l'esprit. Les écoles de juristes, les écoles de commerce, les établissements d'enseignement agricole

[12]

et industriel recevront leur forme de la vie libre de l'esprit. Cet écrit doit nécessairement éveiller de nombreux préjugés contre lui, quand on tire cette conclusion - correcte - de ses explications. De quoi découlent à eux seuls ces préjugés ? On reconnaîtra leur esprit antisocial quand on se rendra compte qu'ils proviennent essentiellement de la croyance inconsciente que les éducateurs doivent être des humains étrangers à la vie, peu/non pratiques. On ne pourrait présumer d'eux qu'ils atteignent/trouvent d'eux-mêmes des institutions qui servent correctement les domaines pratiques de la vie. De telles institutions doivent être conçues par ceux qui sont dans la vie pratique, et les éduquants devraient œuvrer conformément aux directives qui leur seront données.

Qui pense ainsi, ne voit pas que les éduquants qui ne peuvent se donner eux-mêmes les directives jusque dans les plus petits détails et jusqu'aux plus grands deviennent non pratiques et étrangers à la vie de cette façon. A eux pourra alors être donné des principes qui viennent d'humain apparemment encore pratiques ; ils n'éduqueront pas de praticiens corrects dans la vie. Les conditions antisociales sont provoquées parce que dans la vie sociale ne seront pas dedans des humains qui éprouvent socialement par leur éducation. Des humains éprouvant socialement peuvent seulement provenir d'une sorte d'éducation qui sera guidée et administrée par des éprouvants socialement. On n'arrivera jamais à la question sociale si l'on ne traite pas la question de l'éducation et de l'esprit comme une de ses parties essentielles. On crée de l'antisocial non purement par des institutions économiques, mais aussi parce que

[13]

les humains se comportent antisocialement dans ces institutions. Et il est antisocial de laisser éduquer et instruire la jeunesse par des humains que l'on laisse devenir étranger à la vie en leur dictant de l'extérieur la direction et le contenu de leurs actions.

L'État institue des établissements scolaires juridiques. Il réclame d'eux que soit enseigné le contenu de la jurisprudence que lui, d'après ses points de vue, a couché par écrit dans sa constitution et son administration. Les institutions qui sont venues entièrement d'une vie libre de l'esprit puiseront le contenu de la jurisprudence de cette vie de l'esprit elle-même. L'État aura à attendre ce qui lui est confié/remis de cette vie libre de l'esprit. Il sera fécondé des idées vivantes qui peuvent seulement naître/apparaître d'une telle vie de l'esprit.

Mais à l'intérieur de cette vie de l'esprit elle-même, seront ces humains qui grandiront dans la pratique de la vie de leur point de vue. Ne pourra devenir pratique de la vie ce qui vient d'institutions d'éducation conçues par de purs " praticiens " et dans



lesquelles sera enseigné par des humains étrangers à la vie, mais seulement ce qui vient d'éducateurs qui comprennent la vie et la pratique selon leur point de vue. Comment en détail l'administration d'une vie libre de l'esprit doit se façonner, ceci sera au moins exposé au moins à la manière d'indications dans cet écrit.

Les intentionnés utopistes aborderont l'écrit avec toutes sortes de questions. Les artistes et autres travailleurs de l'esprit soucieux diront : Oui, le talent s'épanouira-t-il alors mieux dans une vie libre de l'esprit que dans l'actuelle

[14]

soignée par l'État et les pouvoirs de l'économie ? De tels questionneurs devraient réfléchir à ce que cet écrit ne sera pensé utopistiquement en aucune relation. A cause de cela rien n'y sera absolument fixé/établi théoriquement : Cela devrait être ainsi ou ainsi. Mais il sera encouragé/incité à des communautés humaines qui peuvent tirer de leur coexistence/vie en commun ce qui est socialement souhaitable. Qui juge la vie non pas d'après des préjugés théoriques mais d'après des expériences se dira : Celui qui créera à partir de son talent libre aura la perspective d'une évaluation correcte de ses prestations s'il y a une communauté libre de l'esprit qui peut intervenir dans la vie entièrement de ses points de vue.

La « question sociale » n'est pas quelque chose qui a monté dans la vie humaine en ce temps, qui peut maintenant être résolu par quelques humains ou par des parlements et qui sera alors résolu. Elle est une partie constituante de la toute nouvelle vie de la civilisation et le restera parce qu'elle est une fois apparue. Elle devra être résolue de nouveau pour chaque moment de l'évolution historique du monde. Car la vie humaine est récemment entrée dans un état qui laisse l'antisocial provenir toujours de nouveau de l'établi social. Cela devra constamment être maîtrisé à nouveau/à neuf. Comme un organisme entre dans l'état de faim toujours de nouveau quelque temps après la satiété, de même l'organisme social passe d'un ordre des rapports dans le désordre. Il y a aussi peu de remède universel pour l'ordre des rapports sociaux qu'il y a un aliment qui rassasie pour toujours. Mais les humains peuvent entrer dans des communautés telles que, par leur collaboration vivante,

[15]

une direction au social sera toujours donnée à l'existence/à l'être là. Une telle communauté est le membre spirituel, s'administrant lui-même, de l'organisme social.

§ 20-26 - L'association comme principe de la vie économique

De même que l'autogestion libre comme exigence sociale se donne des expériences du présent pour la vie de l'esprit, de même le travail associatif se donne pour la vie de l'économie. Dans la vie humaine plus récente, l'économie se compose de production de marchandises, circulation des marchandises et consommation de marchandises. Les besoins humains seront satisfaits par elle; c'est à l'intérieur d'elle que les humains se tiennent avec leurs activités. Chacun a ses intérêts partiels à l'intérieur d'elle ; chacun doit y intervenir avec la part d'activité qui lui est possible. Lui seul peut savoir et sentir/éprouver ce dont une personne a réellement besoin ; il veut juger de ce qu'il doit accomplir à partir de sa compréhension des conditions/rapports de vie de l'ensemble. Cela n'a pas toujours été ainsi, et ce n'est pas encore ainsi partout sur la terre ; à l'intérieur de la partie civilisée actuelle de la population de la terre, il en est essentiellement ainsi.



Les cercles de l'économie se sont élargis au cours de l'évolution de l'humanité. De 21
l'économie domestique fermée /l'économie fermée de la maison s'est développée
l'économie de la ville, de celle-là l'économie de l'État. Aujourd'hui, on se tient devant
l'économie du monde. Bien qu'une partie considérable de l'ancien reste encore dans
le nouveau, une grande partie du nouveau a déjà vécu dans l'ancien sur un mode de
suggestion. Mais les destins de l'humanité sont dépendant de ce que la série de déve-
loppements ci-dessus est devenue efficace de manière préminente dans certaines
conditions/certains rapports de vie.

Il est illusoire/c'est une non-pensée de vouloir organiser les forces de l'économie 22
dans une communauté mondiale abstraite. Au cours de l'évolution, les économies
particulières se sont largement intégrées dans les

[16]

économies d'Etat. Les communautés étatiques sont quand-même nées de forces
autres que de pures forces économiques. Qu'on voulait les transformer en commu-
nautés économiques a provoqué le chaos social des temps les plus récents. La vie de
l'économie aspire à se former à partir de ses propres forces, indépendante des insti-
tutions de l'État, mais aussi de la manière étatique de penser. Elle ne pourra le faire
que si, selon des points de vue purement économiques, se forment des associations
qui se mettent ensemble de cercles de consommateurs, de commerçants et de pro-
ducteurs. A travers les rapports de la vie, la portée de telles associations se régulera
d'elle-même. De trop petites associations seraient trop coûteuses, de trop grandes
économiquement travailleraient sans visibilité. Chaque association trouvera vers
l'autre, à partir des besoins de la vie, le chemin à l'échange/la circulation régulée. On
n'a pas besoin d'être soucieux que celui qui doit passer sa vie dans de fréquents chan-
gements de lieu soit restreint par de telles associations. Il trouvera facilement la
transition de l'une à l'autre si ce n'est pas l'organisation étatique mais des intérêts
économiques qui provoqueront la transition. Des institutions sont pensables au sein
d'un tel être/système associatif qui œuvrent avec la facilité de la circulation de l'ar-
gent.

A l'intérieur d'une association, une harmonie étendue des intérêts peut régner de 23
l'expertise et de l'objectivité. Ce ne sont pas des lois qui règlent la production, la cir-
culation et la consommation des biens, mais les humains à partir de leur perspicacité
immédiate et leur intérêt. Par leur se-tenir dans la vie associative, les

[17]

humains peuvent avoir cette perspicacité nécessaire ; par ce que l'intérêt doit s'équi-
librer/se compenser avec l'intérêt à la mesure de contrats, les biens circuleront dans
leurs valeurs correspondantes. Un tel rassemblement d'après des points de vue éco-
nomiques est quelque chose d'autre que par exemple, celui dans les syndicats mo-
dernes. Ceux-ci ont des répercussions dans la vie économique, mais ils ne viennent
pas en l'état d'après des points de vue économiques. Ils sont fondés d'après des prin-
cipes qui se sont formés dans les temps récents à partir de la mainmise des points de
vue étatiques, politiques. On y parlementarise ; ils n'y convient pas d'après des points
de vue économiques sur ce que l'un a à fournir à l'autre. Il ne siègera pas de « tra-
vailleurs salariés » dans les associations qui, par leur pouvoir, exigent le salaire le
plus élevé possible d'un entrepreneur-travail/entrepreneur de travail ; mais des tra-
vailleurs manuels œuvreront ensemble avec les dirigeants spirituels de la production
et avec les intéressés consommant de ce qui est produit afin de façonner les presta-



tions conformément aux contreprestations par la régulation des prix. Cela ne peut pas se passer par parlementer dans des assemblées. On devrait en être soucieux. Car qui devrait travailler si d'innombrables humains devaient passer leur temps avec des négociations sur le travail ? Dans des accords d'humain à humain, d'association à association, tout se déroule à côté du travail. Pour cela, il est seulement nécessaire que le regroupement corresponde aux vues de ceux qui travaillent et aux intérêts de ceux qui consomment.

Avec cela n'est pas dessinée une utopie. Car il ne sera pas dit du tout : ceci devrait être établi ainsi ou ainsi. Il sera seulement indiqué sur comment les humains s'organiseront/s'établiront eux-mêmes les

[18]

choses s'ils veulent œuvrer dans des communautés qui correspondent à leurs vues et à leurs intérêts.

D'un côté, la nature humaine veille à ce qu'ils se rassemblent pour former de telles communautés quand elle n'est pas gênée/empêchée par l'entremise de l'État, car la nature génère les besoins. De l'autre côté, la vie libre de l'esprit peut y veiller, car celle-ci amène les vues en l'état qui doivent œuvrer dans la communauté. Qui pense à partir de l'expérience doit admettre que de telles communautés associatives peuvent apparaître à chaque instant, qu'elles n'enferme en rien d'une utopique. Rien d'autre ne se tient dans le chemin de leur apparition, que l'humain du présent voulant « organiser » la vie économique de l'extérieur dans le sens où la pensée d'« organisation » est devenue pour lui une suggestion. A cet organiser, qui veut unir les humains de l'extérieur à/pour la production, se tient en vis-à-vis cet organisation économique, qui est repose sur le libre associer, comme sa contre image. Par l'associer, l'humain se relie à un autre ; et ce qui a mesure de plan de l'ensemble surgit/apparaît par la raison synthétique de l'individu. - On peut donc dire : A quoi cela sert, quand celui qui est dépourvu de possession s'associe avec le possédant ? On peut le trouver mieux lorsque toute la production et la consommation seront « justement/équitablement » réglés de dehors. Mais cette régulation organisationnelle coupe court à la libre force créatrice de l'individu, et elle prive la vie de l'économie de l'approvisionnement de ce qui peut prendre sa source seulement de ce libre pouvoir de créer. Et qu'on l'essaie/le tente seulement une seule fois, malgré tous les préjugés, même avec l'association de l'actuel

[19]

dépourvu de possession avec le possesseur. Si d'autres forces n'interviennent pas que des forces économiques, alors le possesseur devra nécessairement compenser le dépourvu de possession avec la contreprestation. Aujourd'hui, on ne parle pas sur de telles choses à partir des instincts de vie qui proviennent de l'expérience, mais à partir des humeurs qui se sont développées non à partir d'intérêts économiques mais d'intérêts de classe et autres. Elles peuvent se développer parce que, dans les derniers temps, dans lesquels tout de suite la vie économique est devenue toujours plus compliquée, on ne pouvait par suivre cela avec des idées purement économiques. La vie non-libre de l'esprit a empêché cela. Les humains qui font l'économie se tiennent dedans la routine de vie ; les forces de façonnement œuvrant dans l'économie ne leur sont pas transparentes. Ils travaillent sans avoir une vue dans l'ensemble de la vie humaine. Dans les associations, l'un expérimentera par l'autre ce qu'il doit nécessairement savoir. Il se formera une expérience économique sur le possible, parce que les



humains, desquels chacun a une vue et une expérience dans son domaine partiel, jugeront ensemble.

Comme dans la vie libre de l'esprit, seules les forces qui reposent en lui-même sont efficaces, ainsi dans le système économique formé associativement, seules sont efficaces les valeurs économiques qui s'en forment par les associations. Ce que l'individu a à faire dans la vie de l'économie, cela se donne de la vie en commun avec ceux avec qui il est économiquement associé. Par cela, il exerce autant d'influence sur l'économie générale sa que sa prestation satisfait. Comment de non-capables de prestation s'articulent à la vie de l'économie, cela sera expliqué dans le présent écrit. Protéger

[20]

le faible vis-à-vis du fort, peut une vie de l'économie qui est seulement façonnée à partir de ses propres forces.

§ 27-28 - Le temps de travail comme question de la vie de droit

Ainsi, l'organisme social peut se désintégrer/se diviser en deux membres indépendants qui tout de suite se soutiennent l'un l'autre/portent mutuellement par cela que chacun a son administration de sorte particulière qui provient de ses forces particulières. Mais un troisième doit se vivre entre les deux. C'est le membre réellement étatique de l'organisme social. En lui se fait valoir/s'affirme tout ce qui doit être dépendant du jugement et du sentiment de chaque humain qui a atteint l'âge de la majorité/devenu majeur. Dans la vie libre de l'esprit, chacun s'active selon ses facultés particulières ; dans la vie de l'économie, chacun remplit sa place ainsi que cela se donne de son contexte/pendant associatif. Dans la vie politico-juridique de l'Etat, il vient à sa validité purement humaine, aussi loin que celle-ci est indépendante des facultés par lesquelles il peut œuvrer dans la vie libre de l'esprit et indépendamment de quelle valeur les biens produits par lui obtiennent par la vie associative de l'économie.

Dans ce livre sera montré comment le travail d'après le temps et la façon est une affaire de cette vie politico-juridique de l'État. Dans celui-ci, chacun se tient vis-à-vis de l'autre comme un égal, parce qu'en lui sera seulement négocié et administré sur les domaines sur lesquels chaque humain est également capable de jugement. Les droits et devoirs des humains trouvent leur régulation/réglementation dans ce membre de l'organisme social.

§ 29-32 - L'unité vivante par l'interaction de ces trois domaines de la vie

L'unité de tout l'organisme social naîtra/apparaîtra du déploiement indépendant de ses trois membres. Le livre montrera comment l'efficacité du capital

[21]

mobile, des moyens de production, l'utilisation des fonds et sols/du foncier peut se façonner par l'interaction/la concomitance des trois membres. Celui qui veut « résoudre » la question sociale par une manière d'économie inventée ou développée autrement ne trouvera pas cet écrit pratique ; celui qui veut inspirer les humains à partir des expériences de la vie à de telles sortes de regroupements dans lesquelles ils peuvent le mieux reconnaître les tâches sociales et s'y consacrer ne contestera peut-être quand-même pas à l'auteur du livre l'aspiration à une vraie pratique de la vie.



Le livre a en premier été publié en avril 1919. J'ai donné des compléments à ce qui a 30
été dit à l'époque dans les contributions qui étaient contenues dans la revue « Drei-
gliederung des sozialen Organismus" (« Tri-articulation de l'organisme social) et sont
parues ainsi justement collectionnés comme l'écrit « In Ausführung der Dreigliede-
rung des sozialen Organismus » (« En application de la tri-articulation de l'organisme
social »).

On pourra trouver que dans les deux écrits sera moins parler des « buts » du mouve- 31
ment social que beaucoup plus des chemins qui devraient être parcouru dans la vie
sociale. Qui pense à partir de la pratique de la vie, il sait que notamment des buts par-
ticuliers peuvent apparaître sous différentes formes. Seulement à qui vit dans des
pensées abstraites, tout apparaît en des esquisses explicites. Un tel réprimande sou-
vent le pratique de la vie parce qu'il ne la trouve pas déterminée, pas assez « claire-
ment » représentée. Beaucoup qui se pensaient praticiens son tout de suite de tels
abstraites. Ils ne considèrent pas que la vie puisse accepter les organisations les plus
diverses. C'est un élément fluide. Et qui veut aller avec elle doit aussi adapter ses
pensées et ses sentiments à ce train de base fluide. Les tâches sociales pourront
seulement être saisies avec une telle pensée.

Les idées de cet écrit sont conquises à partir de l'observation de la vie, elles aime- 32
raient aussi être comprises de celle-ci.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES SUR L'INTENTION DE CET ÉCRIT

FG v.01 02/06/2019

§ 01-05 - Double règlement de comptes avec les "praticiens" et les "spirituels"

La vie sociale du présent pose des tâches sérieuses et globales. Des revendication sur- 01
gissent pour de nouvelles institutions dans cette vie et montrent que pour la résolu-
tion de ces tâches, des chemins devront être cherchés auxquels n'a pas été pensés
jusqu'à présent. Appuyé par les faits du présent, trouve peut-être même aujourd'hui
déjà une audience celui qui, à partir des expériences de la vie, doit s'avouer de l'opi-
nion que ce non-penser des chemins devenus nécessaires a propulser dans le désar-
roi social. C'est sur la base d'un tel avis que se tiennent les explications de cet écrit.
Elles aimeraient parler de ce qui devrait se passer pour mettre les exigences qui se-
ront posée actuellement par une grande partie de l'humanité sur le chemin d'une vo-
lonté sociale consciemment ciblée. – Si à l'un ou l'autre ces exigences plaisent ou
non, la formation d'une telle volonté devrait dépendre peu en dépendre. Elles sont là,
et on doit compter avec elles comme avec des faits de la vie sociale. A cela pourraient
réfléchir ceux qui, en raison de leur situation personnelle, aimeraient trouver que
l'auteur de ce livre parle quelque peu d'une façon qui ne leur plaît pas dans sa pré-
sentation des revendications prolétariennes parce qu'à leur avis, il se réfère trop uni-
latéralement à ces revendications comme quelque chose dont la volonté sociale doit
tenir compte. Mais l'auteur aimerait parler à partir de la pleine réalité de la vie pré-
sente,

{24}

aussi loin que cela lui est possible selon sa connaissance de cette vie. A lui se tiennent
devant les yeux les conséquences désastreuses qui doivent survenir quand on ne veut
rien voir des faits qui se sont dressées de la vie de l'humanité nouvelle ; quand on ne



veut rien savoir d'une volonté sociale qui compte avec ces faits.

Peu satisfaites par les exposés de l'auteur seront aussi tout *d'abord* des personnalités ⁰² qui se considèrent comme des pratiquants de la vie de la même manière comme on prend aujourd'hui, sous l'influence de maintes habitudes devenues chères, la représentation de la pratique de la vie. Elles trouveront que dans cet écrit ne parle aucun praticien de la vie. De ces personnalités, l'auteur croit que tout de suite elles devront tout de suite fondamentalement apprendre autrement/se reconverter. Car leur « pratique de la vie » lui semble être celle qui s'est absolument avérée comme une erreur par les faits qu'a dû vivre l'humanité du présent. Comme cette erreur qui a conduit à des désastres dans une étendue illimitée. Ils devront envisager qu'il est nécessaire de reconnaître comme pratique maintes choses qui *leur* sont apparues comme de l'idéalisme buté. Ils aimeraient penser que le point de départ de cet écrit est erroné parce que dans ses premières parties, est moins parlé du chaos économique et plus de la vie de l'esprit de la nouvelle humanité. L'auteur *doit* penser, à partir de sa connaissance de la vie, qu'aux erreurs commises d'innombrables autres s'ajouteront si l'on ne se décide pas d'accorder l'attention nécessaire à la vie de l'esprit de la nouvelle humanité. - Aussi ceux qui, dans les formes les plus variées, produisent toujours seulement les

[25]

phrases que l'humanité devrait sortir de sa dévotion aux intérêts purement matériels et se tourner « vers l'esprit », « vers l'idéalisme », ne trouveront aucun plaisir correct à ce que l'auteur dit dans cet écrit. Car il ne tient pas beaucoup à la simple référence à « l'esprit », au parler d'un monde brumeux de l'esprit. Il peut seulement reconnaître la spiritualité qui devient le contenu propre/personnel de la vie de l'humain. Celui-ci s'avère tout aussi efficace dans la maîtrise des tâches pratiques de la vie que pour la formation d'une façon de voir le monde et la vie qui satisfasse les besoins d'âme. Il ne s'agit pas que l'on sache ou croie savoir d'une spiritualité, mais de ce que ce soit une spiritualité qui vienne aussi au jour lors de la saisie des tâches pratiques de la vie. Une telle accompagne cette réalité de la vie non comme un courant secondaire réservé uniquement à l'être intérieur de l'âme. - Ainsi, les explications de cet écrit sembleront probablement trop peu spirituelles aux « spirituels », trop étrangères à la vie aux « praticiens ». L'auteur est d'avis qu'il pourra servir la vie du présent à sa façon, *tout de suite parce* qu'il ne tend pas à l'étrangeté à la vie de maint humain qui se considère aujourd'hui comme un « praticien », et parce qu'il ne peut aussi attribuer aucune justification à ce discours sur « l'esprit » qui crée les illusions de la vie à partir de mots.

La « question sociale » sera discutée dans les exposés cet écrit en tant que question ⁰³ d'économie, de droit et d'esprit. L'auteur croit reconnaître comment la « vraie forme » de cette question résulte des exigences de la vie de l'économie, de droit et de l'esprit. Mais ce n'est qu'à partir de cette connaissance que peuvent provenir les impulsions pour un aménagement sain de ces trois domaines de la vie à l'intérieur de l'ordre social. - Dans des temps plus anciens de l'évolution humaine, les instincts sociaux veillaient à ce que ces trois domaines s'articulaient dans la vie sociale dans son ensemble d'une façon correspondant à la nature humaine. Dans le présent de cette évolution, on se tient devant la nécessité d'aspirer à cette articulation par une volonté sociale consciemment ciblée. Entre ces temps anciens et le présent, il y a, pour les



pays qui entrent tout d'abord en considération pour une telle volonté, un œuvrer l'un à travers l'autre des anciens instincts et de la conscience plus récente, qui n'a plus grandi à la hauteur des exigences de l'humanité contemporaine. Mais en de maintes choses que l'on tient aujourd'hui pour une pensée sociale consciemment ciblée, survivent encore les vieux instincts. Cela rend cette pensée faible vis-à-vis des faits exigeants. Plus fondamentalement que maints se le représentent, l'humain du présent doit s'élaborer hors de ce qui n'est plus viable. Comment les vies de l'économie, de droit et de l'esprit devraient se former dans le sens d'une vie sociale saine exigée par les temps nouveaux eux-mêmes, cela – ainsi pense l'auteur – peut seulement se donner à celui qui développe la bonne volonté de laisser valoir ce qui a justement été exprimé. Ce que l'auteur croit devoir dire sur une telle nécessaire mise en forme, il voudrait le soumettre aux jugements du présent avec ce livre. L'auteur voudrait donner une impulsion à un chemin vers des buts sociaux qui correspondent aux réalités et nécessités actuelles de la vie. Car il pense que seul un tel effort peut conduire au-delà de/par dessus la spiritualité d'essaim et hors de l'utopisme dans le domaine de la volonté sociale.

[27]

Quiconque trouve quand-même quelque chose d'utopique dans cet écrit, l'auteur aimerait le prier de considérer combien on se distancie actuellement de la vie réelle et tombe dans de la spiritualité d'essaim avec maintes représentations que l'on se fait sur l'évolution possible des conditions sociales. *C'est pourquoi on voit comme une utopie ce qui est tiré de la réalité vraie et de l'expérience de la vie, de la manière dont on essaie de la présenter dans cet écrit. Maint verra quelque chose d'« abstrait » dans cette présentation parce que le « concret » n'est que ce à quoi il est habitué à penser et « abstrait » est alors aussi le concret s'il n'est pas habitué à le penser**.

Que des têtes étroitement enserrées dans des programmes de partis seront tout d'abord insatisfaites avec des telles formulations de l'auteur,

(* L'auteur a consciemment évité de s'en tenir, dans ses exposés, aux termes couramment utilisés dans la littérature d'économie de peuple. Il connaît exactement les passages à partir desquels un jugement « d'expert » dira que ce serait dilettante. Mais ne le déterminait pas seulement à sa manière de s'exprimer, qu'il aimerait aussi parler pour des humains à qui la littérature des sciences de peuple et sociales n'est pas familière, mais avant tout la vue qu'un temps nouveau laissera apparaître que la plupart d'entre elles sont unilatérales et inadéquates, même sous la forme d'expression que l'on trouve dans cette littérature comme « experte ». Qui pense quelque peu que l'auteur aurait dû se référer aux idées sociales des autres, qui, d'une manière ou d'une autre, semblent rappeler ce qui est décrit ici, je le prierai de garder à l'esprit que *les points de départ et les chemins* de la façon de voir caractérisée ici, que l'auteur estime devoir à des décennies d'expérience, sont l'essentiel lors de la réalisation pratique des impulsions données et pas quelque peu purement les pensées de telle ou telle nature. Aussi, comme on peut le voir à la section IV, l'auteur a déjà essayé de s'engager pour la réalisation pratique lorsque des pensées semblant similaires n'ont pas encore été remarquées en rapport à l'une ou l'autre.)

[28]

il le sait. Il pense quand même que beaucoup d'humains de parti en viendront bientôt à la conclusion que les faits de l'évolution ont déjà grandi hors les programmes de partis, et qu'un jugement *indépendant* sur ces programmes, sur les prochains objectifs de la volonté sociale est avant tout nécessaire.

Début avril 1919.

Rudolf Steiner.

[29]

I - LA VRAIE FORME DE LA QUESTION SOCIALE, SAISIE DE LA VIE DE L'HUMANITÉ MODERNE



§ 01-07 - Le mouvement prolétarien comme réalité niée ou mal comprise

La catastrophe de la guerre mondiale ne révèle-t-elle pas le mouvement social mo- 01
 derne à travers des faits qui prouvent à quel point étaient inadéquates les pensées
 par lesquelles on a cru comprendre la volonté prolétarienne pendant des décennies?
 Ce qui se presse actuellement à la surface de la vie à partir d'exigences autrefois 02
 contenues du prolétariat, et en pendant à cela, nous oblige à nous poser cette ques-
 tion. Les pouvoirs qui ont œuvré à contenir sont en partie détruits. Le rapport que
 ces puissances ont établi avec les forces sociales motrices d'une grande partie de
 l'humanité peut seulement être maintenu par ceux qui ignorent totalement à quel
 point ces impulsions de la nature humaine sont indestructibles.

Maintes personnalités dont la situation de vie leur a permis, par leurs paroles ou 03
 leurs conseils, d'avoir un effet inhibiteur ou promoteur sur les forces de la vie euro-
 péenne qui, en 1914, ont provoqué la catastrophe de la guerre, se sont adonnées aux
 plus grandes illusions sur ces forces motrices. Ils pouvaient croire que la victoire de
 leur pays par les armes calmerait l'assaut social. De telles personnalités devaient se
 rendre compte que c'est en premier par les conséquences de leur comportement que
 les impulsions sociales parvinrent pleinement à la manifestation. Oui, la catastrophe
 actuelle de l'humanité s'avère être l'événement historique par lequel ces pulsions
 ont obtenus toute leur force d'impact. Les personnalités

[30]

et les classes dirigeantes ont, au cours des dernières années fatidiques, dû rendre
 leur comportement constamment dépendant de ce qui vivait dans les cercles socia-
 listes de l'humanité. Elles auraient souvent aimé agir différemment s'elles avaient pu
 ignorer l'humeur de ces cercles. Les effets de cette humeur se font sentir dans la
 forme sous laquelle les événements ont pris forme.

Et maintenant qu'est entré dans un stade décisif, ce qui a monté se préparant pen- 04
 dant des décennies dans l'évolution de la vie de l'humanité, maintenant devient un
 destin tragique que les pensées qui ont surgi dans le développement de ces faits ne se
 montre pas capables de faire face aux faits qui sont devenus réalité. Beaucoup de per-
 sonnalités qui ont formé leur pensée sur ce devenir pour servir ce qui y vit comme
 un objectif social aujourd'hui disposent de peu ou de rien en rapport avec les ques-
 tions de destin qui seront posées par les faits.

Maintes de ces personnalités croient encore que ce qu'elles ont longtemps pensé né- 05
 cessaire à la réorganisation de la vie humaine se réalisera et s'avérera alors assez
 puissant pour donner aux faits exigeants une direction possible dans la vie. - Il est
 possible de ne pas tenir compte de l'opinion de ceux qui croient maintenant encore
 que l'ancien devrait être maintenu contre les nouvelles exigences d'une grande par-
 tie de l'humanité. On peut ajuster son regard sur la volonté de ceux qui sont convain-
 cus de la nécessité d'un nouveau façonnement de la vie. On ne pourra quand même
 s'empêcher de s'avouer : Parmi nous, se déplacent des opinions de parti comme les
 momies de jugement qui seront rejetées par l'évolution des faits.

[31]

Ces faits exigent des décisions pour lesquelles les jugements des anciens partis ne
 sont pas préparés. De tels partis se sont certes développés avec les faits, mais leurs



habitudes de pensée ont pris du retard par rapport aux faits. Il n'est peut-être pas nécessaire d'être immodeste face à des points de vue qui sont encore considérés comme faisant autorité aujourd'hui si l'on croit que ce que l'on vient de laisser entendre peut être déduit du cours des événements mondiaux dans le présent. On peut en tirer la conclusion que ce présent doit précisément être réceptif à la tentative de caractériser ce qui caractérise la vie sociale de la nouvelle humanité, qui, dans sa particularité, est aussi très éloignée des habitudes de pensée des personnalités socialement orientées et des tendances de partis. Car il se pourrait bien que la tragédie qui se révèle dans les tentatives de résoudre la question sociale soit précisément enracinée dans une incompréhension des véritables aspirations prolétariennes. Dans un malentendu, même de la part de ceux qui ont grandi à partir de ces aspirations avec leurs façons de voir. Car l'humain ne porte pas toujours un jugement juste sur sa propre volonté.

Il peut donc sembler justifié de se poser les questions suivantes : que veut vraiment le mouvement prolétarien moderne ? Est-ce que cela correspondra à ce que l'on pense habituellement de cette volonté du côté prolétarien ou non prolétarien ? Dans ce que beaucoup pensent de la « question sociale », la véritable forme de cette « question » se révèle-t-elle ? Ou est-ce qu'une toute autre façon de penser est nécessaire ? On ne pourra pas aborder cette question de manière impartiale si l'on n'a pas été transposé par le destin de la vie dans la

[32]

situation de se vivre dans la vie de l'âme du prolétariat moderne. Et d'ailleurs cette partie de ce prolétariat qui a le plus contribué à l'organisation que le mouvement social du présent a adoptée.

On a beaucoup parlé du développement de la technique moderne et du capitalisme moderne. On s'est demandé comment, dans cette évolution, le prolétariat actuel a vu le jour et comment il est venu à ses revendications par le déploiement de la récente vie de l'économie. Dans tout ce qu'on a mis en avant dans cette direction, repose beaucoup de pertinent. Mais qu'avec cela un facteur décisif ne sera pas touché peut s'imposer à ceux qui ne se laissent pas hypnotiser par le jugement selon lequel les circonstances extérieures/rapports extérieurs donnent à l'humain l'empreinte de sa vie. Cela se révèle à celui qui entretient un coup d'oeil impartial aux impulsions d'âme travaillant des profondeurs intérieures. Ce qui est certain, c'est que les revendications prolétariennes se sont développées au cours de la vie de la technique moderne et du capitalisme moderne ; mais la raison est celles-ci. Le fait ne donne absolument pas encore d'indication sur ce qui vit réellement dans ces exigences en tant qu'impulsions *purement humaines*. Et tant que l'on ne pénètre pas dans la vie de ces impulsions, on ne peut probablement pas approcher de la *vraie forme* de la « question sociale ».

§ 08-12 - La cause de la conscience de classe n'est pas dans la vie économique, mais dans la vie de l'esprit

Un mot qui est souvent prononcé dans le monde prolétarien peut faire une impression significative sur ceux qui sont capables de pénétrer dans les forces motrices plus profondes de la volonté humaine. C'est ceci : le prolétarien moderne est devenu « conscient de classe ». Il ne suit plus les impulsions des classes existantes en dehors



de lui-même dans une certaine mesure instinctivement, inconsciemment ; il se sait membre d'une classe spéciale et est prêt à affirmer la relation de cette classe avec les autres dans la vie publique d'une manière correspondant à ses intérêts. Celui qui a une compréhension des courants d'âme sous-jacents par le mot « conscience de classe » dans le contexte dans lequel le prolétaire moderne l'utilise, sera rendu attentif aux faits les plus importants dans la conception sociale de la vie de ces classes laborieuses qui se tiennent dans la vie de la technique moderne et du capitalisme moderne. Un tel devra avant tout devenir attentif à la manière dont les enseignements/théories scientifiques sur la vie de l'économie et ses rapports avec les destins humains ont enflammé l'âme du prolétaire. Avec cela sera touché un fait sur lequel beaucoup de ceux qui peuvent seulement penser sur le prolétariat, non avec le même, on seulement un jugement entièrement flou, voire nuisible au regard des événements graves du présent. Avec l'opinion que la tête du prolétariat « sans instruction » aurait été tournée par le marxisme et sa continuation par les écrivains prolétaires, et avec ce que l'on peut sinon entendre souvent dans cette direction, on ne parvient pas à une compréhension nécessaire de la situation historique mondiale dans ce domaine à notre époque. Car quand on exprime une telle opinion, on montre seulement qu'on n'a pas la volonté de diriger son regard vers une chose essentielle dans le mouvement social actuel. Et une telle chose essentielle est l'accomplissement de la conscience de classe prolétarienne avec des concepts qui ont pris leur caractère des développements scientifiques plus récent. Dans cette conscience, se poursuit l'ambiance qui a vécue dans le discours de Lassalle sur "La science et les ouvriers". De telles choses peuvent sembler in-essentiels à maint qui se considère comme un « humain pratique ». Mais quiconque veut avoir un aperçu vraiment fructueux du mouvement ouvrier moderne doit porter son attention sur ces choses. Dans ce que les prolétaires modérés et radicaux exigent aujourd'hui, la vie économique transformée en impulsions humaines ne vit pas comme maints se la représentent, mais vit la science économique, dont la conscience prolétarienne a été saisie. Dans la littérature tenue scientifiquement et popularisée journalistiquement du mouvement prolétarien, cela apparaît clairement au jour. Le nier, signifie fermer les yeux sur les faits réel. Et un fait fondamental qui détermine la situation sociale du présent est que le prolétaire moderne se laisse déterminer le contenu de sa conscience de classe en termes scientifiques. Même si l'humain qui travaille sur la machine est encore si éloigné de la « science », il écoute les lumières sur ses jours du côté de ceux qui ont reçu les moyens de cette lumière de cette « science ».

Toutes les explications sur la nouvelle vie de l'économie, l'ère de la machine, le capitalisme, aussi plausible soit-elles, peuvent mettre en évidence la base factuelle du mouvement prolétarien moderne ; ce qui éclaire de manière décisive la situation sociale actuelle ne découle pas immédiatement du fait que le travailleur a été placé à la machine, qu'il a été attelé dans l'ordre capitaliste de la vie. Cela découle de

l'autre fait que des *pensées* entièrement déterminées se sont formées à l'intérieur de sa conscience de classe à la machine et dans la dépendance de l'ordre économique capitaliste. Il pourrait être que les habitudes de pensée du présent empêchent maints de reconnaître entièrement l'étendue de la portée de cet état de fait et l'amène à ne voir dans son accentuation qu'un jeu dialectique avec des concepts. Vis-à-vis de cela,



devra être dit : D'autant plus grave pour les vues sur une attitude prospère dans la vie sociale du présent chez de ceux qui ne sont pas en état de saisir l'essentiel de l'œil. Qui veut comprendre le mouvement prolétarien doit avant tout savoir comment *pense* le prolétariat. Car le mouvement prolétaire - de ses efforts modérés de réforme à ses excès les plus dévastateurs - n'est pas fait de « forces extra humaines », d'« impulsions économiques », mais d'*humains*, de leurs représentations et de leurs impulsions de volonté.

Ce mouvement a cherché sa source de pensée dans la récente direction de la science, 10 parce que la machine et le capitalisme ne pouvaient rien donner au prolétariat qui puisse remplir son âme d'un contenu digne de l'humain. Un tel contenu s'est donné à l'artisan médiéval de ses métiers. Dans la façon dont cet artisan se sentait *humainement* lié à la profession, reposait quelque chose qui lui laissait apparaître la vie dans l'ensemble de la société humaine devant sa propre conscience dans une lumière à valeur de vie.

[36]

Il a pu voir ce qu'il faisait de telle manière qu'il a pu croire réaliser ce qu'il voulait être en tant qu'« être humain ». A la machine et à l'intérieur de l'ordre de vie capitaliste, l'humain était dépendant de lui-même, de son être intérieur, s'il cherchait un fondement sur lequel construire une conscience porteuse d'une vision de ce que l'on est comme « humain ». Rien ne venait de la technique, du capitalisme pour une telle vision. C'est ainsi que la conscience prolétarienne prit la direction de pensée de sorte scientifique. Elle avait perdu le pendant humain avec la vie immédiate. Mais cela s'est produit à un moment où les classes dirigeantes de l'humanité s'efforçaient d'adopter un mode de pensée scientifique qui n'avait plus le pouvoir spirituel de conduire la conscience humaine, selon ses besoins, à un contenu satisfaisant dans toutes les directions. Les anciennes façons de voir le monde plaçaient l'humain en tant qu'âme dans un contexte spirituel d'existence/d'être-là. Devant la science plus récente, il apparaît comme un être de la nature dans le pur ordre de la nature. Cette science ne sera pas ressentie comme un courant qui coule dans l'âme humaine à partir d'un monde spirituel, qui porte l'être humain comme âme. Quelle que soit la façon dont on peut juger le rapport entre les impulsions religieuses et ce qui s'y rattache et la façon de penser scientifique des temps récents, il faudra admettre, si l'on considère l'évolution historique sans préjugés, que le représenter scientifique s'est développée à partir du religieux. Mais les anciennes visions du monde, reposant sur des fondements religieux, n'ont pas été en mesure de communiquer leur impulsion porteuse d'âme

[37]

aux récentes sortes de représentation scientifique. Elles se sont placées en dehors de ces sortes de représentations et ont continué à vivre avec un contenu de conscience vers lequel les âmes du prolétariat ne pouvaient se tourner. Aux classes dirigeantes ce contenu de la conscience pouvait encore être quelque chose de plein de valeur. D'une façon ou d'une autre, il était pendant à leur situation dans la vie. Ces classes ne cherchaient pas après un nouveau contenu de conscience, parce que la tradition à travers la vie elle-même les laissait s'accrocher à l'ancien. Le prolétarien moderne a été arraché de tous les contextes de vie anciens. Il est l'humain dont la vie a été mise sur une base complètement nouvelle. Pour lui, avec le retrait des anciens fondements de la vie, avait en même temps disparu la possibilité de puiser dans les anciennes



sources spirituelles. Ils se tenaient au milieu des zones d'où ils avaient été rendu étrangers. Avec la technique moderne et le capitalisme moderne, la scientificité moderne - dans le sens de ce que l'on peut appeler en même temps les grands courants historiques mondiaux - s'est développée en même temps. La confiance et la foi du prolétariat moderne s'y sont tournées. Il cherchait chez elles le nouveau contenu de la conscience qui lui était nécessaire. Mais il a été placé dans un rapport différent à cette science que les classes dirigeantes. Celles-ci ne se sentaient pas obligés de faire de la façon scientifique de représentation leur façon de voir la vie porteuse d'âme. Peu importe à quel point elles aimeraient pénétrer la « façon scientifique de représentation », que dans l'ordre naturel un pendant causal direct mènerait des animaux les plus bas à l'humain : cette façon de penser est restée quand même une conviction théorique. Elle n'a pas créé l'impulsion de prendre la vie aussi

[38]

à la mesure du ressenti, comme c'est tout à fait appropriée à cette conviction. Le naturaliste Vogt, le vulgarisateur de science de la nature Büchner : ils étaient sûrement imprégnés de la façon scientifique de représentation. Mais à côté de cette façon de représentation, quelque chose a œuvré dans leur âme qui les laissait s'accrocher à des pendants de vie qui se laissaient seulement justifier de façon significative par la croyance en un ordre spirituel du monde. Qu'on se représente seulement quand même d'une manière impartiale comment la scientificité affecte celui qui est ancré dans de tels pendants de vie avec sa propre existence d'une manière différente de celle du prolétariat moderne, devant qui son agitateur marche et parle de la manière suivante dans les quelques heures du soir qui ne sont pas remplies de travail : la science a récemment chassé/exorcisé les humains de croire qu'ils avaient leur origine dans des mondes spirituels. Ils ont été enseignés sur ce qu'à l'époque primitive, ils vivaient indécemment comme des grimpeurs d'arbres, qu'ils ont tous la même origine purement naturelle. Le prolétarien moderne se voyait confronté à une science orientée vers de telles pensées lorsqu'il était à la recherche d'un contenu d'âme qui lui ferait sentir comment il se tient en tant qu'humain dans le monde de l'existence/de l'être-là. Il a pris cette scientificité au sérieux sans reste et en a tiré ses conclusions pour la vie. Il a été frappé différemment par l'âge technique et capitaliste que le membre des classes dirigeantes. Il faisait partie d'un ordre de vie qui était encore façonné par des impulsions porteuses d'âme. Il avait tout intérêt à exploiter les acquis de la nouvelle ère dans le cadre de cet ordre de vie. Le prolétaire a été arraché d'âme

[39]

à cet ordre de vie. Cet ordre de vie ne pouvait pas lui donner un sentiment qui illuminait sa vie d'un contenu humain. La seule chose qui pouvait faire sentir au prolétaire ce qu'il est en tant qu'être humain, c'était ce qui semblait être sorti de l'ancien ordre de vie, doté du pouvoir d'éveiller la foi : le mode de pensée scientifique.

A maints lecteurs de ces remarques pourrait volontiers contraindre/presser un sourire quand sera faisant référence à la « scientificité » de la façon de représentation prolétarienne. Quiconque, avec la « scientificité », ne peut penser qu'à ce qu'il s'acquiert en siégeant pendant de nombreuses années dans des « institutions de formation », et qui oppose alors cette « scientificité » au contenu de la conscience du prolétaire qui « n'a rien appris », aimerait sourire. Il sourit sur des faits décisifs de destin de la vie actuelle. Mais ces faits témoignent que maint humain hautement érudit vit



sans science/non scientifiquement, pendant que le prolétaire non érudit oriente son opinion de la vie d'après la science, qu'il ne possède peut-être pas du tout. L'érudit a assimilé la science ; elle lui est un tiroir de son intérieur de l'âme/intérieur-âme. Mais il se tient dans des pendants de vie et se laisse guider par ceux de ses sentiments, qui ne seront pas guidés/conduits par cette science. Le prolétaire est amené par ses conditions de vie à saisir l'existence/l'être-là ainsi qu'il correspond à l'attitude/la mentalité de cette science. Ce que les autres classes appellent « scientificité » peut lui reposer au loin ; la direction/l'orientation des représentations de cette scientificité oriente sa vie. Pour les autres classes, est déterminant une base religieuse, esthétique, généralement

[40]

spirituelle; pour lui, la « science », quand aussi souvent dans ses tous derniers cours de pensées, deviendra une croyance de vie. Maint membre des classes « dirigeantes » se sent « éclairé », « religieusement libre ». Certes, la conviction scientifique vit dans ses représentations ; mais dans ses sentiments, palpitent/pulsent les restes inaperçus d'une croyance traditionnelle en la vie.

Ce que la façon de penser scientifique n'a pas reçu de l'ancien ordre de vie : c'est la conscience qu'elle est enracinée/racine comme façon spirituelle dans un monde spirituel. Le membre des classes dirigeantes a pu passer outre ce caractère de la scientificité moderne. Car pour lui, la vie s'emplit de vieilles traditions. Le prolétaire ne le pouvait pas. Car sa nouvelle situation de vie a chassé les vieilles traditions de son âme. Il a repris la façon scientifique de représentation des classes dirigeantes comme héritage. Cet héritage devint la base de sa conscience de l'essence/de l'être de l'humain. Mais ce « contenu d'esprit » dans son âme ne savait rien de son origine dans une vie réelle de l'esprit. Ce que le prolétaire pouvait reprendre à lui seul des classes dirigeantes comme vie spirituelle, niait son origine à partir de l'esprit.

§ 13-25 - Dignité humaine par le renouvellement de la pensée au lieu du seul mouvement de la pensée prolétarienne

Il ne m'est pas inconnu de savoir comment ces pensées toucheront des non-prolétaires et aussi des prolétaires qui croient être « pratiquement » familiers avec la vie et qui, par cette conviction/croyance/foi, considèrent ce qui est dit ici comme une vision étrangère à la vie. Les faits qui parlent à partir de la situation mondiale actuelle démontreront de plus en plus cette foi comme une illusion/une chimère. Qui peut voir ces faits de manière impartiale, à lui doit se révéler

[41]

qu'à une façon de voir la vie qui se tient seulement à l'extérieur de ces faits est finalement seulement accessible des représentations qui n'ont plus rien à voir avec ces faits. Les pensées dominantes se sont tenues ainsi longtemps « pratiquement » aux faits jusqu'à ce que ces pensées n'aient plus aucune similitude avec ces faits. A cet égard, la catastrophe mondiale actuelle pourrait être un dresseur/un maître de dressage pour beaucoup. Car, qu'ont-ils pensé que ça pourrait devenir ? Et qu'est-ce qui est devenu ? Cela devrait-il aussi aller ainsi avec la pensée sociale ?

J'entends aussi en esprit l'objection que fait le confesseur de la façon de vivre prolétarienne à partir de son humeur d'âme : de nouveau un qui aimerait dévier le noyau réel de la question sociale sur une voie qui semble confortable à parcourir à l'inten-



tionné bourgeois. Ce confesseur ne voit pas au travers de comment le destin lui a apporté sa vie prolétarienne, et comment il cherche à se mouvoir à l'intérieur de cette vie par une façon de penser qui lui est suprématie par les classes « dominantes/régnantes » comme bien hérité/héritage. Il *vit* en prolétaire, mais il *pense* en bourgeois. Le temps nouveau ne rend pas purement nécessaire de se trouver dans une nouvelle vie, mais aussi dans de *nouvelles pensées*. La façon scientifique de représentation pourra en premier devenir contenu porteur de vie quand à sa façon elle développe, pour la formation d'un contenu pleinement humain de vie, une force de poussée telle que l'ont développées à leur propre manière de vieilles conceptions de la vie.

Avec cela est décrit le chemin qui mène à la découverte de la *vraie forme* d'un des membres à l'intérieur du récent mouvement prolétarien. Au bout de ce chemin, retenti de l'âme prolétarienne la conviction :

[42]

j'aspire à la vie spirituelle. Mais cette vie spirituelle est idéologie, est seulement ce qui se reflète dans l'humain des processus du monde extérieur, ne découle pas d'un monde spirituel particulier. Ce qui dans la transition à un temps nouveau est devenu de l'ancienne vie de l'esprit, la façon prolétarienne de voir la vie l'éprouve comme une idéologie. Qui veut comprendre l'ambiance dans l'âme prolétarienne, qui se vit dans les exigences sociales du présent, il doit être en état de saisir ce que peut apporter la vue que la vie spirituelle serait une idéologie. On aimerait répondre : Que sait le prolétaire moyen de cette vue, qui hante, déroutante, les têtes des dirigeants plus ou moins formés. Celui qui parle ainsi, parle à la vie qui passe, et il agit aussi à la vie réelle déjà passée. Un tel ne sait pas ce qui s'est passé dans la vie prolétarienne des dernières décennies ; il ne sait pas quels fils se filent de l'avis que la vie spirituelle serait idéologie, aux exigences et aux actes seulement tenus par lui pour des socialistes radicaux tenus pour « ignorants », et aussi aux actions de ceux qui « font la révolution » à partir de sourdes impulsions de vie.

C'est là-dedans que repose la tragédie qui se répand à travers la saisie des exigences sociales du présent, que dans de nombreux cercles on n'a pas le sentiment de ce qui pousse à la surface de la vie de l'humeur de l'âme des larges masses, qu'on est incapable de diriger son regard vers ce qui se *passé réellement* dans les âmes tranquilles des humains. Le non prolétaire écoute rempli de peur les exigences du prolétaire et entend : Pour moi, une existence/un être-là digne de l'humain pourra seulement être atteinte par socialisation des moyens de production.

[43]

Mais il ne peut se former aucune représentation que sa classe lors de la transition d'une époque ancienne à une époque nouvelle, n'a pas seulement appelé le prolétariat à travailler aux moyens de production qui ne lui appartenaient pas, mais qu'elle n'a pas pu ajouter à ce travail un contenu d'âme qui lui était fondamental. Les humains qui, de la manière indiquée ci-dessus, passent par la vie et agissent par là aimeraient dire : Mais le prolétaire veut quand-même simplement être placé/transposé dans une situation de vie équivalente à celle des classes dominantes ; où la question du contenu de l'âme joue-t-elle un rôle ici? Oui, le prolétaire aimerait lui-même affirmer/prétendre : Je n'exige rien des autres classes pour mon âme ; je veux qu'elles ne puissent plus m'exploiter plus avant. Je veux que cessent les différences de classe qui existent maintenant. Un tel discours n'atteint pas à l'essence de la question sociale. Il ne dévoile rien de la véritable forme de cette question. Car une telle



conscience dans les âmes de la population ouvrière, qui aurait hérité d'un véritable contenu spirituel des classes dirigeantes, soulèverait les exigences sociales d'une toute autre façon que le prolétariat moderne le fait, qui peut seulement voir une idéologie dans la vie de l'esprit reçue. Ce prolétariat est convaincu du caractère idéologique de la vie de l'esprit, mais il devient de plus en plus malheureux par cette conviction. Et les effets de son malheur de l'âme, qu'il ne connaît pas consciemment mais dont il souffre intensément, l'emportent de loin dans sa signification pour la situation sociale du présent sur tout ce qui est aussi demande justifiée à sa façon pour l'amélioration de la situation extérieure de la vie.

Les classes dominantes ne se reconnaissent pas comme les

17

[44]

initiateurs de cette attitude de vie qui est actuellement prête à les combattre dans le prolétariat. Et pourtant, ils sont devenus ces initiateurs par le fait qu'ils ont seulement pu léguer de leur vie de l'esprit quelque chose qui de ce prolétariat devra être éprouvé comme une idéologie.

Ce n'est pas cela qui donne au mouvement social actuel son caractère essentiel, que l'on exige un changement dans la situation de vie d'une classe humaine, même si c'est la chose qui apparaît naturelle, mais la façon dont la demande vers ce changement sera transposée dans la réalité à partir des impulsions de la pensée de cette classe. Qu'on se regarde quand-même les faits de ce point de vue seulement une seule fois et de manière impartiale. Alors, on verra comment les personnalités qui veulent garder leur pensée dans la direction des impulsions prolétariennes sourient quand le discours en vient qu'à travers telle ou telle aspiration spirituelle on voudrait contribuer quelque chose à la solution de la question sociale. Ils sourient à cela comme *idéologie*, comme une grise théorie. A partir de la pensée, à partir de la pure vie de l'esprit, pensent-ils, rien ne peut certainement contribuer aux questions sociales brûlantes du présent. Mais si on y regarde de plus près, alors se presse à vous, comment le nerf réel, l'impulsion de base réelle du mouvement moderne, tout de suite prolétarien, ne repose pas dans ce dont parle le prolétaire actuel, mais dans des *pensées*.

Le mouvement prolétarien moderne est, comme peut-être aucun autre mouvement similaire dans le monde – quand on le regarde de plus près, cela se montre au sens le plus éminent -- un mouvement jaillit de *pensées*. Je ne dis

[45]

pas ça purement comme un aperçu gagné dans la réflexion sur le mouvement social. S'il m'est permis d'insérer une remarque personnelle, ce serait peut-être celle-ci : Pendant des années, j'ai enseigné aux ouvriers prolétaires dans diverses branches d'une école de formation des travailleurs. Je crois que j'ai appris à connaître ce qui vit et aspire dans l'âme du travailleur prolétarien moderne. De là, j'ai également eu l'occasion d'observer ce qui œuvre dans les syndicats des différents métiers et orientations de métiers. Je pense que je ne parle pas purement du point de vue de considérations théoriques, mais j'exprime ce que je crois avoir conquis grâce à l'expérience réelle de la vie.

Celui qui - ce qui est malheureusement si peu le cas chez les intellectuels dirigeants - a appris à connaître le mouvement ouvrier moderne là où il est porté par des *travailleurs*, sait à quel point *cela* est un phénomène lourd de signification, qu'une certaine *direction* des pensées a saisi l'âme d'un grand nombre d'humains de la manière la plus intensive. Ce qui rend actuellement difficile de prendre position aux énigmes



sociales, c'est qu'il y a si peu de possibilités de compréhension mutuelle entre les classes. Les classes bourgeoises ont aujourd'hui du mal à se transposer dans l'âme du prolétaire, peuvent difficilement comprendre comment *l'intelligence* encore inutilisée du prolétariat a pu se frayer un chemin dans une telle – qu'on aime maintenant se tenir au contenu comme on veut – une telle exigence humaine de pensée appliquant les normes les plus élevées de façon de représentation, comme l'est celle de Karl Marx. Certes, le système de pensée de Karl Marx peut être adopté par l'un,

21

[46]

réfuté par l'autre, peut-être l'un avec des raisons apparemment aussi bonnes que l'autre ; il pourrait être révisé par ceux qui considéreraient la vie sociale après la mort de Marx et son ami Engel d'autres points de vue que ces leaders/dirigeants. Je ne veux pas parler du tout du contenu de ce système. Il ne me semble pas être le plus significatif dans le mouvement prolétarien moderne. La chose la plus significative me semble être que le *fait* existe : A l'intérieur de la compagnie des travailleurs, agit un système de pensée comme l'impulsion la plus puissante. On peut pour ainsi dire exprimer l'affaire de la façon suivante : Un mouvement pratique, un pur mouvement de vie avec les exigences les plus quotidiennes de l'humanité n'a encore jamais été presque aussi seul sur une base *purement* pensante que ce mouvement prolétarien moderne. Il est dans une certaine mesure, même le premier mouvement de cette sorte au monde qui s'est placé purement sur une base scientifique. Ce fait doit cependant être considéré correctement. Si l'on regarde tout ce que le prolétaire moderne a consciemment à dire sur son propre penser et vouloir et sentir, alors ce qui est exprimé sous forme de programme ne semble absolument pas être la chose la plus importante lors d'une observation insistante de la vie.

Mais il doit apparaître vraiment important que dans le sentiment prolétarien est devenu décisif pour l'humain entier, ce qui est ancré dans d'autres classes seulement dans un seul membre de leur vie d'âme: la base des pensées de l'attitude/la mentalité de vie. Ce qui dans le prolétaire est de cette façon réalité intérieure, il ne peut l'admettre consciemment. Il est dissuadé de cette concession parce que la vie des pensées lui a été transmise comme idéologie.

[47]

En réalité, il construit sa vie sur les pensées, mais il les éprouve celle-ci comme une idéologie irréaliste. On ne peut pas comprendre la façon prolétarienne de voir la vie et sa réalisation à travers les actions de ses porteurs qu'en ce qu'on voit à travers *ce fait* dans toute son ampleur à l'intérieur de la nouvelle évolution de l'humanité.

De la façon dont la vie spirituelle du prolétariat moderne a été dépeinte dans ce qui précède, on peut voir que dans la description de la vraie forme du mouvement prolétarien-social, la caractérisation de cette vie de l'esprit doit apparaître en premier. Car il est essentiel que le prolétaire ressente ainsi les causes de la situation sociale de la vie qui ne le satisfait pas, et qu'il s'efforce à leur élimination de telle sorte que le sentiment et l'effort reçoivent leur direction de cette vie de l'esprit. Et quand même, il ne peut actuellement refuser, moqueur ou furieux, rien d'autre que l'opinion que quelque chose repose dans ces soubassements spirituels du mouvement social qui représente une force motrice significative. Comment devrait-il envisager que la vie de l'esprit a un pouvoir qui le pousse, puisqu'il doit quand-même la percevoir comme une idéologie ? On ne peut pas s'attendre à ce qu'une vie spirituelle ainsi ressentie trouve une issue à une situation sociale que l'on ne veut plus endurer. Non seule-



ment la science elle-même est devenue le mode de pensée scientifique du prolétariat moderne, mais l'art, la religion, la coutume et le droit lui sont devenus des composantes de l'idéologie humaine. Il ne voit pas dans ce qui règne dans ces branches de la vie spirituelle quoi que ce soit d'une réalité s'introduisant dans son existence/être-là

[48]

qui puisse ajouter quelque chose à la vie matérielle. Pour lui, elles ne sont qu'éclat ou reflet de cette vie matérielle. Au moins, une fois qu'elles sont nées, elles peuvent avoir un effet formateur sur la vie matérielle par le détour du représenter humain ou bien agir comme formatrices en retour par leur assimilation dans les impulsions de la volonté : à l'origine, elles surgissent de cette vie comme formations idéologiques. Ce ne sont pas elles qui peuvent donner quelque chose qui mènent à l'élimination des difficultés sociales. Ce n'est qu'à l'intérieur des faits matériels eux-mêmes que quelque chose peut surgir qui mène au but.

La nouvelle vie de l'esprit est passée des classes dirigeantes de l'humanité à la population prolétarienne sous une forme qui déconnecte sa force pour la conscience de cette population. Quand sera pensé aux forces qui peuvent apporter la solution à la question sociale, cela devra être compris avant toute autre chose. Si ce fait devait rester effectif plus avant, ainsi la vie de l'esprit de l'humanité devrait se voir condamnée à l'impuissance face aux exigences sociales du présent et de l'avenir. Une grande partie du prolétariat moderne est en fait convaincu de la croyance à cette impuissance, et cette conviction sera amenée à l'expression à partir des confessions marxistes ou similaires. On dit que la vie moderne de l'économie a développé à partir de ses formes plus anciennes les (formes) capitalistes d'aujourd'hui. Cette évolution a amené le prolétariat dans une position intolérable vis-à-vis du capital/des capitaux. Si le développement se poursuivait ; il tuerait le capitalisme par les forces qui y œuvrent, et de la mort du capitalisme naîtrait la libération du prolétariat.

[49]

Cette conviction a été dépouillée de son caractère fataliste, qu'elle a adoptée pour un certain cercle de marxistes, par de récents penseurs socialistes. Mais l'essentiel est aussi resté là. Cela s'exprime dans ce que n'applaudira pas celui qui veut penser véritablement socialiste à l'heure actuelle en disant : quand quelque part se montre une vie d'âme qui est enracinée dans une réalité spirituelle et qui est sortie des impulsions du temps et qui porte les humains, alors pourra rayonner de celle-ci la force que donne aussi l'élan correct au mouvement social.

Le fait que l'humain d'aujourd'hui, contraint à la conduite prolétarienne de vie, ne peut pas avoir une telle attente vis-à-vis de la vie de l'esprit du présent, donne à son âme l'humeur fondamentale. Il a besoin d'une vie de l'esprit d'où émane la force qui donne à son âme le sentiment de la dignité humaine. Car lorsqu'il a été attelé dans l'ordre économique capitaliste de ces derniers temps, il a été rendu attentif avec les besoins les plus profonds de son âme à une telle vie de l'esprit. Mais cette vie de l'esprit que les classes dirigeantes lui ont transmise comme idéologie a érodé son âme. Que dans les exigences du prolétariat moderne, le désir d'un autre lien avec la vie de l'esprit que l'ordre social actuel peut lui donner a un effet : cela donne au mouvement social actuel sa force directrice. Mais ce fait ne sera saisi correctement ni par la partie non prolétarienne de l'humanité, ni par la partie prolétarienne. Car le non prolétarien ne souffre pas de l'empreinte idéologique de la vie moderne de l'esprit qu'il a lui-même amenée.



La partie prolétarienne en souffre. Mais cette empreinte idéologique de la vie de l'esprit qui lui a été léguée lui a volé la foi dans la force porteuse du bien spirituel en tant que tel. De la vue correcte de ce fait dépend la découverte d'un chemin, qui peut sortir de la confusion de la situation sociale actuelle de l'humanité. L'ordre social qui a vu le jour sous l'influence de la classe humaine dirigeante lors de la montée de la nouvelle forme d'économie a fermé l'accès à un tel chemin. *On devra gagner la force de l'ouvrir.*

§ 26-32 - Effet du renouvellement de la vie de l'esprit : distinction entre travail et marchandise

Dans ce domaine, on en viendra à repenser ce que l'on pense actuellement, quand on apprendra à sentir correctement le poids du fait qu'une coexistence sociétale des humains, dans laquelle la vie de l'esprit agit comme une idéologie, prive d'une des forces qui rendent l'organisme social viable/capable de vie. Le présent souffre de l'impuissance de la vie de l'esprit. Et la maladie sera aggravée par la réticence à reconnaître son existence. Par la reconnaissance de ce fait on gagnera une base sur laquelle peut se développer une pensée correspondant au mouvement social.

Actuellement, le prolétaire pense atteindre une force fondamentale de son âme quand il parle de sa *conscience de classe*. Mais la vérité est quand-même que depuis son attelage dans l'ordre économique capitaliste, il cherche après une vie de l'esprit qui peut porter son âme, qui lui *donne la conscience de sa dignité humaine* ; et que la vie de l'esprit éprouvée comme idéologique ne peut pas lui développer cette conscience. Il a cherché après *cette*

conscience, et il a remplacé ce qu'il n'a pu trouver par la *conscience de classe* née de la vie de l'économie.

Comme par une puissante force suggestive, son coup d'œil a été purement orienté sur la vie de l'économie. Et maintenant, il ne croit plus qu'ailleurs, dans un spirituel ou d'âme, il pourrait reposer une impulsion à ce qui devrait nécessairement pénétrer dans le domaine du mouvement social. Il croit seul que par le développement de la vie de l'économie non spirituelle, sans âme, le contexte qu'il ressent comme étant digne de l'humain pourrait être amené. C'est ainsi qu'il serait contraint à chercher son salut seulement dans une transformation de la vie de l'économie. Il a été contraint à l'opinion que, par la pure transformation de la vie de l'économie, disparaîtraient tous les dommages causés par l'entreprise privée, par l'égoïsme de l'employeur particulier et par l'impossibilité de l'employeur particulier d'être à la hauteur des exigences de la dignité humaine qui vivent dans l'employé. C'est ainsi que le prolétaire moderne en vint à voir le seul salut de l'organisme social dans le transfert de toutes les possessions privées de moyens de production en *entreprise commune* ou même en propriété commune. Une telle opinion est née parce que l'on a, pour ainsi dire, détourné le coup d'œil de toutes les choses d'âmes et spirituelles et l'a *seulement* orienté sur le processus purement économique.

Par cela se manifesta tout ce qui est plein de contradictions dans le mouvement prolétarien moderne. Le prolétaire moderne croit que tout ce qui lui donnerait finalement



son plein droit humain devrait se développer à partir de l'économie, de la vie de l'économie elle-même. Il se bat pour ce plein droit de l'humain. Seul à l'intérieur de son effort/aspiration, survient quelque chose qui ne peut justement jamais survenir de la seule vie économique comme une conséquence. C'est un fait significatif, parlant une langue pénétrante, que, tout de suite au point central des diverses formes de la question sociale, repose quelque chose à partir des nécessités de la vie de l'humanité actuelle, dont on croit que cela proviendrait de la vie économique elle-même, mais qui ne pourrait jamais jaillir d'elle *seule*, mais qui repose beaucoup plus dans la ligne droite du développement qui conduit vers en haut de l'ancien système d'esclave par le système de servage de l'époque féodale au prolétariat moderne de travail. Comme aussi pour la vie moderne, la circulation des marchandises, la circulation de l'argent, le système de capital, la possession, le système des fonds et sols et ainsi de suite se sont formés, à l'intérieur de cette vie moderne s'est développé quelque chose qui ne sera pas clairement exprimé, qui ne sera pas non plus ressenti consciemment par le prolétaire moderne, mais qui est l'impulsion fondamentale réelle de sa volonté sociale. C'est ceci : L'ordre économique capitaliste moderne connaît au fond seulement des marchandises à l'intérieur de son domaine. Il connaît la formation de la valeur de ces marchandises à l'intérieur de l'organisme économique. Et dans l'organisme capitaliste des temps récents, quelque chose est devenu une marchandise dont le prolétaire ressent aujourd'hui : cela n'a pas la *permission* d'être une marchandise.

Quand on veut une fois envisager à quel point l'une des impulsions fondamentales de tout le mouvement social prolétarien moderne, un dégoût vit dans les instincts,

[53]

dans le subconscient du prolétariat moderne, qu'il doit vendre sa force de travail à l'employeur comme on vend des marchandises sur le marché, le dégoût devant de ce que sa force de travail joue son rôle sur le marché du travail d'après l'offre et la demande, comme la marchandise joue son rôle sur le marché sous l'offre et la demande, quand on arrivera sur la signification qu'a ce dégoût devant la force de travail marchandise dans le mouvement social moderne, quand on jettera un coup d'œil impartial sur ce que ce qui œuvre là ne sera pas non plus suffisamment exprimé avec force et radicalité par les théories socialistes, alors on aura trouvé à la première impulsion, la vie de l'esprit éprouvée idéologique, la seconde dont doit être dit qu'elle fait de la question sociale une pressante, oui brûlante.

Dans l'Antiquité, il y avait des esclaves. L'humain entier était vendu comme une marchandise. Un peu moins de l'humain, mais une partie de l'être humain lui-même a été incorporée/articulé dans le processus économique par le servage. Le capitalisme est devenu le pouvoir qui impose encore le caractère de la marchandise à un reste de l'être humain : la force de travail. Je ne veux pas dire ici que ce fait ne serait pas remarqué. Au contraire, il sera éprouvé comme un fait fondamental dans la vie sociale du présent. Il sera ressenti comme quelque chose qui œuvre pesamment dans le mouvement social moderne. Mais en ce qu'on l'observe on conduit simplement le coup d'œil sur la vie de l'économie. On fait de la question sur le caractère de marchandise une pure question de l'économie. On croit que les forces qui amènent un état/un contexte dans lequel le prolétarien n'éprouve plus l'intégration/l'articulation de sa force de travail

[54]

dans l'organisme social comme indigne de lui doivent venir de la vie économique



elle-même. On voit comment la forme moderne de l'économie est tirée vers le haut dans le développement/l'évolution historique plus récente de l'humanité. On voit aussi que cette forme d'économie a imprimé le caractère de marchandise à la force humaine de travail. Mais on ne voit pas comment repose dans la vie de l'économie elle-même tout ce qui lui est en-articulé/incorporé doit devenir une marchandise. La vie économique consiste en la production et la consommation appropriée de marchandises. On ne peut pas dévêtir la force humaine de travail de son caractère de marchandise quand on ne trouve pas la possibilité de l'arracher hors du processus économique. L'effort ne peut être orienté de transformer le processus économique ainsi qu'en lui la force humaine de travail vienne à ses droits, mais sur : comment on amène cette force humaine de travail hors du processus économique pour la laisser déterminer par des forces sociales qui lui prennent son caractère de marchandise ? Le prolétaire désire ardemment à un état de la vie de l'économie dans lequel sa force de travail prenne sa position appropriée/convenable. Il le désire ardemment, parce qu'il ne voit pas que le caractère de marchandise de sa force de travail provient essentiellement de son être-pleinement-attelé dans le processus économique. Parce qu'il doit transmettre sa force de travail à ce processus, il s'investi avec tout son être humain dans ce même. Le processus économique, s'efforce d'après son caractère propre, à consommer la force de travail de la façon la plus appropriée aussi longtemps, qu'en lui des marchandises seront consommées, aussi longtemps qu'on y laisse reposer la régulation de la force de travail. Comme hypnotisé par le pouvoir de la vie moderne de l'économie, on oriente le coup d'œil seulement sur ce qui peut œuvrer en elle.

[55]

On ne trouvera jamais par cette direction du coup d'œil, comment la force de travail n'a plus besoin d'être une marchandise. Car une autre forme d'économie fera seulement une marchandise d'une autre façon de cette force de travail. La question du travail sous sa vraie forme, on ne peut pas la faire une partie de la question sociale aussi longtemps que l'on ne voit pas que dans la vie de l'économie la production de marchandises, l'échange de marchandises et la consommation de marchandises vont de soi d'après des lois qui seront déterminées par des intérêts dont le domaine de pouvoir ne devrait pas être étendu par dessus la force- humaine de travail.

La pensée moderne n'a pas appris à séparer les façons entièrement différentes dont, ³² d'un côté, ce qui est lié à l'humain en tant que force de travail s'est articulé dans la vie de l'économie et, de l'autre côté, ce qui, selon son origine, se déplace sans lien avec l'humain sur les chemins que la marchandise doit prendre de sa production à sa consommation. Si, d'un côté, se montre, par une saine façon de penser allant en ce sens, la véritable forme de la question du travail, ainsi de l'autre côté, par cette façon de penser, s'avèrera aussi quelle position devrait occuper la vie de l'économie dans l'organisme social sain.

§ 33 - La question sociale comme triple question (spirituelle, juridique, économique)

On en voit déjà que la « question sociale » s'articule en trois questions particulières. ³³ Par la première sera à indiquer sur la forme saine de vie de l'esprit dans l'organisme social ; par la seconde sera à examiner le rapport de travail dans sa bonne intégration/en-articulation dans la vie en communauté ; et comme troisième pourra se don-



ner comment la vie de l'économie devrait œuvrer dans cette vie.

[56]

II. LES TENTATIVES DE SOLUTION A LA MESURE DE LA RÉALITÉ EXIGÉES PAR LA VIE POUR LES QUESTIONS SOCIALES ET LES NÉCESSITÉS.

FG v.02 28/05/2018

§ 01-08 Comparaison générale entre l'organisme humain et l'organisme social

On peut volontiers exprimer comme caractéristique qui a conduit tout de suite à la 01 forme particulière de la question sociale dans les temps récents en ce qu'on dise : la vie économique, portée par la technique, le capitalisme moderne, ils ont travaillé avec une certaine évidence ayant force de nature et ont amené la société moderne dans un certain ordre interne. A côté de la prise en compte de l'attention humaine sur ce que la technique et le capitalisme ont apporté, l'attention a été détournée pour d'autres branches, d'autres domaines de l'organisme social. Ceux-ci devront tout aussi nécessairement être instruits de l'efficacité correcte par la conscience humaine si l'organisme social devait être sain.

J'ai la permission de partir peut-être d'une comparaison pour dire clairement ce qui 02 devrait être caractérisé ici, tout de suite comme impulsion motrice pour une observation *englobante et par de multiples côtés* de la question sociale. Mais il sera à faire attention qu'avec cette comparaison rien ne devrait être pensé d'autre que justement une comparaison. Une telle comparaison peut soutenir la compréhension humaine afin de l'amener tout de suite dans cette direction qui est nécessaire pour se faire des représentations sur l'assainissement/la guérison de l'organisme social. Celui qui, du point de vue adopté ici, doit regarder l'organisme naturel le plus compliqué, l'organisme humain, doit orienté son attention sur ce que toute l'entité de cet organisme humain comporte trois systèmes fonctionnant côte à côte, dont chacun fonctionne avec une certaine autonomie. Ces trois systèmes efficaces/efficient côte à côte on peut les caractériser quelque peu de la manière qui suit. Dans l'organisme

[57]

naturel humain, le système qui comprend la vie des nerfs/nerveuse et la vie sensorielle agit comme un domaine. On pourrait aussi l'appeler l'*organisme-tête* d'après la partie la plus importante de l'organisme, où la *vie nerveuse et sensorielle* est dans une certaine mesure centralisée.

En tant que deuxième membre de l'organisation humaine, on a à reconnaître, quand 03 on veut acquérir une véritable compréhension pour elle, ce que j'aimerais appeler le système rythmique. Il consiste en *respiration, circulation sanguine*, tout ce qui s'exprime dans des *processus rythmiques* de l'organisme humain.

En tant que troisième système, on a alors à reconnaître tout ce qui en tant qu'or- 04 ganes et activités est pendant avec le *métabolisme réel*.

Dans ces trois systèmes est contenu tout ce qui entretien de façon saine, quand c'est 05 organisé l'un sur l'autre, le processus d'ensemble de l'organisme humain*.

*L'articulation (NDT : « Gliederung » = division, structuration) pensée ici n'en est pas une selon les membres du corps délimitables dans l'espace, mais une selon les activités (fonctions) de l'organisme. « Organisme de la tête » est seulement à utiliser lorsqu'on est conscient que dans la tête, est centralisée la vie des nerfs et des sens. Mais l'activité rythmique et métabolique est quand même naturellement aussi disponible dans la tête, comme l'activité des nerfs et des sens est présente dans les autres membres/parties du corps. Malgré cela, les trois sortes d'activités sont strictement séparées les unes des autres par leur essence.



J'ai essayé, en plein accord avec tout ce que la recherche en sciences de la nature 06 peut déjà dire aujourd'hui, de caractériser cette tri-articulation de l'organisme naturel humain au moins d'abord de manière esquissée dans mon livre « Von Seelenrät-seln » (« Des énigmes de l'âme »). Je suis au clair sur ce que la biologie, la physiologie, toute la science de la nature à l'égard de l'être humain poussera dans un avenir très proche vers une vision de l'organisme humain qui décèle comment ces trois membres - le système de la tête, le système circulatoire ou système de la poitrine et le système métabolique - maintiennent le processus d'ensemble dans l'organisme humain en ce qu'ils agissent dans une certaine autonomie, qu'il n'existe pas de centralisation absolue de l'organisme humain, qu'aussi chacun de ces systèmes a une relation particulière, existant pour soi, au monde extérieur. Le système de la tête par les sens, le système circulatoire ou système rythmique par la respiration, et le système métabolique par les organes de la nutrition et du mouvement.

En ce qui concerne les méthodes de science de la nature, même au sein des cercles de 07 science de la nature eux-mêmes, on n'est pas encore tout à fait aussi loin pour amener ce que j'ai évoqué ici, ce que j'ai cherché à exploiter pour les sciences de la nature à partir de l'arrière-plan de sciences de l'esprit, à une reconnaissance générale à un degré tel que cela peut sembler souhaitable pour le progrès de la connaissance. Mais, cela signifie que nos habitudes de pensée, toute notre façon de représenter le monde, ne sont pas encore tout à fait appropriées à ce qui, par exemple, se présente dans l'organisme humain comme l'essence intérieure de l'effet/l'action de la nature.

On pourrait volontiers dire maintenant : eh bien, la science de la nature peut attendre, elle se hâtera de proche en proche vers ses idéaux, elle en viendra déjà à reconnaître une telle approche comme étant la sienne. Mais en rapport à l'observation/la contemplation et surtout l'action/l'effet sur l'organisme social on ne peut pas attendre. Là pas seulement chez n'importe quelques spécialistes, mais dans chaque âme humaine - car chaque âme humaine prend part à l'efficacité pour l'organisme social ~— doit au moins être disponible une connaissance instinctive de ce qui est nécessaire à cet organisme social. Une pensée et un sentiment sains, une volonté et un désir sains en rapport à la conception/formation de l'organisme social peuvent seulement se développer si l'on est au clair, que ce soit plus ou moins instinctivement, que cet organisme social, s'il devrait être sain, doit être justement tri-articulé ainsi que l'organisme naturel.

Depuis que *Schäffle* a écrit son livre sur la construction de l'organisme social, une ten- 08 tative a été faite pour trouver des analogies entre l'organisation d'un être naturel - disons, l'organisation de l'être humain - et la société humaine en tant que telle. On a voulu établir ce que sont les cellules de l'organisme social, ce que sont les structures cellulaires, ce que sont les tissus et ainsi de suite! Récemment un livre a donc été publié par *Meray*, « Weltmutation » (« Mutation du monde »), dans lequel certains faits et lois de science de la nature sont simplement transférés - comme on le pense - à l'organisme social humain. Ce qui est pensé ici n'a absolument rien à faire avec toutes ces choses, avec toutes ces jeux d'analogies.

Et qui pense que serait aussi fait un tel jeu d'analogie avec toutes ces choses entre l'organisme naturel et le sociétal, celui-là prouvera seulement qu'il n'a pas pénétré



dans l'esprit de ce qui est pensé ici. Car ici ne sera pas aspiré à transplanter sur l'organisme social une quelque vérité allant pour des faits de science de la nature; mais à ce qui est pleinement autre chose : que la pensée humaine, le sentiment humain apprenne à ressentir ce qui est le possible de la vie à l'observation/à la contemplation de l'organisme conforme à la nature et puisse alors appliquer cette manière d'éprouver/de sentir sur l'organisme social. Quand on transfère simplement sur l'organisme social ce que l'on croit avoir appris à l'organisme naturel, comme cela se passe souvent, on montre seulement qu'on ne veut pas acquérir la faculté de considérer l'organisme social comme justement aussi indépendant, justement aussi pour lui-même, de rechercher ses propres lois comme on le tient pour nécessaire pour la compréhension de l'organisme naturel. À l'instant où l'on se confronte vraiment objectivement, comme le chercheur à la nature se confronte à l'organisme naturel, à l'organisme social dans son indépendance, pour ressentir ses propres lois, en cet instant s'arrête tout jeu d'analogie vis-à-vis du sérieux de la contemplation.

§ 09-14 Aperçu, pondération et ordre des trois membres sociaux

On pourrait aussi penser que la présentation donnée ici serait basée sur la croyance ⁰⁹ que l'organisme social devrait être « construit » à partir d'une grise théorie modelée sur les sciences de la nature. Mais c'est aussi loin que possible de ce dont nous parlons ici. Il faut souligner quelque chose de complètement différent. La crise historique

[61]

actuelle de l'humanité exige que certaines sensations surgissent *en chaque être humain particulier*, que la stimulation de ces sensations soit donnée par le système éducatif et scolaire de la même manière que pour l'apprentissage des quatre types de calculs. Ce qui a donné jusqu'à présent les anciennes formes de l'organisme social sans prise en compte consciente dans la vie de l'âme humaine ne sera plus efficace à l'avenir. Il appartient aux impulsions de développement qui veulent entrer à neuf dans la vie humaine à partir du présent, que les sentiments évoqués seront promus/exigés ainsi par les humains particuliers comme depuis longtemps sera peomue/exigée une certaine formation scolaire. Que l'on doive apprendre à se sentir sainement, comment les forces de l'organisme social devraient agir, afin que celui-ci s'avère viable, cela sera exigé de l'être humain à partir de maintenant. On devra s'acquérir/s'approprier un sentiment qu'il est malsain, antisocial de ne *pas* vouloir se placer dans cet organisme avec de telles sensations.

On peut aujourd'hui entendre parler de « socialisation » comme de ce qui est nécessaire à l'époque. Cette socialisation ne sera pas un processus de guérison, mais un processus de charlatanisme dans l'organisme social, peut-être même un processus de destruction, quand dans le coeur humain, dans les âmes humaines, n'emménage pas au moins la connaissance *instinctive* de la nécessité de la *tri-articulation de l'organisme social*. S'il devait agir sainement, cet organisme social devrait former légitimement trois tels membres. ¹⁰

L'un de ces membres est la vie de l'économie. Ici devrait être commencé avec son ob- ¹¹ servation, parce qu'il s'est donc tout à fait visiblement formé dans la société humaine, comme dominant toute vie restante, par

[62]



la technique moderne et le capitalisme moderne. Cette vie économique doit être un membre pour soi, indépendant à l'intérieur de l'organisme social, aussi relativement indépendant que le système nerveux-sensoriel est relativement indépendant dans l'organisme humain. Cette vie de l'économie a à faire avec tout ce qui est la production de marchandises, la circulation de marchandises et la consommation de marchandises.

Comme *deuxième membre* de l'organisme social est à regarder la vie du droit public, la véritable vie politique. A elle appartient ce que l'on pourrait décrire comme la vie réelle de l'État au sens de l'ancien État de droit. Pendant que la vie de l'économie a à faire avec tout ce dont l'humain a besoin à partir de la nature et de sa propre production, avec des marchandises, la circulation de marchandises et la consommation de marchandises, ce deuxième membre de l'organisme social peut seulement avoir à faire avec tout ce qui se rapporte au rapport de l'humain à l'humain à partir de soubassements purement humains. Il est essentiel pour la connaissance des membres de l'organisme social que l'on sache quelle différence existe entre le système de droit public, qu'il peut seulement avoir à faire à partir de soubassements humains avec le rapport d'humain à humain, et le système économique, qu'il a *seulement* à faire avec la production de marchandises, la circulation de marchandises, la consommation de marchandises. On doit différencier sentant ceci dans la vie, afin qu'en conséquence de ce sentiment, la vie de l'économie se sépare de la vie de droit, comme dans l'organisme naturel humain l'activité du poumon pour le traitement de l'air extérieur se sépare des processus dans la vie nerveuse-sensorielle.

[63]

Comme troisième membre, qui doit se placer tout aussi indépendant à côté des deux autres membres, on a à saisir dans l'organisme social ce qui s'étend sur la vie spirituelle. On pourrait dire encore plus précisément, parce que peut-être la description « culture spirituelle » ou tout ce qui s'étend sur la vie spirituelle n'est pas tout à fait exacte : tout ce qui est basé sur la dotation/les talents naturels de l'individu humain particulier, qui doit entrer dans l'organisme social sur la base de cette dotation naturelle, aussi bien spirituelle que physique de l'individu humain particulier. Le premier système, le système de l'économie, a à faire avec tout ce qui doit être là afin que l'humain puisse réguler son rapport matériel au monde extérieur. Le second système a à faire avec ce qui doit être là dans l'organisme social à cause du rapport d'être humain à être humain. Le troisième système a à faire avec tout ce qui doit émerger/germer et être intégré dans l'organisme social à partir de l'individualité humaine particulière.

Tout comme il est vrai que la technique moderne et le capitalisme moderne ont en fait donné une empreinte à notre vie sociétale ces derniers temps, il est tout aussi nécessaire que ces blessures qui, de ce côté-là, ont nécessairement frappées la *société humaine*, soient guéries en amenant l'humain et la vie en commun humaine dans un rapport correct avec les trois membres de cet organisme social. Ces derniers temps, la vie économique a pris des formes très spécifiques, tout simplement par elle-même. Elle s'est placée particulièrement puissamment dans la vie humaine grâce à une efficacité unilatérale.

[64]

Les deux autres membres de la vie sociale n'ont jusqu'à présent pas été dans la situation de s'intégrer/s'articuler de la manière correcte avec la même évidence selon leurs propres lois dans l'organisme social. Pour eux, il est nécessaire que l'être hu-



main, à partir des sensations indiquées ci-dessus, effectue l'articulation sociale, chacun à sa place; à la place où, tout de suite, il se tient. Car au sens de ces tentatives de résoudre les questions sociales qui sont pensées ici, chaque humain particulier a sa tâche sociale dans le présent et dans un avenir proche.

§ 15-22 - Vie de l'économie : Délimitation de la base naturelle et de la base de droit

Ce qui est le premier membre de l'organisme social, la vie de l'économie, cela repose d'abord sur la base de la nature, tout comme l'être humain individuel repose sur le talent de son organisme spirituel et physique en rapport à ce qu'il peut devenir pour lui-même par l'apprentissage, par l'éducation, par la vie. Cette base naturelle imprime simplement son empreinte sur la vie de l'économie et donc sur l'ensemble de l'organisme social. Mais cette base naturelle est là sous sa forme originelle, sans qu'elle puisse être atteinte par aucune organisation sociale, par aucune socialisation. Elle devra être posée comme base pour la vie de l'organisme social, comme il doit être posé comme base pour l'éducation de l'être humain, le talent qu'il a dans les différents domaines, son efficacité physique et spirituelle naturelle. Par chaque socialisation, par chaque tentative de donner une forme économique à la coexistence humaine devra être tenu compte de la base naturelle. Car à toute circulation de marchandises et aussi à tout travail

[65]

humain et aussi à toute vie spirituelle repose à la base comme un premier originel élémentaire qui enchaîne l'humain à un morceau déterminé de nature. On doit penser sur le pendant de l'organisme social avec la base de nature, comment en rapport avec enseigner chez l'être humain individuel on doit penser à son rapport à son talent. On peut s'en rendre compte dans les cas extrêmes. On a seulement à réfléchir, par exemple, que dans certaines régions de la Terre, où la banane fournit un aliment évident pour les humains, vient en considération pour la vie en commun humaine ce qui devra être fait comme travail pour amener la banane de son lieu d'origine à une destination et en faire un moyen de consommation. Si on compare le travail humain qui doit être réuni pour rendre la banane propre à la consommation dans la société humaine avec le travail nécessaire pour rendre le blé propre à la consommation dans nos régions d'Europe centrale, ainsi le travail requis pour la banane est, calculé court, trois cents fois plus petit que pour le blé.

Certes, c'est un cas extrême. Mais de telles différences en rapport à la mesure nécessaire de travail en rapport à la base naturelle sont aussi là parmi les branches de production représentées dans un quelque organisme social de l'Europe - non dans cette différence radicale comme pour la banane et le blé, mais elles sont là en tant que différences. C'est ainsi bien fondé dans l'organisme économique que la mesure de force de travail-d'ouvrage que l'être humain doit apporter dans le processus économique est conditionnée par le rapport qu'il a à la base naturelle de son activité économique. Et on a donc seulement besoin, par exemple, de comparer : en *Allemagne*, dans les zones à rendement moyen, le rendement de la culture du blé est que rentre environ sept à huit fois la semence par la récolte; au *Chili*, rentre douze fois, au nord du *Mexique*, rentre dix-sept fois, au *Pérou*, rentre vingt fois. (Voir Jentsch, Théorie d'économie de peuple, p. 64.)

Tout ce système allant ensemble, qui se déroulent en processus qui commencent



avec le rapport de l'humain à la nature, qui se poursuivent dans tout ce que l'humain a à faire pour transformer les produits naturels et les amener à la faculté de consommation, tous ces processus et seulement ceux-là englobent son membre économique pour un organisme social sain. Celui-ci se tient dans l'organisme social comme le système-tête, dont les talents individuels sont conditionnés, se tient dans l'organisme humain d'ensemble. Mais comme maintenant ce système-tête est dépendant du système poumons-cœur, de même le système économique dépend de la prestation humaine de travail. Mais maintenant comme la tête ne peut pas produire indépendamment la régulation de la respiration, de même le système humain de travail ne devrait pas être régulé par les forces en vigueur dans la vie de l'économie elle-même.

Dans la vie de l'économie, l'être humain se tient dedans par ses intérêts. Ceux-ci ont leur base dans ses besoins d'âme et spirituels. Comment servir au mieux les intérêts au sein d'un organisme social, afin que l'individu puisse satisfaire ses intérêts de la meilleure manière possible à travers cet organisme, et qu'il puisse aussi entrer dans l'économie de la manière la plus bénéfique :

[67]

cette question doit être résolue concrètement dans les institutions du corps économique. Cela peut se faire seulement parce que les intérêts peuvent réellement se faire valoir librement et qu'apparaissent aussi la volonté et la possibilité de faire le nécessaire pour leur satisfaction. L'émergence des intérêts se situe en dehors du cercle qui délimite la vie de l'économie. Ils se forment avec le déploiement de l'être humain d'âme et naturel. C'est la tâche de la vie de l'économie que des institutions existent pour les satisfaire. Ces institutions ne peuvent avoir à le faire autrement que seulement avec la production et l'échange de marchandises, c'est-à-dire de biens qui obtiennent leur valeur par les besoins humains. La marchandise a sa valeur par celui qui la consomme. Parce que la marchandise obtient sa valeur par le consommateur, elle se tient d'une toute autre façon complètement différente dans l'organisme social que d'autres choses qui ont une valeur pour l'humain en tant que membres de cet organisme. On devrait regarder impartial la vie de l'économie dans cet environnement auquel appartiennent production de marchandises, échange de marchandise et consommation de marchandises. On ne remarquera pas *purement* la différence *essentielle* qui existe entre le rapport d'humain à humain, en ce que l'un produit des marchandises pour les autres, et celui qui doit reposer sur un rapport de droit. On viendra de cette contemplation à l'exigence pratique que la vie juridique dans l'organisme social soit pleinement séparée de la vie de l'économie. Des activités que les humains doivent développer à l'intérieur des institutions qui servent la production de marchandises et l'échange de marchandises ne peuvent pas immédiatement se donner les meilleures impulsions possibles pour les rapports juridiques qui doivent exister entre les humains. Au l'intérieur des institutions économiques, l'humain se tourne vers l'humain parce que l'un sert l'intérêt de l'autre; la relation qu'un humain entretient avec l'autre à l'intérieur de la vie de droit est fondamentalement différente de cela.

[68]

On pourrait maintenant croire que cette distinction exigée par la vie aurait été suffisante quand à l'intérieur des institutions qui servent la vie de l'économie, serait aussi veillé aux droits qui doivent exister les uns aux autres dans les rapports que devraient avoir les humains placés dans cette vie économique. Une telle foi/croyance



n'a pas ses racines dans la réalité de la vie. L'humain peut seulement expérimenter correctement le rapport de droit qui doit exister entre lui et d'autres êtres humains quand il n'expérimente pas ce rapport dans le domaine de l'économie, mais sur un terrain pleinement séparé de celui-ci. C'est pourquoi, dans un organisme social sain, à côté de la vie de l'économie et en indépendance, doit se déployer une vie dans laquelle apparaissent et seront administrés les droits qui existent d'humain à humain. Mais la vie de droit est celle du domaine véritablement politique, de l'État. Si les humains portent ces intérêts qu'ils doivent servir dans leur vie de l'économie, dans la législation et l'administration de l'état de droit, ainsi les droits qui apparaîtraient seront seulement l'expression de ces intérêts économiques. Si l'État de droit lui-même est gestionnaire, il perd la faculté de réguler la vie de droit des humains. Car ses mesures et ses institutions devront répondre aux besoins

[69]

humains en marchandises; ils seront donc écartés par là des impulsions qui sont orientées vers la vie de droit.

L'organisme social sain exige comme deuxième membre à côté du corps de l'écono- 20 mie une vie politique indépendante. Dans le corps indépendant de l'économie, les humains viendront, par les forces de la vie économique, à des institutions qui servent la production de marchandises et l'échange de marchandises de la meilleure façon possible. Dans le corps politique de l'État apparaîtront des institutions telles qu'elles orienteront les relations mutuelles entre les humains et les groupes d'humains de telle sorte que la conscience du droit des humains sera satisfaite.

Le point de vue à partir duquel est posé ici l'exigence caractérisée après une pleine 21 séparation de l'État de droit du domaine de l'économie en est un qui repose dans la vie humaine *réelle*. Celui qui veut combiner la vie de droit et la vie de l'économie l'une avec l'autre n'adopte pas un tel point de vue. Les humains se tenant dans la vie économique ont évidemment la conscience du droit; mais ils s'occuperont de/soigneront la législation et de l'administration dans le sens du droit *seulement* à partir de celle-ci, et non à partir des intérêts économiques, quand ils ont à la juger dans l'État de droit, qui en tant que tel n'a aucune part à la vie de l'économie. Un tel État de droit a son propre corps législatif et administratif, tous deux construits selon les principes issus de la conscience du droit qui se donne de l'époque récente. Il sera construit sur les impulsions dans la conscience de l'humanité, que l'on appelle

[70]

actuellement les démocratiques. Le domaine économique formera ses corporations législatives et administratives à partir des impulsions de la vie de l'économie. Le trafic nécessaire entre *les directions* des corps de droit et d'économie aura lieu approximativement comme actuellement entre les gouvernements de domaines d'états souverains. Par cette articulation, ce qui se déploie dans un des corps pourra exercer l'effet nécessaire sur ce qui apparaît dans l'autre. Cet effet sera entravé parce qu'un domaine veut déployer en lui-même ce qui doit s'écouler vers lui de l'autre.

Comme la vie de l'économie, d'un côté, est soumise aux conditions de la base natu- 22 relle (climat, nature géographique du domaine, disponibilités de trésors du sol et ainsi de suite), elle est de l'autre côté, dépendante des rapports de droit que l'État crée entre les humains et les groupes de personnes faisant l'économie. Avec cela sont dessinées les limites de ce que l'activité de la vie de l'économie peut et devrait englober. Comme la nature crée des conditions préalables qui reposent en dehors du cycle de



l'économie et celles que l'humain faisant l'économie doit accepter comme quelque chose de donné sur quoi il peut premièrement construire son économie, ainsi tout ce qui fonde un rapport de droit d'humain à humain, dans l'organisme social sain devra faire l'expérience de sa régulation par l'État de droit, qui, comme la base naturelle, se développe comme quelque chose qui se déploie se tenant en vis-à-vis indépendamment de la vie de l'économie.

§ 23-29 Tendances actuelles à la confusion entre vie économique et vie juridique

Dans l'organisme social qui s'est formé jusqu'à ce jour dans le devenir historique de 23 l'humanité

[71]

et qui, par l'âge des machines et par la forme économique capitaliste moderne, est devenu ce qui donne sa marque au mouvement social, la vie de l'économie englobe plus qu'elle ne devrait englober dans l'organisme social sain. À l'heure actuelle, dans le cycle économique où purement des *marchandises* devraient se mouvoir, se meut aussi la force humaine de travail, et aussi des droits. On peut actuellement, dans le corps de l'économie qui repose sur la division du travail, pas seulement échanger des marchandises contre des marchandises, mais, par le même processus économique, aussi des marchandises contre du travail et des marchandises contre des droits. (J'appelle marchandise chaque chose qui est devenue telle par une activité humaine, que lorsqu'elle sera apportée en un quelque endroit par les êtres humains, elle sera conduite à sa consommation. Bien que cette description aimerait sembler offensante ou insuffisante pour maints professeurs d'économie de peuple, elle peut rendre un bon service* pour un terrain d'entente sur ce qui devrait appartenir à la vie de l'économie*.) Quand quelqu'un acquiert un terrain par achat, cela devra être considéré comme un échange du terrain contre des marchandises pour lesquels l'argent de l'achat a à valoir comme un représentant. Mais, le terrain lui-même n'œuvre pas comme une marchandise dans la vie de l'économie. Il se tient dans l'organisme social par le *droit* que l'être humain a

[72]

sur son utilisation. Ce droit est substantiellement quelque chose d'autre que le rapport dans lequel se trouve le producteur d'une marchandise par rapport à celle-ci. Dans le dernier rapport, il repose essentiellement fondé que cela ne gagne pas sur la relation d'humain à humain toute autrement assortie, qui sera établie parce qu'a quelqu'un revient la seule utilisation d'un terrain. Le possesseur amène d'autres humains qui seront employés/mis au travail par lui sur ce terrain pour l'entretien de leur vie, ou qui doivent vivre dessus, en dépendance de lui. Parce qu'on échange réciproquement de véritables marchandises, que l'on produit ou consomme, ne s'installe pas une dépendance, qui oeuvre de la même façon entre humain et humain.

*Il ne s'agit justement pas lors d'une présentation qui sera faite au service de la vie, de donner des définitions dérivées d'une théorie, mais des idées qui rendent imagé ce qui joue un rôle vital dans la réalité. « Marchandise » pensé dans le sens ci-dessus, indique sur quelque chose que l'humain vit/expérimente, chaque autre concept de « marchandise » laisse quelque chose absent ou ajoute quelque chose, ainsi que le concept ne se recouvre pas avec les processus de la vie dans leur vraie réalité.

Qui voit à travers un tel fait de la vie de manière impartiale, à lui s'éclairera, qu'il doit 24 trouver son expression dans les institutions de l'organisme social sain. Aussi longtemps que des marchandises sont échangées contre des marchandises dans la vie de



l'économie, la formation de la valeur de ces marchandises reste indépendante du rapport de droit entre des personnes et des groupes de personnes. Aussitôt que des marchandises seront échangées contre des droits, le rapport de droit lui-même sera affecté. Il ne s'agit pas d'un échange en tant que tel. Celui-ci est l'élément nécessaire à la vie de l'organisme social actuel, reposant sur la division du travail; mais il s'agit de ce que par l'échange du droit avec la marchandise, le droit lui-même sera fait marchandise quand le droit apparaît à l'intérieur de la vie de l'économie. Ceci sera seulement empêché par cela que dans l'organisme social d'un côté, existent des institutions qui visent *seulement* à effectuer le cycle des marchandises de la manière

[73]

la plus conforme au but; et, de l'autre côté, de telles qui règlent les droits vivant dans l'échange de marchandises des personnes qui produisent, font du commerce et consomment. De par leur nature même, ces droits ne sont pas différents d'autres droits qui doivent exister dans un rapport de personne à personne entièrement indépendant de l'échange de marchandises. Quand je blesse ou promeut mes semblables par la vente d'une marchandise, ainsi cela appartient au même domaine de la vie sociale que le dommage ou la promotion par une activité ou une omission qui ne vient pas immédiatement à l'expression dans un échange de marchandises.

Dans l'attitude de vie de l'humain individuel, les effets des institutions de droit 25 confluent avec ceux de l'activité purement économique. Dans un organisme social sain, ils doivent venir de deux directions différentes. Dans l'organisation économique celle de l'éducation pour une branche de l'économie et celle de la familiarité gagnée de l'expérience avec elle ont à délivrer les points de vue nécessaires aux personnalités dirigeantes. Dans l'organisation de droit sera réalisé par la loi et l'administration ce qui sera exigé de la conscience du droit comme relation d'humains individuels ou de groupes d'humains les uns aux autres. L'organisation de l'économie permettra à des humains ayant les mêmes intérêts professionnels ou de consommation ou ayant les mêmes besoins à d'autres égards de se laisser rassembler en coopératives qui, dans l'alternance des échanges réciproques, amènent l'économie d'ensemble en état. Cette organisation se construira sur une base associative et sur le rapport des associations. Ces associations

[74]

développeront une activité purement économique. La base de droit sur laquelle elles travaillent, leur vient de l'organisation de droit. Quand de telles associations de l'économie peuvent amener leurs intérêts économiques à validité dans les corps de représentation et d'administration de l'organisation de l'économie, alors elles ne développeront pas le besoin pressant de pénétrer la direction législative ou administrative de l'État de droit (par exemple comme Fédération des agriculteurs, comme le Parti des industriels, comme la démocratie sociale orientée économiquement) afin de lutter là pour ce qu'elles ne sont pas capables d'obtenir dans la vie de l'économie. Et quand l'État de droit n'opère dans aucune branche de l'économie, alors il créera seulement des institutions issues de la conscience de droit des personnes qui en font partie. Aussi quand dans la représentation de l'État de droit, comme c'est donc évident, siègent les mêmes personnes qui sont actives dans la vie de l'économie, ainsi de l'articulation en vie de l'économie et de droit ne se produira/donnera pas une influence de la vie de l'économie sur la vie de droit, qui sape tant la santé de l'organisme social comme elle pourra être sapée quand l'organisation de l'état elle-même



soigne des branches de la vie de l'économie, et quand les mêmes représentants de la vie de l'économie décident des lois à partir de ces intérêts.

Un exemple typique de la fusion de la vie de l'économie et de la vie de droit a été offert par l'Autriche avec la constitution qu'elle s'est donnée dans les années soixante du dix-neuvième siècle. Les représentants du Conseil impérial de cette région de pays ont été élus parmi les quatre branches de la vie de l'économie, parmi la communauté

[75]

des grands propriétaires fonciers, des chambres de commerce, des villes, des marchés et les lieux industriels et les communes rurales. On voit que pour cette composition de la représentation de l'état, n'a d'abord été pensé avant tout à rien d'autre si ce n'est que du faire valoir des rapports économiques se donnerait la vie de droit. Il est certain que les forces de dispersion de ses nationalités ont collaboré significativement à la désintégration actuelle de l'Autriche. Il peut tout autant certainement valoir qu'une organisation de droit qui aurait pu développer son activité à côté de l'économique, aurait développé à partir de la conscience de droit une formation de l'organisme social dans lequel une vie commune des peuples aurait été possible.

L'être humain qui s'intéresse actuellement à la vie publique porte habituellement son coup d'œil sur des choses qui viennent seulement secondairement en considération pour cette vie. Il le fait parce que son habitude de penser l'amène à saisir l'organisme social comme une structure unifiée/uniforme/unitaire. Mais pour une telle structure ne peut se trouver aucun mode d'élection/de choix lui correspondant. Car pour chaque mode de choix/d'élection, les intérêts économiques et les impulsions de la vie de droit *doivent* se gêner dans le corps de représentation. Et ce qui s'écoule de la gêne pour la vie sociale doit conduire à des ébranlements de l'organisme de la société. En première position comme fixation nécessaire d'objectifs de la vie publique, doit actuellement se tenir de travailler à une séparation radicale/énergique de la vie de l'économie et de l'organisation de droit. En ce qu'on se vive dans cette séparation, les organisations qui se séparent trouveront la meilleure façon d'élire/de choisir leurs

[76]

législateurs et administrateurs sur leurs propres bases. En ce qui presse actuellement à une décision, les questions de mode de choix/électoral, quand elles sont aussi d'une signification fondamentale en tant que telles, n'ont quand même qu'une importance secondaire. Là où les anciens rapports sont encore disponibles, serait à travailler de ceux-ci sur l'articulation indiquée. Là où l'ancien s'est déjà dissous ou est saisi en cours de dissolution, des personnes particulières et des alliances entre personnes devraient tenter l'initiative d'une réorganisation qui se meut dans la direction caractérisée. Vouloir transformer la vie publique d'un jour à l'autre est quelque chose que même les socialistes raisonnables voient comme la spiritualité d'un essaim. Ils attendent l'assainissement pensé par eux par une transformation graduelle et appropriée. Mais que les forces historiques de développement/d'évolution de l'humanité rendent nécessaire actuellement un vouloir raisonnable (NDT vernünftig) après un nouvel ordre social, des faits d'une grande portée peuvent l'enseigner à toute personne impartiale.

Celui qui considère "pratiquement réalisable" ce à quoi il s'est habitué à partir d'un cercle étroit de la vie tiendra ce qui est suggéré ici comme « impraticable/non pratique ». S'il ne peut pas se convertir, et s'il conserve de l'influence sur un quelque do-



maine de la vie, alors il oeuvrera non au rétablissement, mais à la maladie supplémentaire de l'organisme social, comme des gens de sa mentalité ont oeuvrés à la mise en place des conditions actuelles.

L'aspiration avec laquelle les cercles dirigeants de l'humanité ont commencé et qui a conduit à la suprématie de certaines branches de l'économie (services postaux, chemins de fer, etc.) dans la vie de l'État doit virer à l'opposé :

[77]

la séparation/le détachement vers l'extérieur de toute activité économique du domaine du système d'État politique. Les penseurs qui croient avec leur volonté, se trouver dans la direction d'un organisme social sain, tirent la conclusion extrême des efforts d'étatisation de ces cercles jusqu'à présent dirigeants. Ils veulent la socialisation tous les moyens de la vie de l'économie, aussi loin que ce sont des moyens de production. Une évolution saine donnera à la vie économique son indépendance/son autonomie et à l'État politique la faculté d'agir ainsi par l'ordre de droit sur le corps de l'économie de telle sorte que l'humain individuel ne ressente pas son intégration/en-articulation dans l'organisme social en contradiction avec sa conscience du droit.

§ 30-34 Distinction entre travail (vie de droit) et marchandise (viede l'économie)

On peut pénétrer la façon dont les pensées présentées ici sont fondées dans la vie réelle de l'humanité quand on dirige son regard vers le travail que l'humain fait pour l'organisme social par sa force corporelle de travail. À l'intérieur de la forme de l'économie, ce travail s'est en-articuler ainsi à l'organisme social qu'il sera acheté par l'employeur (NDT : lit. donneur de travail) comme une marchandise à l'employé (NDT : lit. preneur de travail). Un échange sera conclu entre l'argent (en tant que représentant de la marchandise) et le travail. Mais un tel échange ne peut pas se dérouler en réalité. Il *semble* seulement se dérouler *. En réalité, l'employeur prend

*Il est absolument possible que, dans la vie, des processus ne soient pas seulement expliqués dans le mauvais sens, mais qu'ils se produisent dans le mauvais sens. L'argent et le travail ne sont pas des valeurs échangeables, mais seulement de l'argent et des produits du travail. Si donc je donne de l'argent pour du travail, ainsi je fais quelque chose de faux. Je crée un processus d'apparence (NDT : virtuel aujourd'hui?). Parce qu'en réalité, je peux seulement donner de l'argent pour des produits du travail.

[78]

au travailleur des marchandises qui peuvent seulement apparaître quand le travailleur donne sa force de travail pour leur création. De la contre-valeur de ces marchandises, le travailleur obtient une partie, l'employeur l'autre. La production des marchandises se produit à travers l'interaction/la collaboration de l'employeur et de l'employé. Le produit du travail commun passe ainsi premier dans le cycle de la vie de l'économie. Pour la production/fabrication du produit, un rapport de droit entre le travailleur et l'entrepreneur est nécessaire. Mais ceci peut être transformé par la façon capitaliste de l'économie en un rapport conditionné par la supériorité économique de l'employeur sur le travailleur. Dans l'organisme social sain, il doit venir au jour que le travail ne pourra être payé. Car celui-ci ne peut pas obtenir une valeur économique en comparaison avec une marchandise. Une telle valeur, la marchandise produite l'a en comparaison avec d'autres marchandises en premier par le travail. La façon, comment et la mesure dans laquelle un humain a à travailler pour l'existence de l'organisme social, doivent être réglés à partir de sa faculté et des conditions



d'une existence/d'un être-là digne de l'humain. Cela peut seulement se passer quand cette réglementation/régulation se passe à partir de l'État politique en indépendance des administrations de la vie de l'économie.

Par un telle régulation/convention sera crée un support de valeur à la marchandise, 31 qui se laisse comparer avec l'autre, qui consiste en les conditions de la nature. Comme la valeur d'une marchandise croit par rapport à une autre parce que l'obtention des matières premières pour la même est plus difficile que pour l'autre, ainsi la valeur de marchandise devra devenir dépendante de quelle sorte et quelle mesure de travail

[79]

ont la permission d'être réunis pour la production de la marchandise d'après l'ordonnance de droit *.

* Un tel rapport du travail à l'ordre de droit rendra nécessaire des associations actives dans la vie de l'économie comptent avec ce que sont « des droits » comme avec une condition préalable. Par cela sera quand même atteint que l'organisation de l'économie soit dépendante d'humains, pas l'humain dépendant de l'ordre de l'économie.

De cette manière, la vie de l'économie sera soumise de deux côtés à ses conditions 32 nécessaires : du côté de la base naturelle que l'humanité doit accepter telle qu'elle lui est donnée, et du côté de la base de droit qui *devrait* être créée à partir de la conscience du droit sur le sol de l'état politique indépendant de la vie de l'économie.

Il est facile de considérer que par une telle gouvernance de l'organisme social la 33 prospérité économique chutera et grimpera en fonction de la quantité de travail qui sera consacré à partir de la conscience de droit. Seule une telle dépendance de la prospérité économique est nécessaire dans un organisme social sain. Elle seule peut empêcher que l'humain serait consumé ainsi par la vie de l'économie qu'il ne peut plus ressentir son existence comme digne de l'humain. Et en vérité tous les ébranlements dans l'organisme social reposent sur la disponibilité de la sensation d'un être-là/d'une existence inhumaine.

Une possibilité de ne pas trop réduire la prospérité économique à partir du côté du 34 droit consiste d'une façon analogue à l'amélioration de la base de nature. On peut rendre un sol à faible rendement plus productif par des moyens

[80]

techniques; on peut, incité par la trop forte diminution de la prospérité, changer la manière et l'étendue du travail. Mais ce changement ne devrait pas venir immédiatement du cycle de la vie de l'économie, mais de la *raison* qui se développe sur la base de la vie de droit indépendante de la vie de l'économie.

§ 35-41 Vie de l'esprit : Distinction et impact sur la vie de l'économie et de droit

Dans tout ce qui sera produit par la vie de l'économie et la conscience du droit dans 35 l'organisation de la vie sociale oeuvre ce qui vient d'une troisième source : des facultés individuelles de l'humain individuel. Ce domaine englobe tout, des plus hautes prestations spirituelles jusqu'à ce qui s'écoule dans les oeuvres humaines des meilleures ou des moins bonnes aptitudes physiques de l'humain, pour des prestations qui servent à l'organisme social. Ce qui provient de cette source doit s'écouler dans l'organisme social sain d'une façon tout autre que ce qui vit dans l'échange de marchandises et de ce qui peut découler de la vie de l'État. Il n'y a aucune autre possibilité d'effectuer cette réception de façon saine que de la laisser dépendre de la libre réceptivité des humains et des impulsions qui viennent des facultés indivi-



duelles elles-mêmes. Les prestations humaines apparaissant par de telles facultés seraient-elles artificiellement influencées par la vie de l'économie ou par l'organisation de l'État, ainsi la véritable base de leur propre vie leur serait pour une grande part retirée. Cette base peut seulement consister dans la force que les prestations humaines doivent développer à partir d'elles-mêmes. Si la réception de telles prestations est immédiatement conditionnée par la vie de l'économie ou organisée par l'État, la libre réceptivité pour elle serait paralysée. Mais elle est seule appropriée

[81]

à pouvoir les laisser s'écouler dans l'organisme social sous une forme saine. Pour la vie de l'esprit, avec laquelle le développement des autres facultés individuelles dans la vie humaine est pendante par beaucoup de fils invisibles, se donne seulement une saine possibilité de développement/d'évolution quand elle est placée sur ses propres impulsions dans la production et quand elle se tient en un pendant plein de compréhension avec les humains qui reçoivent ses prestations.

Ce qui sera évoqué ici comme les conditions saines pour le développement de la vie de l'esprit, cela n'est pas compris actuellement, parce que le regard correct pour cela est obscurci par la fusion d'une grande partie de cette vie avec la vie politique de l'État. Cette fusion s'est donnée au cours des derniers siècles et on s'est habitué en elle. On parle donc volontiers de « liberté de la science et de l'enseignement ». Mais on considère comme évident que l'État politique administre la « science libre » et l'« enseignement libre ». On développe aucun sentiment pour comment cet état rend la vie de l'esprit dépendante de ses besoins étatiques. On pense que l'État crée les positions où sera enseigné; alors ceux qui occupent ces positions peuvent « librement » déployer la vie de l'esprit. On ne fait pas attention en s'habituant à une telle opinion, comment *le contenu* de la vie de l'esprit, en ce qu'elle se déploie, est étroitement attaché à l'être le plus intérieur de l'humain. Comment ce déploiement peut alors seulement être libre quand il est mis dans l'organisme social par aucune autre impulsion que celle provenant de la vie de l'esprit elle-même. Non seulement l'administration de la science et la partie de la vie de l'esprit qui en est pendante a obtenue son empreinte au cours des derniers siècles par la

[82]

fusion avec la vie de l'État, mais aussi le contenu lui-même. Certes, ce qui sera produit en mathématiques ou en physique ne pourra pas être immédiatement influencé par l'État. Mais qu'on pense à l'histoire, aux autres sciences de la culture. Ne sont-elles pas devenues le reflet de ce qui s'est donné du pendant de leurs porteurs avec la vie de l'État, à partir des besoins de cette vie? C'est tout de suite par ce caractère qui leur a été imprimé, que les représentations actuelles à orientation scientifique qui dominent la vie de l'esprit, ont eu un effet sur le prolétariat en tant qu'idéologie. Celui-ci a remarqué comment un certain caractère des pensées humaines sera imprimé par les besoins de la vie de l'état, dans lequel les intérêts des classes dirigeantes seront satisfaits. Le penseur prolétarien a vu un reflet des intérêts matériels et des luttes d'intérêts. Cela a produit en lui le sentiment que toute la vie de l'esprit serait une idéologie, serait un reflet de l'organisation économique.

Une telle façon de voir, qui désertifie/sclérose la vie spirituelle de l'humain, s'arrête quand la sensation peut surgir : dans le domaine spirituel règne une réalité qui va au-delà de la vie matérielle extérieure et porte son contenu en elle-même. Il est impossible qu'une telle sensation naisse quand la vie de l'esprit n'est pas librement dé-



ployée et administrée au sein de l'organisme social à partir de ses propres impulsions. Seuls des porteurs de la vie de l'esprit qui se tiennent à l'intérieur d'un déploiement et d'une administration de la sorte ont la force de procurer à cette vie

[83]

le poids qu'elle mérite dans l'organisme social. L'art, la science, la façon de voir le monde et tout ce qui en est pendant ont besoin d'une telle position indépendante dans la société humaine. Car dans la vie spirituelle, tout est dépendant. La liberté de l'un ne peut prospérer sans la liberté de l'autre. Quand aussi le contenu des mathématiques et de la physique ne sont pas à influencer immédiatement par les besoins de l'État (NDT : RS n'avait pas encore été confronté aux travaux qui ont mené à l'ordinateur et à la bombe atomique) : ce que l'on développe à partir d'elles, comment les humains pensent sur leur valeur, quels effets leur soin peuvent avoir sur tout le reste de la vie de l'esprit, et beaucoup d'autres choses sera déterminé par ces besoins quand l'État administre des branches de la vie de l'esprit. Elle est une autre quand l'enseignant qui assure le niveau scolaire le plus bas suit les impulsions de la vie de l'État; une autre quand il reçoit ces impulsions d'une vie de l'esprit qui est placée sur elle-même. Dans ce domaine aussi, la social-démocratie a seulement repris l'héritage des habitudes de pensée et des pratiques des cercles dirigeants. Elle regarde comme son idéal d'intégrer la vie spirituelle dans le corps social construit sur la vie de l'économie. Elle pourrait, si elle atteignait le but qu'elle s'est fixé, seulement poursuivre avec cela le chemin sur lequel la vie de l'esprit a trouvé sa dévaluation. Elle a développé unilatéralement un sentiment correct avec sa demande : la religion devrait être une chose privée. Car dans l'organisme social sain, toute vie de l'esprit doit être une « chose privée » vis-à-vis de l'État et de l'économie au sens indiqué ici. Mais la social-démocratie en transférant la religion à la sphère privée ne part pas de l'opinion que cela créera une position pour un bien spirituel à l'intérieur de l'organisme social

[84]

par laquelle viendrait un développement plus désirable et plus élevé que sous l'influence de l'État. Elle est de l'opinion que l'organisme social, par ses moyens, aurait seulement la permission de soigner ce qui *lui* est un besoin vital. Et une telle chose ne serait pas le bien spirituel religieux. De cette façon, placée unilatéralement hors de la vie publique, une branche de la vie de l'esprit ne peut pas prospérer quand l'autre bien spirituel est attaché. La vie religieuse de l'humanité moderne/récente, en lien avec toute la vie libérée de l'esprit, développera sa force porteuse d'âmes pour cette humanité.

Pas seulement la production, mais aussi la réception de cette vie de l'esprit par l'humanité doit reposer sur le besoin libre de l'âme. Les enseignants, les artistes, et ainsi de suite qui, dans leur position sociale, sont seulement dans le pendant immédiat avec une législation et une administration, qui se donnent seulement de la vie de l'esprit elle-même et qui sont seulement portés par ses impulsions, pourront développer, par la sorte/façon de leur ouvrage, la réceptivité pour leurs prestations chez des humains qui seront protégées, par l'État politique œuvrant à partir de lui-même, d'être seulement soumis à la contrainte au travail, mais à qui le droit donne aussi le loisir qui éveille la compréhension pour des biens spirituels. Aux humains qui se penseraient des « praticiens de la vie », la croyance, lors de telles pensées, aimerait monter : Les humains auront leur temps de loisir protégé, et on retomberait dans l'anal-



phabétisme quand l'État veille pour de tels loisirs et quand la visite de l'école est placée dans la libre compréhension des humains. De tels « pessimistes » aimeraient-ils quand-même attendre

[85]

ce qui devient quand le monde ne se tient plus sous leur influence. Celui-ci est trop souvent déterminé par une certaine sensation qui leur chuchote doucement comment ils utilisent leur loisir et ce dont ils auraient besoin pour s'acquérir un peu d'« éducation/culture ». Ils ne peuvent pas compter avec le pouvoir d'allumage/force d'enthousiasme qu'a une vie de l'esprit vraiment placée sur elle-même dans l'organisme social, car l'attachement qu'ils connaissent n'a jamais pu exercer un tel pouvoir d'allumage/une telle force d'enthousiasme sur eux.

Aussi bien l'État politique que la vie de l'économie recevront l'afflux de la vie de l'esprit dont ils ont besoin de la part de l'organisme spirituel s'administrant lui-même. 39 Aussi la formation pratique pour la vie de l'économie pourra en premier déployer sa pleine force par la libre interaction/collaboration avec l'organisme de l'esprit. Des humains préalablement formés en conséquence vivront les expériences, qu'elles peuvent faire dans le domaine de l'économie, vivifiées par la force qui leur vient du bien libéré de l'esprit. Des humains avec une expérience gagnée de la vie de l'économie trouveront le passage dans l'organisation de l'esprit et œuvreront fructifiant sur ce qui devra être fructifié ainsi.

Sur le domaine de l'état politique, les vues saines nécessaires se formeront par une 40 tel effet libre du bien de l'esprit. Celui qui travaille de ses mains/artisanale pourra s'approprier, par l'influence d'un tel bien de l'esprit, un sentiment le satisfaisant de la position de son travail dans l'organisme social. Il viendra à l'avis que sans la direction, qui organise le travail artisanal de façon appropriée, l'organisme social ne peut pas le porter. Il pourra accueillir en soi la sensation de l'appartenance de son travail aux forces d'organisation qui prennent souche du développement des facultés humaines individuelles.

[86]

Il formera sur le sol de l'État politique les droits qui assureront sa part au rendement/bénéfice/produit d'exploitation des marchandises qu'il produit; et il accordera de manière libre au bien de l'esprit qui lui revient, la part qui rend sa création possible. Sur le domaine de la vie de l'esprit, la possibilité apparaîtra que les producteurs (NDT : aussi ceux qui donnent naissance) de ce dernier vivent aussi des bénéfices de leurs prestations. Ce que quelqu'un fait pour soi dans le domaine de la vie de l'esprit restera sa plus étroite chose privée; ce que quelqu'un parvient à fournir pour l'organisme social pourra compter sur la libre indemnité/le libre dédommagement de ceux à qui le bien spirituel est un besoin. Qui ne peut trouver ce dont il a besoin par le biais d'une telle indemnité à l'intérieur de l'organisation de l'esprit devra se déplacer sur le domaine de l'État politique ou de la vie de l'économie.

Dans la vie de l'économie affluent les idées techniques qui proviennent de la vie de 41 l'esprit. Elles ont leur souche de la vie spirituelle, aussi quand elles viennent immédiatement de membres de l'État ou du domaine de l'économie. C'est de là que proviennent toutes les idées et les forces organisationnelles qui fécondent la vie économique et étatique. L'indemnisation pour cet afflux dans les deux domaines sociaux viendra en état soit aussi de la libre compréhension de ceux qui dépendent de cet afflux, ou elle trouvera sa régulation par des droits qui seront formés dans le domaine



de l'État politique. Ce que cet État politique exige lui-même pour son maintien

[87]

cela sera réuni par le droit fiscal. Celui-ci se formera par une harmonisation des exigences de la conscience de droit avec celle de la vie de l'économie.

§ 42-45 Correspondance entre les idéaux sociaux et les membres de l'organisme social

À côté du domaine politique et économique, dans l'organisme social sain, doit oeuvrer le domaine de l'esprit qui est placé sur lui-même. La direction des forces de développement de la récente humanité indique vers la tri-articulation de cet organisme. Tant que la vie sociale se laissait guider pour l'essentiel par les forces instinctives d'une grande partie de l'humanité, le besoin pressant de cette articulation décisive ne se présenta pas. Dans une certaine confusion/un certain assourdissement de la vie sociale, ce qui provenait au fond toujours de trois sources travaillait ensemble. Les temps récents exigent un se-placer-dedans conscient de l'être humain dans l'organisme de la société. Cette conscience peut alors seulement donner une forme saine au comportement et à la vie entière de l'humain quand elle est orientée à partir de trois côtés. L'humanité moderne s'efforce d'atteindre cette orientation dans les profondeurs inconscientes de l'âme; et ce qui vit en tant que mouvement social n'est que le trouble reflet de cette aspiration.

À partir d'autres bases que sont celles dans lesquelles nous vivons aujourd'hui, émergea de soubassements profonds de la nature humaine, à la fin du 18ème siècle, l'appel à une réorganisation de l'organisme social humain. Là on entendait comme une devise de cette réorganisation les trois mots : fraternité, égalité, liberté. Eh bien, celui qui s'implique dans la réalité du développement humain avec un sens dépourvu de préjugés et avec un sentiment sain de l'humanité, il

[88]

ne peut naturellement rien d'autre que d'avoir de la compréhension pour tout ce que ces mots évoquent. Néanmoins, il y a eu des penseurs pertinents qui, au cours du XIXe siècle, ont essayé de montrer comment il est impossible de réaliser ces idées de fraternité, d'égalité et de liberté dans un organisme social unifié. Ils croyaient que ces trois impulsions doivent se contredire dans l'organisme social si elles devaient se réaliser. Il a été par exemple pertinemment démontré à quel point il est impossible, lorsque l'impulsion de *l'égalité* est réalisée, qu'alors la liberté nécessairement justifiée chez chaque être humain vienne aussi à se faire valoir. Et on ne peut qu'être d'accord avec ceux qui trouvent cette contradiction; et quand-même il faut en même temps avoir de la sympathie pour chacun de ces trois idéaux à partir d'un sentiment humain général !

Cette chose pleine de contradiction est due à la raison que la vraie signification sociale de ces trois idéaux apparaît au jour en premier en pénétrant du regard la nécessaire tri-articulation de l'organisme social. Les trois membres ne devraient pas être combinés et centralisés dans une unité abstraite, théorique du Reichstag ou sinon. Ils devraient être une réalité vivante. Chacun des trois membres sociaux devrait être centralisé en soi-même; et c'est seulement par leur coexistence vivante et leur interaction que l'unité de l'organisme social dans son ensemble peut se développer. Dans la vie réelle, ce qui est apparemment contradictoire collabore pour former une unité. Par conséquent, on arrivera à une compréhension de la vie de l'organisme social



quand on est en état de pénétrer du regard l'organisation conforme à la réalité de cet organisme social en rapport à

[89]

la fraternité, à l'égalité et à la liberté. Alors on reconnaîtra que l'interaction des humains dans la *vie de l'économie* doit reposer sur cette fraternité qui naît des associations. Dans le deuxième membre, dans le système du *droit public*, où on a à faire avec le rapport purement humain de personne à personne, on a à aspirer à la réalisation de l'idée d'égalité. Et sur le *domaine spirituel*, qui se tient en relative indépendance dans l'organisme social, on a à faire avec la réalisation de l'impulsion de la liberté. Vu ainsi, ces trois idéaux montrent leur valeur de réalité. Ils ne peuvent pas se réaliser dans une vie sociale chaotique, mais seulement dans l'organisme social sain tri-articulé. Ce n'est pas une structure sociale centralisée abstraite qui peut réaliser pêle-mêle les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité, mais chacun des trois membres de l'organisme social peut puiser sa force dans l'une de ces impulsions. Et il pourra alors collaborer avec les autres membres d'une façon fructueuse.

Ces humains qui, à la fin du XVIIIe siècle, ont soulevé l'exigence à la réalisation des trois idées de liberté, d'égalité et de fraternité, et aussi ceux qui les ont répétés plus tard, ils pouvaient éprouver obscurément vers où les forces de développement de l'humanité moderne indiquent. Mais avec cela, en même temps, ils n'ont pas surmonté leur croyance en l'État unitaire. Pour celui-ci, leurs idées signifient quelque chose de plein de contradictions. Ils se reconnaissaient aux contradicteurs parce que dans les profondeurs subconscientes de leur vie de l'âme œuvrait le besoin pressant d'une tri-articulation de l'organisme social,

[90]

dans laquelle la trinité/triade de leurs idées peut en premier venir à une unité plus haute. Faire des forces de l'évolution qui, dans le devenir de l'humanité nouvelle, poussent vers cette tri-articulation, une volonté sociale consciente, c'est ce qu'exigent les faits sociaux du présent parlant clairement.



III. CAPITALISME ET IDÉES SOCIALES (capital, travail humain)

FG v.01 17/05/2018

§ 01-05 - La triarticulation sociale n'est pas une critique unilatérale du capitalisme

On ne peut pas arriver à un jugement sur quelle manière d'agir sera actuellement 01 exigée par les faits qui parlent si fortement dans le domaine social quand on n'a pas la volonté de laisser déterminer ce jugement par un aperçu des forces de base de l'organisme social. La tentative de gagner un tel aperçu repose à la base de la description ci-dessus. Avec les mesures qui se fondent seulement sur un jugement qui est gagné à partir d'un cercle limité d'observation, on ne peut rien effectuer de fructueux aujourd'hui. Les faits qui ont grandis du mouvement social révèlent des courants dans les fondements de l'organisme social, et en aucun cas de tels qui sont seulement présents à la surface. Vis-à-vis d'eux est nécessaire, aussi pour arriver à des vues, de pénétrer jusqu'aux fondements.

Si on parle aujourd'hui de capital et de capitalisme, ainsi on se réfère à ce dans quoi 02 l'humanité prolétarienne cherche les causes de son oppression. Cependant, un jugement fructueux sur la manière dont le capital favorise ou inhibe les cycles de l'organisme social peut seulement être atteint si l'on comprend comment les capacités individuelles des humains, comment la formation du droit et comment les forces de la vie de l'économie génèrent et consomment le capital. - Si on parle de travail humain, ainsi on pointe sur ce qui, ensemble avec la base de nature de l'économie et du capital, crée des

[92]

valeurs économiques et à quoi le travailleur arrive à la conscience de sa situation sociale. Un jugement sur la manière dont ce travail humain doit être placé dans l'organisme social afin de ne pas perturber le sentiment de sa dignité humaine chez celui qui travaille, se donne seulement quand on veut saisir des yeux le rapport qu'a le travail humain au déploiement des facultés individuelles d'un côté et à la conscience de droit de l'autre côté.

On demande actuellement, avec droit, ce qui est à faire *tout prochainement* pour satis- 03 faire aux exigences du mouvement social. On ne pourra pas non plus accomplir le *tout proche* de manière fructueuse quand on ne *sait* pas quel rapport ce qui est à accomplir doit avoir avec les fondements/bases d'un organisme social sain. Et si on sait cela, alors, à la place où l'on est placé, ou à laquelle on parvient à se placer, on trouvera les tâches qui se donnent des faits. Le gain d'un aperçu, sur lequel sera indiqué ici, se place en vis-à-vis/s'oppose, troublant le jugement non averti, avec ce qui, au cours d'une longue période de temps, est passé de la volonté humaine dans les institutions sociales. On s'est vécu dans les institutions ainsi que l'on s'est formé des avis sur ce qui est à obtenir d'elles, sur ce qui est à transformer. On s'oriente en pensées d'après les faits, que la pensée devrait quand même dominer. Mais aujourd'hui, il est nécessaire de voir qu'on ne peut gagner un jugement grand aux faits qu'en revenant aux idées originelles qui reposent à la base de toutes les institutions sociales.

Quand des sources correctes ne sont pas disponibles d'où les forces qui reposent dans 04 ces pensées originelles s'écoulent



toujours nouvelles vers l'organisme social, alors les institutions prennent des formes qui ne favorisent pas la vie, mais l'inhibent. Mais dans les impulsions instinctives des humains, les pensées originelles survivent plus ou moins inconsciemment, même quand les pensées pleinement conscientes s'égarerent et créent ou ont déjà créé des faits limitant la vie. Et ce sont ces pensées primordiales/originelles, qui s'expriment de façon chaotique vis-à-vis d'un monde de faits inhibant la vie, qui apparaissent, manifestées ou voilées, dans les ébranlements révolutionnaires de l'organisme social. Ces ébranlements ne se présenteront pas seulement quand l'organisme social est conçu de telle sorte qu'en lui puisse être disponible à chaque instant la tendance à observer où se forme une déviation par rapport aux pensées originelles décrites, et où en même temps existe la possibilité de contrecarrer cette déviation avant qu'elle n'ait acquise une force désastreuse.

De nos jours, les écarts par rapport aux conditions exigées par les pensées primordiales sont devenus très grands dans une large étendue de la vie humaine. Et la vie des impulsions portées par ces pensées dans les âmes humaines se tient comme une critique, parlant haut et fort par les faits, sur ce qui s'est développé dans l'organisme social des siècles derniers. C'est pourquoi il y a besoin de la bonne volonté pour se tourner énergiquement vers les pensées originelles et ne pas méconnaître combien c'est tout de suite nuisible aujourd'hui de bannir du domaine de la vie ces pensées originelles en tant que généralités "impraticables/non-pratiques". Dans la vie et les exigences de la population prolétarienne vit la critique des faits sur ce que les

temps plus récents ont fait de l'organisme social. La tâche de notre temps, vis-à-vis de cela, est de contrecarrer la critique unilatérale en ce qu'on trouve, à partir des pensées originelles, les directions dans lesquelles les faits doivent être consciemment dirigés. Car le temps est écoulé dans lequel l'humanité peut se contenter de ce qui a été amené en l'état jusqu'à présent par une direction/orientation instinctive.

§ 06-09 - L'activité entrepreneuriale n'est pas partie constitutive de la vie de l'économie, mais de la vie de l'esprit

L'une des questions fondamentales qui monte de la critique contemporaine est de quelle façon l'oppression dont l'humanité prolétarienne a fait l'expérience à travers le capitalisme privé peut cesser. Le possesseur ou le gestionnaire/l'administrateur du capital est dans la situation de mettre le travail corporel d'autres humains au service de ce qu'il entreprend. Dans le rapport social qui apparaît de l'interaction du capital et de la force humaine de travail, on doit distinguer trois membres : l'activité entrepreneuriale, qui doit reposer sur les facultés individuelles d'une personne ou d'un groupe de personnes ; le rapport de l'entre l'entrepreneur au travailleur, qui doit être un rapport de droit ; la production d'une chose qui obtient une valeur dans le cycle de la vie de l'économie. L'activité de l'entrepreneur peut intervenir de manière saine dans l'organisme social seulement quand agissent dans cette vie des forces qui laissent apparaître les facultés individuelles des humains de la meilleure façon possible. Cela peut seulement se produire quand est disponible un domaine de l'organisme social qui donne la libre initiative à l'individu capable de faire usage de ses facultés et qui permet le jugement de la valeur de ces facultés par une libre compré-



hension pour celles-ci chez d'autres

[95]

humains. On voit : l'activité/la mise en action sociale d'un humain à travers le du capital appartient à ce domaine de l'organisme social dans lequel la vie de l'esprit veille/prend soin de la législation et de l'administration. Si l'État politique œuvre dans cette activité/mise en activité, ainsi l'incompréhension vis-à-vis des facultés individuelles doit nécessairement être co-déterminante lors de cette efficacité. Car l'État politique doit reposer sur cela, et il doit transposer cela en effet, que dans tous les humains comme égaux, une exigence de vie est disponible. Il doit, dans son domaine, permettre à tous les humains de laisser leur jugement venir à validité. La compréhension ou l'incompréhension des facultés individuelles ne rentre pas en considération pour ce qu'il a à accomplir. C'est pourquoi, ce qui vient à réalisation en lui n'a la permission d'avoir aucune influence sur l'activité/la mise en activité des facultés humaines individuelles. Tout aussi peu devrait pouvoir être déterminant la perspective de l'avantage économique pour la répercussion des facultés individuelles rendues possibles par le capital. Certains évaluateurs du capitalisme attribuent beaucoup à cet avantage. Ils présument que les facultés individuelles pourront être amenées à l'activité seulement par cette incitation de l'avantage. Et ils se réfèrent en tant que « praticiens », à la nature humaine « imparfaite » qu'ils prétendent connaître. Toutefois, à l'intérieur de cet ordre de la société qui a généré les conditions actuelles, la perspective de l'avantage économique a pris une signification profonde. Mais ce fait est justement la cause non moindre des conditions qui peuvent maintenant être vécues. Et ces conditions poussent au développement d'une autre motivation pour la mise en activité/l'actionnement

[96]

des facultés individuelles. Cette motivation devra reposer dans une *compréhension sociale* découlant d'une vie saine de l'esprit. L'éducation, l'école, à partir la force de la vie libre de l'esprit, armera l'humain avec des impulsions qui l'amèneront, en vertu la force de cette compréhension vivant en lui, à réaliser ce à quoi poussent ses facultés individuelles.

Une telle opinion n'a pas besoin d'être une spiritualité d'essaim. Certes, la spiritualité 07 d'essaim a apporté d'incommensurables désastres dans le domaine de la volonté sociale aussi bien que dans d'autres. Mais la façon de voir présentée ici ne repose pas, comme on peut le voir de ce qui précède, sur la croyance folle que « l'esprit » ferait des miracles quand ceux qui pensent l'avoir parlent le plus possible de lui ; mais il provient de l'observation de la libre interaction des humains dans les domaines spirituels. Cette interaction obtient une empreinte sociale à travers son propre être, quand elle peut seulement se développer *véritablement librement*.

Seule la sorte non libre de vie de l'esprit n'a pas laissé monter cette empreinte sociale 08 jusqu'à présent. A l'intérieur des classes dirigeantes, les forces spirituelles se sont développées d'une façon qui a enfermé les prestations de ces forces d'une manière anti-sociale à l'intérieur de certains cercles de l'humanité. Ce qui a été produit à l'intérieur de ces cercles pouvait seulement être apporté de manière artificielle à l'humanité prolétarienne. Et de cette vie de l'esprit, cette humanité ne pouvait pas tirer une force porteuse d'âme car elle ne prenait pas *vraiment* part à la vie de ce bien de l'esprit. Les institutions d'« instruction populaire », l'« attraction » du « peuple » à la

[97]



jouissance de l'art et semblable ne sont en réalité aucun moyen pour répandre le bien spirituel parmi le peuple, tant que ce bien spirituel conserve le caractère qu'il a adopté ces derniers temps. Car le « peuple » ne se tient pas avec la partie la plus intime de son être humain dans la vie de ce bien spirituel. Il lui sera seulement rendu possible de le regarder dans une certaine mesure d'un point de vue extérieur. Et ce qui vaut de la vie de l'esprit au sens étroit, cela a sa signification aussi dans ces ramifications de l'activité spirituelle qui entrent dans la vie économique sur la base du capital. Dans l'organisme social sain, le travailleur prolétarien ne devrait pas se tenir devant sa machine et être seulement touché par son agitation/sa boîte de vitesse, pendant que le capitaliste seul sait ce qu'il advient des biens produits dans le cycle de la vie de l'économie. Le travailleur devrait pouvoir développer des représentations, avec une pleine part à la chose, sur la façon dont il prend part à la vie sociale en ce qu'il travaille à la production de marchandises. Des réunions qui devront être comptabilisées dans le cadre des opérations de travail, comme le travail lui-même, devraient être organisées régulièrement par l'entrepreneur dans le but de développer un cercle de représentations communes qui inclut les employés et les employeurs. Une activité saine de ce genre produira de la compréhension chez le travailleur pour ce qu'une correcte activité de l'administrateur du capital favorise l'organisme social et avec le travailleur qui en est membre. Dans le cas d'une telle publicité visant la libre compréhension de sa conduite d'entreprise, l'entrepreneur sera incité à un comportement dépourvu d'objections.

[98]

Seul qui n'a aucun sens pour l'effet social du vécu intérieur unifiée d'une chose faite en communauté tiendra ce qui a été dit pour dépourvu de signification. Qui a un tel sens verra comment la productivité économique sera promue quand la gestion de la vie économique reposant sur la base du capital a ses racines dans le domaine de la vie libre de l'esprit. Le pur intérêt au capital et son accroissement à cause du profit peut alors seulement, quand cette condition est remplie, faire la place à l'intérêt objectif à la production de produits et la réalisation de prestations.

§ 10-16 - Impossibilité de nationaliser l'activité entrepreneuriale

Les penseurs socialistes du présent aspirent à l'administration/la gestion des moyens de production par la société. Ce qui est justifié dans leur aspiration, ce sera seulement réalisé par le fait que cette administration sera assurée par le libre domaine de l'esprit. Par cela la contrainte économique sera rendue impossible qui alors émane de capitalistes et sera éprouvée comme inhumaine lorsque le capitaliste développe son activité à partir des forces de la vie de l'économie. Et la paralysie des facultés humaines individuelles ne pourra pas se présenter, qui doit en résulter quand ces facultés seront administrées par l'État politique.

Le bénéfice/rendement d'une activité par le capital et les capacités humaines individuelles dans l'organisme social sain, doit se donner, comme toute prestation spirituelle, de la libre initiative de l'[humain] actif d'un côté et de l'autre côté de la libre compréhension d'autres humains qui réclament la disponibilité de la prestation de l'actif. Sur ce domaine, la raison/vue libre de celui qui est actif doit se tenir en harmonie avec

[99]



l'évaluation de ce qu'il veut considérer - après les préparatifs dont il a besoin pour l'accomplir ; après les dépenses qu'il doit faire pour la rendre possibles et ainsi de suite -, comme bénéfice pour sa prestation. Il pourra trouver ses prétentions satisfaites seulement quand lui sera apporté de la compréhension pour ses prestations.

Par des institutions sociales qui reposent dans le sens de ce qui est décrit ici, sera ¹² créé le sol d'un rapport de contrat/contractuel vraiment libre entre le chef du travail et le fournisseur de travail. Et ce rapport ne s'étendra pas sur un échange de marchandise (respectivement d'argent) contre de la force de travail, mais sur la détermination de la part qu'a chacune des deux personnes qui amènent, ensemble, la marchandise en l'état.

Ce qui sera fourni pour l'organisme social sur la base du capital *repose d'après son essence* ¹³ sur la façon dont les facultés humaines individuelles interviennent dans cet organisme. L'impulsion correspondant ici ne peut obtenir le développement de ces facultés par rien d'autre que la vie libre de l'esprit. Aussi, dans un organisme social qui attelle ce développement à l'administration de l'État politique ou aux forces de la vie de l'économie, la productivité réelle de tout ce qui nécessite des dépenses en capital reposera sur ce qui, de forces individuelles libres, se fraye un chemin à travers les institutions paralysantes. Seulement, dans de telles conditions, le développement sera malsain. Ce n'est pas le libre développement des facultés individuelles œuvrant sur la base du capital

[100]

qui a créé des conditions à l'intérieur desquelles la force humaine de travail doit être une marchandise, mais le fait d'entraver ces forces par la vie politique de l'État ou par le cycle de la vie de l'économie. Voir cela de manière impartiale est aujourd'hui une condition préalable pour tout ce qui devrait se passer dans le domaine de l'organisation sociale. Car les temps récents ont produit la superstition que l'état politique ou la vie économique devrait donner lieu aux mesures qui rendent l'organisme social sain. Si on continue sur le chemin qui a reçu sa direction de cette superstition, on créera des institutions qui ne conduiront pas l'humanité à ce à quoi elle aspire, mais à une expansion illimitée des opprimés qu'elle aimerait voir évitée.

On a appris à penser le capitalisme à une époque où ce capitalisme a occasionné un ¹⁴ processus de maladie à l'organisme social. On expérimente/on vit le processus de maladie ; on voit qu'il faut s'y opposer. On doit voir *plus*. Nous devons nous rendre compte que la maladie trouve son origine dans l'absorption/la succion des forces qui agissent dans le capital, par le cycle de la vie de l'économie. Peut seulement travailler dans la direction de ce que les forces de développement/d'évolution de l'humanité commencent à exiger vigoureusement dans le présent, celui qui ne se laisse pas propulser dans des illusions par la façon de se représenter qui voit le résultat d'un « idéalisme impraticable/non pratique » dans l'administration de l'activité du capital par la vie de l'esprit libérée.

Dans le présent, on est toutefois peu préparé à amener l'idée sociale, qui devrait ¹⁵ orienter le capitalisme dans une voie saine,

[101]

dans un pendant direct avec la vie de l'esprit. On rattache à ce qui appartient au cercle de la vie de l'économie. On voit comment, ces derniers temps, la production de marchandises a conduit à la grande entreprise, et celle-ci à la forme actuelle du capitalisme. A la place de cette forme de l'économie devrait venir la coopérative qui tra-



vaille pour les besoins propres des producteurs. Mais comme là on veut évidemment garder l'économie avec les moyens de production modernes, on réclame le rassemblement des entreprises en une unique grande coopérative. Dans une telle, pense-t-on, chacun produit au nom de la communauté, qui ne pourrait pas être exploitrice parce qu'elle s'exploiterait elle-même. Et parce que l'on veut ou doit se rattacher à ce qui existe déjà, on se tourne vers l'État moderne, que l'on veut transformer en une coopérative englobante.

On ne remarque pas qu'on se promet des effets d'une telle coopérative, qui peuvent se produire d'autant moins que la coopérative est grande. Quand l'embauche des facultés humaines individuelles dans l'organisme coopératif ne sera pas conçue comme a été décrit dans ces explications, le point commun de l'administration du travail ne peut pas conduire à la guérison de l'organisme social. 16

§ 17-20 - *Objections : la vie de l'esprit comme nid de coucou dans les nuages ou idéologie*

Le fait qu'il y a actuellement peu de prédisposition à un jugement impartial sur l'intervention de la vie spirituelle dans l'organisme social provient du fait que l'on s'est habitué à se représenter le spirituel le plus loin possible de tout ce qui est matériel et pratique. Il n'y en aura pas peu qui trouveront quelque chose de grotesque dans l'opinion exposée ici : dans l'activité du capital dans la vie de l'économie, l'effet d'une partie de la vie spirituelle devrait se manifester. On peut se penser en accord avec les penseurs socialistes dans cette caractérisation du membre décrit de façon grotesque comme appartenant aux classes d'humains dirigeants jusqu'à présent. Pour reconnaître la signification de ce qui a été trouvé grotesque pour la guérison de l'organisme social, on devra orienter le coup d'œil dans certains courants de pensée du présent, qui, de leur façon, jaillissent d'impulsions louables de l'âme, mais qui entravent/freinent l'apparition d'une pensée vraiment sociale là où ils trouvent leur entrée. 17

Ces courants de pensée s'efforcent - plus ou moins inconsciemment - de s'éloigner de ce qui donne à l'expérience intérieure l'impact correct. Ils aspirent à une façon de voir la vie, une vie intérieure psychique, pensante en quête de connaissances scientifiques, dans une certaine mesure comme une île dans la vie humaine d'ensemble. Ils ne sont alors pas en situation de construire le pont de cette vie à celle qui attelle l'humain dans la quotidienneté. On peut voir comme beaucoup de personnes du présent trouvent « noble intérieurement », de penser dans une certaine abstraction, même scolaire, à toutes sortes de problèmes éthiques et religieux dans des hauteurs de nids de coucous dans les nuages ; on peut voir comment les humains réfléchissent sur l'art et la manière dont l'homme pourrait s'approprier des vertus, comment il devrait se comporter avec amour à son prochain, comment il pourra être doté d'un « contenu intérieur de vie ». Mais on voit alors aussi l'incapacité de faciliter une transition de ce que les gens appellent bien et plein d'amour et bienveillant 18

[103]

et légal et moral, à ce qui entoure l'humain dans la réalité extérieure, dans la vie quotidienne comme effet du capital, comme rémunération du travail, comme consommation, comme production, comme circulation des marchandises, comme système de crédit, comme système de banque et de bourse. On peut voir comment deux courants mondiaux seront juxtaposés, aussi dans les habitudes de pensée des humains.



Un des courants mondiaux est celui qui veut se maintenir dans une certaine mesure à une hauteur divine-spirituelle, pour ainsi dire, qui ne veut pas construire de pont entre ce qui est une impulsion spirituelle et ce qui est un fait de l'action ordinaire dans la vie. L'autre vit dépourvu de pensées dans le quotidien. Mais la vie en est une unifiée. Elle peut seulement prospérer quand les forces motrices de toute vie éthique-religieuse œuvrent vers en bas dans la vie la plus profane, la plus quotidienne, dans cette vie qui semble moins noble à certains. Car, si l'on ne parvient pas à construire le pont entre les deux domaines de la vie, on tombe dans une pure spiritualité d'essaim en ce qui concerne la vie religieuse, morale et en ce qui concerne la pensée sociale, qui se tient loin de la vraie réalité quotidienne. Alors elle se venge dans une certaine mesure, cette vraie réalité quotidienne. Alors l'humain aspire à partir d'une certaine impulsion « spirituelle », à tous les idéaux possibles, tout le possible qu'il appelle « bon » ; mais l'humain s'adonne à ces instincts qui s'opposent à ces « idéaux » comme la base des besoins quotidiens ordinaires de la vie, dont la satisfaction doit venir à partir de l'économie de peuple, à ces instincts, il s'adonne sans « esprit ». Il ne sait aucun chemin conforme à la réalité du concept de la spiritualité à ce qui va de soi dans la vie quotidienne. Par cela, cette vie quotidienne prend une forme qui ne devrait avoir

[104]

rien à faire avec ce qui voudra être tenu pour des impulsions éthiques dans des hauteurs nobles, psychiques-spirituelles. Mais alors la vengeance de la quotidienneté deviendra telle que la vie éthique-religieuse se forme en un mensonge intérieur de vie de l'humain, parce qu'elle se tient à l'écart du quotidien, de la pratique immédiate de la vie, sans qu'on le remarque.

Combien nombreux sont les humains aujourd'hui qui, à partir d'une certaine noblesse éthique et religieuse, montrent la *meilleure* volonté pour une coexistence correcte avec leurs semblables, qui aimeraient faire seulement ce qu'il y a de mieux pour leurs semblables. Mais ils omettent d'arriver à une façon de ressentir qui rend vraiment cela possible, parce qu'ils ne peuvent pas s'approprier une représentation sociale ayant une répercussion sur leurs habitudes *pratiques* de vie.

Du cercle de tels humains viennent ceux qui, en ce moment de l'histoire du monde, où les questions sociales sont devenues si pressantes, s'opposent comme les esprits d'essaim, mais qui se tiennent pour des praticiens de la vie réelle inhibant la véritable pratique de la vie. On peut entendre parler d'eux comme ça : Nous avons besoin que les humains s'élèvent du matérialisme, de la vie extérieurement matérielle qui nous a conduits à la catastrophe de la guerre mondiale et au malheur, et qu'ils se tournent vers une façon de voir spirituelle de la vie. Si l'on veut ainsi montrer les chemins de l'humain vers la spiritualité, on ne se lassera pas de citer ces personnalités que l'on vénérât dans le passé à cause de leur façon de penser orientée vers l'esprit. On peut faire l'expérience que quelqu'un qui essaie d'indiquer tout de suite sur ce que l'Esprit doit fournir aujourd'hui si nécessairement pour la vie pratique

[105]

réelle, comment le pain quotidien devra être produit, sera rendu attentif qu'il s'agit en première ligne de ramener les humains à la reconnaissance de l'Esprit. Mais il s'agit maintenant, qu'à partir de la force de la vie spirituelle, seront trouvées les directives pour la guérison de l'organisme social. Pour cela ne suffit pas que les humains s'occupent de l'esprit dans un courant secondaire/annexe à la vie. Pour cela, il



est nécessaire que l'existence/l'être-là quotidien devienne conforme à l'esprit. La tendance/l'inclination à rechercher de tels courants latéraux pour la « vie spirituelle » a conduit les cercles jusqu'à maintenant dirigeants à avoir goût pour des conditions sociales qui, dans les faits actuels, sont périmés.

§ 21-27 - Distinction entre gestion et propriété des moyens de production

La gestion/l'administration du capital dans la production de marchandises et la possession des moyens de production, c'est-à-dire aussi du capital, sont étroitement liées dans la vie sociale contemporaine. Et pourtant, ces deux rapports de l'humain au capital sont entièrement différents en ce qui concerne leur effet à l'intérieur de l'organisme social. La gestion/l'administration par les facultés individuelles, appliquée conformément au but, fournit à l'organisme social des biens à la disponibilité desquels tous les humains qui appartiennent à cet organisme ont un intérêt. Quelle que soit aussi la situation de la vie d'un humain, il a intérêt à ce que rien ne se perde de ce qui découle des sources de la nature humaine en de telles facultés individuelles, à travers lesquelles des biens viennent en l'état, lesquels servent la vie humaine de manière appropriée. Cependant, ces capacités ne peuvent être développées que si leurs porteurs humains sont capables de les mettre en œuvre à partir de leur propre initiative libre.

[106]

Ce qui ne peut pas fluer en liberté de ces sources, cela sera retiré du bien-être humain au moins jusqu'à un certain degré. Mais le capital est le moyen d'amener de telles facultés à l'efficacité dans de vastes domaines de la vie sociale. Gérer/administrer l'ensemble de la possession du capital ainsi que l'humain individuel doté dans une direction particulière ou que des groupes d'humains particulièrement capables arrivent à une disposition du capital telle qui jaillisse juste de leur initiative originelle propre, tout un chacun à l'intérieur d'un organisme social doit avoir un intérêt véritable à cela. Du travailleur de l'esprit à celui qui travaille de ses mains, chaque humain, quand il veut servir l'intérêt propre sans préjugé, doit dire : J'aimerais qu'un nombre suffisant de personnes ou de groupes de personnes compétentes puissent non seulement disposer librement du capital, mais qu'ils puissent également atteindre le capital de leur propre initiative ; car seulement eux seuls peuvent avoir un jugement sur comment, par la médiation du capital, leurs facultés individuelles produiront des biens appropriés à l'organisme social.

Il n'est pas nécessaire de présenter dans le contexte de cet écrit comment, au cours de l'évolution de l'humanité, la propriété privée s'est donnée d'autres formes de possession en pendant avec l'activité des capacités individuelles humaines dans l'organisme social. Jusqu'à ce jour, une telle possession s'est développée sous l'influence de la division du travail à l'intérieur de cet organisme. Et ici, nous devrions parler des conditions actuelles et de leur nécessaire évolution ultérieure.

[107]

Comment aussi la possession privée s'est formée, par le pouvoir et l'activité de conquête et ainsi de suite, elle est le résultat d'une création sociale liée aux capacités humaines individuelles. Néanmoins, il existe actuellement l'opinion parmi les penseurs socialistes que son oppression pourrait seulement être écartée par sa transformation en propriété commune. En cela on pose la question ainsi : Comment la pro-



priété privée des moyens de production peut être empêchée dans son émergence, afin que cesse l'oppression causée à la population dépourvue de possession ? Qui pose la question ainsi, il n'oriente pas en cela son attention sur le fait que l'organisme social est une chose qui ne cesse de devenir, de croître. A ce qui croit ainsi, on ne peut pas demander : Comment devrait-on mieux l'organiser au mieux, afin qu'il reste alors en l'état qu'on a reconnu comme étant le correct par cet aménagement/institution? On peut penser ainsi vis-à-vis d'une chose qui continue à agir, essentiellement inchangée, à partir d'un certain point de départ. Cela ne vaut pas pour l'organisme social. Celui-ci change constamment, par sa vie, ce qui apparaît en lui. Si on veut lui donner une forme supposée la meilleure, dans laquelle il devrait rester, ainsi on sape ses conditions de vie.

Une condition de vie de l'organisme social est qu'a celui qui peut servir la collectivité ²⁴ par ses facultés individuelles ne soient pas pris la possibilité d'un tel service à partir de l'initiative propre. Là où pour tel service, la libre disposition des moyens de production cesse, là l'empêchement de cette libre initiative nuirait aux intérêts sociaux généraux. Ce qui sera habituellement présenter en rapport

[108]

à cette chose, que l'entrepreneur a besoin, comme motivation à son activité, de la perspective sur le gain, qui est liée à la possession du moyen de production : cela ne devrait pas être fait valant ici. Car la façon de penser d'où découle l'opinion d'un développement ultérieur des conditions sociales présentée dans ce livre doit voir dans la libération de la vie spirituelle du système politique et économique, la possibilité qu'une telle incitation puisse devenir caduque. La vie de l'esprit, libérée, développera tout nécessairement la compréhension sociale à partir d'elle-même ; et de cette compréhension se donneront des incitations de toute autre sorte qu'est celle qui repose dans l'espoir d'un avantage économique. Mais il ne peut s'agir seulement d'à partir de quelles impulsions plaît parmi les humains la possession privée des moyens de production, mais de si la libre disposition sur de tels moyens ou ceux réglementés par la communauté, correspond aux conditions de vie de l'organisme social. Et en cela, devra toujours être gardé en vue que l'on ne peut pas prendre en compte, pour l'organisme social actuel, les conditions de vie que l'on croit observer dans les sociétés humaines primitives, mais seulement celles qui correspondent au stade actuel de développement de l'humanité.

A ce stade, l'activité fructueuse des facultés individuelles à travers le capital ne *peut* ²⁵ pas entrer dans le cycle de la vie économique sans la libre disposition du capital. Où devrait être produit en portant des fruits, cette disposition doit être possible, non parce qu'elle apporte des avantages à un individu ou à un groupe d'humains,

[109]

mais parce qu'elle peut le mieux servir la collectivité quand elle est portée de manière appropriée par la compréhension sociale.

Dans une certaine mesure, l'humain est, comme il est lié à l'habileté des membres de ²⁶ son propre corps, lié ainsi à ce qu'il produit/fabrique lui-même ou en communauté avec d'autres. La cessation de la libre disposition des moyens de production équivaut à la paralysie de l'utilisation libre de l'habileté des membres du corps.

Or, la propriété privée n'est rien d'autre que l'intermédiaire/la médiatrice de cette ²⁷ libre disposition. Pour l'organisme social, rien d'autre ne vient en considération, que le propriétaire a le *droit* de disposer de la propriété à partir de sa propre initiative. On



voit, dans la vie sociale, deux choses sont liées l'une à l'autre, qui sont d'une signification entièrement différente pour l'organisme social : *la libre disposition* de la base de capital de la production sociale, et *le rapport de droit*, dans lequel celui qui dispose se présente à d'autres humains par le fait que par son droit de disposition ces autres humains sont exclus de l'activité libre par cette base de capital.

§ 28-37 - Propriété : limitation par la vie de droit, transfert par la vie de l'esprit

Ce n'est pas la libre disposition *originelle* qui conduit à des préjudices sociaux, mais seulement le *maintien* du droit à cette disposition quand ont cessées les conditions qui, d'une manière opportune, lient les facultés humaines individuelles à cette disposition. Qui oriente son coup d'œil sur l'organisme social comme quelque chose qui est en train de devenir, de croître/grandir, pourra mal comprendre ce qui est évoqué ici. Il demandera après la possibilité de savoir comment ce qui sert la vie d'un côté,

[110]

pourra être géré/administré ainsi de manière à ce que cela n'ait pas d'effet néfaste de l'autre côté. Ce qui vit ne peut pas du tout être établi de manière fructueuse autrement que parce que ce qui a été créé entraîne aussi des désavantages. Et si on devait collaborer à un devenant même comme l'humain le doit à l'organisme social, ainsi la tâche ne peut pas consister à empêcher la création d'une institution nécessaire pour éviter des dommages. Car avec cela on sape la possibilité de vie de l'organisme social. Il peut seulement s'agir que sera intervenu au bon instant quand l'approprié se transforme en un nuisible.

La possibilité de disposer librement de la base de capital à partir des facultés individuelles ; doit exister ; le droit de propriété lié avec cela doit pouvoir être transformé à l'instant où il se transforme en un moyen de déploiement injustifié de pouvoir. De nos jours, nous avons mis en place une institution qui tient compte de la demande/l'exigence sociale évoquée ici, uniquement réalisée en partie pour ce que l'on appelle la propriété intellectuelle. Celle-ci passe, quelque temps après la mort du créateur, dans la libre possession de la collectivité. A la base de celle-ci repose une sorte de représentation correspondant à l'essence de la vie en commun humaine. Aussi étroitement liée qu'est aussi la production d'un bien purement spirituel à la dotation individuelle de l'individu : ce bien est en même temps le résultat de la vie en commun sociale et doit être transféré dans celle-ci au bon instant. Mais ce n'est pas différent avec d'autres propriétés. Ce qu'avec cette aide l'individu produit au service de la collectivité, cela est seulement possible dans la participation de cette collectivité. Le droit de disposition sur une propriété ne pourra donc pas être géré/administré séparément des intérêts de cette collectivité. Il n'est pas à trouver un moyen comment éradiquer la propriété à la base de capital, mais un tel, comment pourra être gérée/administrée cette propriété ainsi qu'elle serve de la meilleure manière la collectivité. Ce moyen pourra être trouvé dans l'organisme social tri-articulé. Les humains unis/ 30 associés dans l'organisme social œuvrent comme ensemble par l'état de droit. L'exercice des facultés individuelles appartient à l'organisation spirituelle.

Comme à l'organisme social, tout montre, à une façon de voir qui a une compréhens- 31 sion pour les réalités, et ne se laisse pas complètement dominer par des opinions subjectives, des théories, des vœux/souhaits et ainsi de suite, la nécessité de la tri-articulation de cet organisme, en particulier la question du rapport des facultés hu-



maines individuelles à la base de capital de la vie de l'économie et de la propriété de cette base de capital. L'État de droit n'aura pas à empêcher l'émergence et la gestion de la propriété privée du capital aussi longtemps que les compétences individuelles restent liées à la base de capital ainsi que la gestion signifie un service pour le tout de l'organisme social. Et il restera État de droit vis-à-vis de la propriété privée ; il ne la prendra jamais en sa propre possession, mais provoquera/obtiendra à ce qu'elle passe au bon moment au droit de disposition d'une personne ou d'un groupe de personnes, qui peut de nouveau développer un rapport à la possession conditionné par des rapports individuels. L'organisme social sera servi par cela de deux points de départ entièrement différents.

[112]

A partir du soubassement démocratique de l'État de droit, qui a à faire avec ce qui touche tous les humains de la même façon, pourra être veillé que le droit de propriété ne deviendra pas non-droit de propriété au fil du temps. Parce que cet État n'administre pas la propriété elle-même, mais veille à ce qu'elle soit transférée aux facultés humaines individuelles, celles-ci pourront déployer leur force fructueuse pour l'ensemble de l'organisme social. Aussi longtemps que cela semble approprié, par une telle organisation, les droits de propriété ou la disposition de ces mêmes pourra demeurer dans l'élément personnel. On peut se représenter que les représentants dans l'État de droit donneront à différents moments des lois entièrement différentes sur le transfert de la propriété d'une personne ou d'un groupe de personnes à d'autres. Dans le présent, où une grande méfiance s'est développée dans de larges cercles pour toute propriété privée, un transfert radical de la propriété privée dans la propriété publique est envisagé. Si l'on allait si loin dans cette voie, on verrait comment cela empêcherait l'organisme social de vivre. Instruit par l'expérience on prendrait un autre chemin plus tard. Cependant, il serait sans doute préférable de recourir dans le présent à des institutions qui donneraient à l'organisme social sa santé au sens de ce qui est évoqué ici. Aussi longtemps qu'une personne, pour elle seule ou en lien avec un groupe de personnes, poursuit l'activité de fabrication qu'elle a rassemblée avec une base de capital, le droit de disposer de la masse de capital résultant du capital initial en tant que bénéficiaire d'exploitation devra lui rester si cette dernière est utilisée pour étendre l'opération de production. A partir du moment où une telle personnalité cesse de gérer/administrer la production, cette masse de capital devrait être transféré à une autre personne ou groupe de personnes pour l'exploitation d'une production équivalente ou d'une autre production servant l'organisme social. Aussi ce capital qui sera gagné de l'entreprise de production et qui ne sera pas utilisé pour son agrandissement devrait prendre le même chemin à partir de son apparition. Comme propriété personnelle de la personnalité qui dirige l'entreprise devrait seulement valoir ce qu'elle obtient sur la base des réclamations qu'elle croyait pouvoir faire à la réception de l'entreprise de production à cause de sa faculté individuelle, et qui paraissent justifiées parce qu'elle a obtenu de la confiance d'autres personnes lors de la revendication de ce même capital. Si le capital a été augmenté par l'activité de cette personnalité, ainsi autant de cette augmentation sera transférées à sa propriété individuelle que la multiplication de l'indemnité d'origine/initiale pour la multiplication du capital au sens d'un paiement d'intérêts. - Le capital avec lequel une entreprise de production a été initiée sera, selon la volonté du possesseur initial,



transféré au nouveau gérant/administrateur avec toutes les obligations assumées, ou restitué à celui-ci si le premier gérant ne peut plus ou ne veut plus veiller à l'exploitation/entreprise.

Lors d'un tel aménagement/une telle institution on a à faire à un transfert de droit. Il 32 revient à l'État de droit de prendre les dispositions législatives

[114]

de comment ces transferts doivent avoir lieu. Il aura aussi à veiller sur l'application et aura à diriger son administration. On peut imaginer que, dans le détail, les dispositions régissant un tel transfert de droits seront trouvées correctes de façons très différentes à partir de la conscience de droit. Une façon de représentation qui devrait être *conforme à la réalité*, comme celle présentée ici, ne voudra jamais plus que d'indiquer la *direction* dans laquelle la régulation/la réglementation peut se mouvoir. Si on va dans cette direction avec compréhension, on trouvera toujours quelque chose d'approprié dans le cas particulier. Mais il faudra quand même trouver la bonne chose à partir des circonstances spéciales pour la pratique de la vie conformément à l'esprit de la chose. Plus un mode de pensée est réaliste, moins on voudra établir des lois et des règles pour des choses particulières à partir d'exigences préconçues. - Seulement, de l'autre côté justement l'un ou l'autre résultera de manière décisive de l'esprit de la manière de penser. Un tel résultat est que l'État de droit, par sa gestion des transferts de droits eux-mêmes, n'aura jamais la permission d'arracher à lui le contrôle/la disposition d'un capital. Il aura seulement à veiller que le transfert à une personne ou à un groupe de personnes se passe en laissant ce processus paraître justifié par leurs facultés individuelles. A partir de cette condition préalable, la disposition/détermination aura aussi à valoir tout d'abord très généralement que quiconque a à avancer à un transfert de capital pour les raisons décrites ci-dessus peut décider librement de sa succession dans l'utilisation du capital. Il pourra choisir une personne ou un groupe de personnes,

[115]

ou encore transférer le droit de disposition à une corporation de l'organisation spirituelle. Car quiconque a fourni des services appropriés à l'organisme social par le biais de la gestion du capital jugera également avec une compréhension sociale sur l'utilisation ultérieure de ce capital à partir de ses capacités individuelles. Et il sera plus bénéfique pour l'organisme social si l'on se fonde sur ce jugement que si l'on y renonce et que la réglementation est faite par des personnes qui n'ont pas de lien direct avec la question.

Un type de régulation de cette sorte sera pris en considération pour les masses de ca- 33 pitaux d'un certain montant acquis par une personne ou un groupe de personnes par le biais de moyens de production (auxquels appartient aussi le foncier/les terrains) et qui ne deviennent pas de la propriété personnelle sur la base des exigences/prétentions initialement formulées pour l'exercice des facultés individuelles.

Les acquisitions faites de cette dernière façon et toutes les économies résultant des 34 services du propre travail restent en possession personnelle de cet acquéreur jusqu'au décès de l'acquéreur ou jusqu'à une date tardive/ultérieure de ses descendants. Jusqu'à cette date, un intérêt/loyer à fixer par l'État de droit se donnant/résultant d'une conscience de droit, sera aussi à fournir par celui à qui de telles économies seront données pour la création de moyens de production. Dans un ordre social qui repose sur les bases décrites ici, une séparation complète pourra être accomplie



entre les profits/bénéfices qui viennent en l'état sur la base d'une prestation de travail avec des moyens de production et

[116]

des masses de patrimoine qui seront acquises sur la base du travail personnel (physique et spirituel). Cette séparation correspond à la conscience de droit et aux intérêts de la communauté sociale. Ce que quelqu'un épargne et met à la disposition d'une exploitation/entreprise de production en tant qu'épargne sert l'intérêt général. Car cela rend, en premier/tout d'abord, possible la prestation de production par des facultés humaines individuelles. Ce qui apparaît en multiplication de capital par les moyens de production - après déduction de l'intérêt légitime/légal - cela doit son apparition à l'effet/l'efficacité de l'ensemble de l'organisme social. Cela devrait donc lui refluer de la manière décrite. L'état de droit aura seulement à prévoir une disposition *selon laquelle* le transfert des masses de capital en question se passe de la façon indiquée ; mais ne lui incombera pas de prendre des décisions sur la production matérielle ou intellectuelle vers laquelle un capital transféré ou également un capital épargné est à mettre à disposition. Cela conduirait à une tyrannie de l'État sur la production spirituelle et matérielle. Mais cela sera guidé au mieux pour l'organisme social par les capacités humaines individuelles. Sera seulement laissé librement à celui qui ne veut pas faire lui-même le choix à qui il devrait transférer le capital qui est apparu par lui de se prononcer pour une corporation de l'organisation spirituelle pour le droit de disposition.

Aussi une fortune gagnée par l'épargne passe, avec le gain/bénéfice des intérêts, 35 après le décès de l'acquéreur ou quelque temps après, à une personne ou un groupe de personnes produisant spirituellement ou matériellement - mais *seulement* à une telle, pas à une personne improductive, chez laquelle cela deviendrait

[117]

une rente ---, qui est à choisir par l'acquéreur par dispositions de dernières volontés. Pour cela aussi, quand une personne ou un groupe de personnes ne peut être choisi immédiatement, le transfert du droit de disposition à une corporation de l'organisme spirituel sera envisagé. Ce n'est que si quelqu'un ne prend aucune disposition de sa propre initiative que l'État de droit interviendra pour lui et laissera l'organisation spirituelle prendre la disposition.

Dans un ordre social régulé ainsi, la libre initiative des individus et les intérêts de la 36 communauté sociale sont pris en compte ; en effet, ces derniers sont pleinement satisfaits en mettant la libre initiative individuelle à leur service. Celui qui doit confier son travail à la direction d'un autre humain pourra savoir avec une telle régulation/réglementation que ce qu'il a élaboré avec le dirigeant devient fructueux de la meilleure façon possible pour l'organisme social, donc aussi pour le travailleur lui-même. L'ordre social pensé ici créera un rapport correspondant aux sentiments sains des humains entre les droits de disposition sur le capital incarnés dans les moyens de production, réglementés par la conscience juridique et la force humaine de travail, d'un côté, et les prix des produits créés par les deux, de l'autre côté. - Peut-être que maintes personnes trouveront des imperfections dans ce qui est présenté ici. Elles aimeraient être trouvées. Il ne s'agit pas pour un mode de pensée réaliste de donner une fois pour toutes des « programmes » parfaits, mais de caractériser la direction dans laquelle devrait être travaillé pratiquement. Par de telles indications particulières, comme elles sont faites ici, devra être expliqué de plus près, en fait seulement



à titre d'exemple, la *direction* caractérisée. Un tel exemple aimerait être amélioré. Quand cela se produit seulement dans la direction spécifiée, alors un objectif fructueux peut être atteint.

Les impulsions personnelles justifiées ou familiales se laisseront amener en accord ³⁷ avec les exigences de la communauté humaine par le biais de telles institutions. On pourra certainement souligner que la tentation de transférer la propriété à un ou plusieurs descendants alors qu'on est encore vivants est très grande. Et que l'on peut donc, apparemment, créer des producteurs en de tels descendants, mais qui sont alors incompetents par rapport à d'autres et qui seraient mieux remplacés par ces autres. Cette tentation sera quand même aussi faible que possible dans une organisation contrôlée par les institutions susmentionnées. Car l'Etat de droit a seulement besoin d'exiger qu'en toutes circonstances la propriété qui a été transférée à un membre de la famille par un autre, après le déroulement d'un certain temps après le décès de ce dernier, revienne à une corporation de l'organisation spirituelle. Ou bien le contournement de la règle pourra être empêché par le droit d'une autre façon. L'état de droit veillera seulement à ce *que* ce transfert se passe ; celui qui devrait être destiné à prendre en charge l'héritage, cela devrait être déterminé par une institution issue de l'organisation spirituelle. En remplissant de telles conditions préalables, se développera une compréhension pour ce que les descendants seront rendus aptes à l'organisme social par le biais de l'éducation et de l'enseignement, et non causé des préjudices sociaux par

[119]

le transfert du capital à des personnes improductives. Quelqu'un en qui vit de la réelle compréhension sociale n'a aucun intérêt à ce que son lien avec une base de capital ait un effet sur des personnes ou des groupes de personnes pour lesquelles les facultés individuelles ne justifient pas un tel lien.

§ 38-40 - Deux objections :

1 La société comme unité

2 L'État comme solution différenciée

Personne qui a le sens pour ce qui est réellement réalisable pratiquement ne considé- ³⁸ rera ce qui a été exposé ici comme une simple utopie. Car il sera tout de suite indiqué sur des institutions qui peuvent croître immédiatement des contextes actuels à chaque endroit de la vie. On devra seulement, à l'intérieur de l'État de droit, prendre la décision d'abandonner progressivement l'administration de la vie spirituelle et de l'activité économique et ne pas se défendre quand ce qui devrait se passer, se passe réellement, que des institutions éducatives privées apparaissent et que la vie de l'économie se place sur ses propres soubassements. On n'a pas besoin d'abolir les écoles étatiques et les institutions économiques étatiques d'aujourd'hui à demain, mais à partir de petits débuts peut-être, on verra croître la possibilité que survienne un démantèlement progressif du système de formation et d'économie étatique. Mais avant tout, serait nécessaire que ces personnalités qui peuvent se pénétrer avec la conviction de la justesse des idées sociales exposées ici, ou d'idées sociales similaires, veillent pour leur diffusion. Si de telles idées trouvent de la compréhension, ainsi sera créée, par cela, de la *confiance* dans une possible transformation guérissante des conditions actuelles en de telles qui ne montrent pas ces dommages. Mais cette



confiance est la seule chose

[120]

d'où pourra provenir un développement vraiment sain. Car qui devrait gagner une telle confiance, celui-là doit pouvoir deviner comment de nouvelles institutions peuvent se laisser rattacher pratiquement aux institutions existantes. Et il semble tout de suite que l'essentiel des idées, qui seront développées ici, est qu'elles ne veulent pas amener un avenir meilleur par une destruction encore supplémentaire du présent telle qu'elle est déjà arrivée ; mais que la réalisation de telles idées continue à construire sur l'existant et qu'en continuant à construire, elles provoquent la déconstruction de l'insalubre/du non sain. Une explication qui n'aspire pas à une confiance dans cette direction n'atteindra pas ce qui doit absolument être atteint : un développement ultérieur dans lequel la valeur des biens élaborés et les facultés acquises par l'humain jusqu'à présent ne seront pas jetés au vent, mais préservés. Le penseur le plus radical aussi peut gagner en confiance dans une restructuration sociale sous préservation des valeurs traditionnelles, quand il se voit placé devant des idées qui peuvent introduire un développement vraiment sain. Lui aussi devra se rendre compte que, quelle que soit la classe d'humains qui arrivent au pouvoir/à la domination, elle n'éliminera pas les maux existants, à moins que ses impulsions ne soient portées par des idées qui rendent l'organisme social sain et viable. Désespérer, parce qu'on ne peut pas croire que chez un nombre suffisamment grand d'humains, aussi dans la tourmente du présent, se trouvent de la compréhension pour de telles idées, quand l'énergie nécessaire pourra être appliquée à leur propagation, signifierait désespérer dans la réceptivité de la nature humaine aux impulsions du sain et de l'approprié.

[121]

Cette question, si on devrait désespérer de cela, ne devrait pas être posée du tout, mais seulement l'autre : ce qu'on devrait faire pour rendre aussi puissante que possible l'explication sur des idées éveillant la confiance.

Une diffusion efficace des idées présentées ici sera d'abord empêchée par le fait que ³⁹ les habitudes de pensée de l'époque actuelle ne s'entendront pas avec elles pour deux raisons. Soit on s'objectera sous une quelque forme qu'on ne pourrait se représenter qu'une séparation de la vie sociale uniforme serait possible, puisque quand même les trois branches caractérisées de cette vie sont en réalité partout interdépendantes ; ou on trouvera aussi que dans l'état unitaire, la nécessaire signification indépendante de chacun des trois membres pourrait être atteinte, et qu'en réalité, avec ce qui est décrit ici, serait donner un réseau d'idées qui ne touche pas la réalité. La première objection repose sur ce que serait parti d'une pensée *irréelle*. Que sera cru que les humains peuvent seulement créer une unité de la vie dans une communauté quand cette unité n'est apportée tout d'abord dans la communauté par l'ordre. L'inverse quand même est requis de la réalité de la vie. L'unité doit apparaître comme le *résultat* qui des activités confluant de différentes directions doivent *finalement* produire une unité. Les développements des derniers temps allaient à l'encontre de *cette* idée conforme à la réalité. C'est pourquoi, ce qui vivait dans les humains se dressait contre « l'ordre » amené dans la vie de l'extérieur et conduisait à la situation sociale actuelle. - Le deuxième préjugé provient de l'incapacité d'embrasser du regard les différences radicales

[122]



dans l'œuvre des trois membres de la vie sociale. On ne voit pas comment l'humain a un rapport *particulier* avec chacun des trois membres, qui peut se déployer dans sa particularité seulement quand est disponible dans la vie réelle un terrain/sol existant pour lui-même, sur lequel, isolé des deux autres, ce rapport peut être formé pour coopérer avec eux. Une façon de voir du passé, la physiocratie, pensait : Soit les humains prennent des mesures gouvernementales sur la vie économique, qui s'opposent au /contredisent le libre développement de cette vie ; alors de telles mesures seraient nuisibles. Ou bien les lois vont dans la même direction que va la vie économique elle-même si elle est laissée librement à elle-même ; alors elles seraient superflues. En tant qu'opinion d'école, cette façon de voir a été dépassée ; mais en tant qu'habitude de penser, elle est encore ancrée, dévastatrice, dans les têtes humaines. On pense que quand un domaine de vie suit ses lois, alors de ce domaine de la vie, *tout* devrait se donner de nécessaire pour la vie, quand, par exemple, la vie de l'économie serait réglementée/régulée de telle sorte que les humains éprouvent la réglementation comme une les contentant, alors aussi la vie de droit et d'esprit devraient se donner correctement du sol ordonné de l'économie. Cela n'est pas quand même pas possible. Et seule une pensée qui se tient étrangère à la réalité peut croire que ce serait possible. Dans le cycle de la vie de l'économie, *rien* n'est disponible qui, de soi contiendrait une impulsion pour réguler ce qui découle de la conscience de droit sur le rapport d'humain à humain. Et si l'on veut ordonner ce rapport à partir des motivations/impulsions économiques, ainsi on attellera l'humain avec son travail et avec la disposition sur les moyens de travail dans la vie de l'économie. Il devient un rouage dans une vie de l'économie qui œuvre comme un mécanisme. La vie de l'économie a la tendance à se mouvoir continuellement dans une direction dans laquelle doit être intervenu à partir d'un autre côté. Ce n'est pas quand les mesures de droit se déroulent dans la direction, qui sera produite par la vie de l'économie, qu'elles sont bonnes, ou quand elles vont à l'encontre de celle-ci qu'elles sont nuisibles ; mais quand la direction, dans laquelle la vie de l'économie marche, sera constamment influencée par les droits qui concernent les humains seulement en tant qu'humains, celle-ci pourra conduire à une existence/un être-là digne de l'humaine dans la vie économique. Et seulement alors, quand les capacités individuelles grandissent, complètement séparées de la vie économique, sur un sol propre et redirigent toujours de nouveau les forces des activités économiques qui ne peuvent pas s'en générer elles-mêmes, que l'activité économique pourra aussi se développer d'une façon prospère aux humains.

C'est étrange : dans le domaine de la vie purement extérieure, il est facile de voir ⁴⁰ l'avantage de la division du travail. On ne croit pas que le tailleur devrait élever lui-même sa vache, qui lui fournit du lait. Pour l'articulation globale de la vie humaine, on croit que l'ordre de l'unité devrait être la seule chose fructueuse.

§ 41-47 - Réponse à 1 : la société comme contradiction vivante
> équilibre de différentes institutions

Que des objections doivent tout de suite surgir de tous les côtés, lors d'une direction ⁴¹ sociale des idées qui correspond à la vie réelle, est évident. Parce que la vie réelle crée des contradictions. Et celui qui pense selon cette vie doit vouloir réaliser des institutions dont



les contradictions dans la vie sont équilibrées par d'autres institutions. Il n'a *pas la permission* de croire : une institution qui s'avère être « idéalement bonne » devant son esprit, si elle se réalise, se formerait dépourvue de contradiction. - C'est une exigence parfaitement justifiée du socialisme contemporain que les institutions modernes dans lesquelles sera produit pour l'amour du profit de l'individu seront remplacées pour l'amour de la consommation de tous. Seul tout de suite celui qui reconnaît *pleinement* cette exigence ne pourra pas arriver à la conclusion de ce récent socialisme : les moyens de production doivent donc être transférés de la propriété privée à la propriété publique. Il devra beaucoup plus reconnaître la toute autre conclusion : Ainsi, ce qui est produit de manière privée sur la base de l'efficacité individuelle doit être reconduit à la collectivité par les chemins appropriés. L'impulsion économique de ces derniers temps a été de générer des encaissements grâce à la quantité de biens produits ; l'avenir devra s'efforcer de trouver la meilleure sorte de production et trouver les chemins du producteur au consommateur par des associations à partir de la consommation nécessaire. Les institutions de droit veilleront à ce qu'une entreprise de production reste associée à une personne ou à un groupe de personnes seulement aussi longtemps que ce lien est justifié à partir de leurs facultés individuelles. Au lieu de la *propriété commune* des moyens de production, un *cycle* de ces moyens fera son apparition dans l'organisme social, qui les amène toujours de nouveau à ces personnes dont les facultés individuelles peuvent les rendre utiles de la meilleure façon possible à la communauté.

De cette façon, le lien entre la personnalité et moyen de production sera temporairement établi, qui avait été auparavant effectué par la possession privée. Car le dirigeant d'une entreprise et ses sous-directeurs auront à remercier aux moyens de production que leurs capacités leur apportent un revenu conforme à leurs exigences. Ils ne manqueront pas de rendre la production aussi parfaite que possible, parce que l'augmentation de cette production ne leur apportera certes pas le plein profit, mais quand même une partie des bénéfices. Le profit s'écoule donc quand même seulement à la collectivité au sens de ce qui a été expliqué précédemment, jusqu'au degré qui se donne, après déduction des intérêts qui reviennent au producteur à cause de l'augmentation de la production. Et cela repose en fait dans l'esprit de ce qui est décrit ici que lorsque la production recule, le revenu du producteur aurait à se réduire comme il s'augmente avec l'expansion de la production. Mais le revenu découlera toujours de la prestation spirituelle du dirigeant, et non d'un tel profit, qui repose sur des rapports qui ne sont pas basés sur le travail spirituel d'un entrepreneur, mais ont leur base de l'interaction des forces de la vie en commun.

On pourra voir que par la réalisation de telles idées sociales comme elles sont décrites ici, les institutions qui existent actuellement prendront une toute nouvelle signification. La propriété cesse d'être ce qu'elle a été jusqu'à présent. Et elle n'est pas ramenée/reconduite à une forme surmontée, comme la représenterait la propriété commune, mais elle sera poursuivie jusqu'à quelque chose de pleinement nouveau. Les objets de la propriété seront amenés dans le flux de la vie sociale. L'individu ne peut pas les administrer/gérer par intérêt privé au détriment de la collectivité ; mais aussi la collectivité ne pourra pas les administrer bureaucratiquement au détriment de l'individu ; c'est plutôt l'individu approprié qui trouvera l'accès à elles afin de



pouvoir servir la collectivité par elles.

Un sens pour l'intérêt général peut se développer par la réalisation de telles impul- 43
sions qui placent le fait de produire/le produire sur une base saine et protègent l'or-
ganisme social des risques de crises. - En outre, une administration qui a seulement à
faire avec le cycle de la vie de l'économie peut conduire à des équilibres qui se
donnent quelque peu de ce cycle comme nécessaires. Si, par exemple, une entreprise
devait ne pas être en situation de payer à ses prêteurs les intérêts de leurs économies
de travail, ainsi sera, quand il sera quand même reconnu comme correspondant à un
besoin, le manquant pourra être imputé à d'autres entreprises de l'économie après
libre accord avec toutes les personnes finalement impliquées. Un cycle économique
fermé en lui-même, qui reçoit la base de droit de l'extérieur et l'afflux continu de fa-
cultés humaines individuelles émergentes/venant au jour, aura seulement à faire en
soi avec faire l'économie/l'activité économique. Il pourra être par cela l'initiateur
d'une distribution de biens qui donnera à chacun ce qu'il peut avoir d'une façon cor-
recte d'après la prospérité de la communauté. Quand un semblera avoir plus de reve-
nus qu'un autre, ce sera seulement parce que le « plus » revient à la collectivité à
cause de ses facultés individuelles.

[127]**

Un organisme social qui se forme à la lumière de la sorte de représentation décrites 44
ici pourra réguler les prélèvements/taxes nécessaires à la vie de droit par un accord
entre les dirigeants de la vie de droit et ceux de la vie de l'économie. Et tout ce qui est
nécessaire pour l'entretien de l'organisation spirituelle s'écoulera à celle-ci de la
libre compréhension pour la rémunération s'en suivant du côté des individus qui
sont impliqués dans l'organisme social. Cette organisation spirituelle aura son fonde-
ment sain dans l'initiative individuelle se faisant valoir par la libre concurrence des
personnes isolées capables de travail spirituel.

Mais *seulement* dans l'organisme social pensé ici, l'administration du droit trouvera la 45
compréhension nécessaire pour une distribution équitable des biens. Un organisme
économique qui ne prend pas en compte le travail des humains à partir des besoins
des différentes branches de la production, mais qui a à gérer avec ce que le droit pos-
sible rend pour lui, déterminera la valeur des biens en fonction de ce que les humain
lui fournissent. Il ne laissera pas fournir aux humains ce qui est déterminé par la va-
leur des biens qui ont été créés indépendamment du bien-être et de la dignité hu-
maine. Un tel organisme verra des droits découlant/qui se donnent de conditions/
rapports purement humains. Les enfants auront le droit à l'éducation ; le père de fa-
mille pourra avoir un revenu plus élevé que le travailleur célibataire. Le « plus » lui
reviendra par le biais d'institutions qui seront fondées par des accords des trois orga-
nisations sociales. De telles institutions peuvent exprimer le droit à l'éducation par le
fait que, selon les conditions générales de l'économie, l'administration de l'organisa-
tion économique mesure le niveau possible des revenus de l'éducation et que l'État
de droit fixe les droits de l'individu après l'expertise de l'organisation spirituelle. De
nouveau, cela repose dans la façon d'une pensée conforme à la réalité qu'avec une
telle indication seulement comme par un exemple, la direction sera décrite dans la-
quelle les institutions pourront être effectuées. Il serait possible que pour le détail
des institutions d'un type complètement différent soient jugées correcte. Mais ce
"correct" se laissera trouver seulement à travers l'interaction conforme au but des



trois membres indépendants de l'organisme social. Ici, pour cette description, j'aimerais, contrairement à beaucoup de ce qui est considéré comme pratique dans le présent, mais qui ne l'est pas, trouver le vraiment pratique qui repose à la base de la façon de penser, à savoir une articulation de l'organisme social telle que les humains font le conforme au but social dans cette articulation.

Tout comme le *droit* des enfants à l'éducation, se tient le droit des personnes âgées, 46 des handicapés, des veuves, des malades, à un entretien de subsistance/de la vie, auquel la base de capital doit s'écouler du cycle de l'organisme social, d'une façon similaire à l'apport de capital caractérisé pour l'éducation de ceux qui ne sont pas encore eux-mêmes capable de prestation. L'essentiel dans tout cela est que la détermination de ce qu'une personne ne gagnant pas elle-même reçoit en tant que revenu ne devrait pas résulter de la vie de l'économie, mais au contraire que la vie de l'économie devienne dépendante en cette relation de ce qui se donne de la conscience de droit.

[129]

Ceux qui travaillent dans un organisme de l'économie auront d'autant moins de ce qu'ils ont fournis grâce à leur travail, que plus devra s'écouler pour ceux qui ne gagnent rien. Mais le « moins » sera porté également par tous ceux qui sont impliqués dans l'organisme social quand les impulsions sociales pensées ici trouveront leur réalisation. Par l'État de droit, isolé de la vie de l'économie, ce qui est une affaire générale de l'humanité, l'éducation et l'entretien des personnes qui ne sont pas aptes au travail, seront vraiment aussi faite une telle affaire, car dans le domaine de l'organisation de droit, œuvre ce en quoi *tous les humains devenus majeurs* ont leur mot à dire.

Un organisme social, qui correspond au type de représentation décrit ici, transférera 47 la prestation excédentaire/en sus/supplémentaire qu'un humain accompli sur la base de ses facultés individuelles, justement ainsi dans la collectivité, comme pour la prestation moindre des moins capables, il prendra l'entretien justifié de cette collectivité. La « valeur ajoutée » ne sera pas créée pour la jouissance injustifiée de l'individu, mais pour l'augmentation de ce qui peut reconduire des biens de l'âme ou matériels à l'organisme social ; et pour le soin de ce qui surgit du sein dans cet organisme, sans que cela puisse le servir immédiatement.

§ 48-52 - Réponse à 2 : l'État comme solution inadaptée

> Gestion de la monnaie et fixation des prix par la vie économique

Quiconque a tendance à croire que tenir séparés des trois membres de l'organisme 48 social a seulement une valeur idéale, et qu'elle se donnerait d'« elle-même » dans le cas d'un organisme d'État uniformément structuré ou d'une coopérative économique fondée sur la propriété publique des moyens de production dans tout le pays, devrait porter son attention sur la sorte particulière d'institutions sociales

[130]

qui doivent se donner lorsque la tri-articulation sera réalisée. Là ne sera, par exemple, plus à reconnaître l'administration d'État de l'argent comme moyen de paiement légal, mais cette reconnaissance reposera sur les mesures partant des corps d'administration de l'organisation de l'économie. Dans un organisme social sain, l'argent ne peut être rien d'autre qu'une information sur des marchandises qui sont produites par d'autres et que l'on peut percevoir du domaine d'ensemble de la vie de



l'économie parce qu'on a soi-même déposé des marchandises produites dans ce domaine. Par le biais de la circulation de l'argent, une zone économique devient une économie unitaire. Chacun produit pour chacun par le détour de toute la vie de l'économie. A l'intérieur du domaine de l'économie, on a seulement à affaire avec des valeurs de marchandises. Pour ce domaine, les *prestations* issues des organisations spirituelles et étatiques prennent aussi le caractère de marchandises. Ce qu'un enseignant fournit à ses élèves est une marchandise pour le cycle de l'économie. A l'enseignant seront justement aussi peu payées ses facultés individuelles, qu'au travailleur sa force de travail. Aux deux ne pourra être payé que ce qui, sortant d'eux, peut être marchandise et marchandises dans le cycle de l'économie. Comment l'initiative libre, comment le droit devraient œuvrer afin que la marchandise vienne en l'état, cela repose justement ainsi *en dehors* du cycle de l'économie justement ainsi que l'effet des forces de la nature sur le rendement du grain dans une année bénie ou une année maigre. Pour le cycle de l'économie, l'organisation spirituelle en termes de ce qu'elle demande comme rendement économique, *et aussi l'État*, sont des producteurs particuliers de marchandises. Seulement ce qu'ils produisent n'est pas marchandise à l'intérieur de leur

[131]

propre domaine, mais cela devient marchandise lorsque cela sera repris/absorbé par le cycle de l'économie. Elles ne gèrent pas selon l'économie dans leurs propres domaines ; l'administration de l'organisme de l'économie gère économiquement ce qui est fourni par elles.

La valeur purement économique d'une marchandise (ou d'un service), aussi loin ⁴⁹ qu'elle s'exprime dans l'argent qui représente sa contre valeur, dépendra de l'opportunité avec laquelle la *gestion* de l'économie est organisée au sein de l'organisme économique. Cela dépendra des mesures de cette administration, dans quelle mesure peut se développer la fertilité économique qui sera créée sur des bases spirituelles et juridiques par les autres membres de l'organisme social. La valeur de l'argent d'une marchandise sera alors l'expression pour ce que cette marchandise est produite par les institutions de l'organisme économique dans la quantité correspondant aux besoins. Si les conditions énoncées dans cet écrit étaient remplies, ce ne serait pas l'impulsion de l'organisme économique qui veut accumuler de la richesse par la simple quantité de production qui serait décisive, mais elle adapterait la production des biens aux besoins par des coopératives émergentes et se reliant des façons les plus diverses. Par cela sera établi le rapport correspondant entre la valeur de l'argent et les institutions de production dans l'organisme social*.

[132]

Dans un organisme social sain, cet argent sera vraiment seulement une mesure de valeur ; car derrière chaque pièce d'argent ou billet, se tient la prestation de marchandises sur laquelle seule le possesseur de l'argent peut être venu à l'argent. De la nature des circonstances/rapports, des institutions se feront nécessaires qui retireront à l'argent sa valeur pour le détenteur quand il a perdu la signification justement caractérisée. Sur de telles institutions a déjà été indiqué. La possession d'argent sera transférée à la collectivité sous une forme appropriée après une certaine période de temps. Et pour que l'argent qui ne travaille pas dans des entreprises de production



ne soit pas retenu par des détenteurs en contournant les mesures de l'organisation économique, la refonte ou la réimpression peut avoir lieu de temps en temps. A partir de telles circonstances, se donnera toutefois que les intérêts perçus d'un capital diminueront toujours au fil des années.

[133]

L'argent s'usera comme les marchandises s'usent. Une telle mesure à prendre par l'État sera quand même équitable. Des « intérêts sur les intérêts » il ne pourra y avoir. Qui fait des économies a toutefois accompli des prestations qui lui donnent droit à une contre-prestation sur des marchandises ultérieures, comme des prestations actuelles sur l'échange de contre-prestations actuelles ; mais les prétentions peuvent seulement aller jusqu'à une certaine limite ; parce que les prétentions provenant du passé peuvent seulement être satisfaites par des prestations de travail du présent. De telles revendications n'ont pas la permission de devenir un moyen de violence économique. Par la réalisation de telles conditions préalables, la *question monétaire* sera mise sur une base saine. Parce que peu importe comment la *forme de l'argent* change par d'autres circonstances : La *monnaie* sera l'institution raisonnable de l'ensemble de l'organisme de l'économie par cette gestion. Un État ne résoudra jamais la question monétaire de manière satisfaisante par des *lois* ; les États actuels ne la résoudront que s'ils renoncent à la solution de leur côté et la laissent à l'organisme de l'économie ce qui est nécessairement séparé d'eux.

*Seulement par une administration de l'organisme social, qui vient en état de cette façon dans l'interaction libre des trois membres de l'organisme social, s'installera comme résultat pour la vie de l'économie un rapport sain de prix des biens produits. Cela doit être ainsi que chaque travaillant reçoive pour un produit autant de contre-valeur qu'il lui est nécessaire pour satisfaire l'ensemble ses besoins et ceux personnes qui lui appartiennent jusqu'à ce qu'il ait de nouveau fabriqué un produit du même travail. Un tel rapport de prix ne peut pas survenir par fixation officielle, mais doit se donner comme résultat de la vivante collaboration des associations actives dans l'organisme social. Mais cela se produira lorsque la collaboration reposera sur la saine collaboration des trois membres d'organisation. Cela doit se donner avec la même certitude qu'un pont durable doit se donner quand il est construit selon les lois mathématiques mécaniques correctes. On peut naturellement faire l'objection sociale évidente qui suit, que la vie sociale ne suivrait pas ainsi ses lois comme un pont. Mais personne ne fera une telle objection, qui parvient à reconnaître, comment dans la présentation de ce livre sera justement pensé à des lois vivantes et non mathématiques sous-jacentes.

On parle beaucoup de la division moderne du travail, de ses effets en termes d'écono- 50
mie de temps, de perfection des marchandises, d'échange de marchandises, etc. mais porte peu attention sur comment elle influence le rapport de l'humain particulier à sa *prestation* de travail. Qui travaille dans un organisme social axé sur la division du travail *n'acquiert* en fait jamais son propre revenu lui-même, mais l'acquiert plutôt par le travail de *tous* ceux qui sont impliqués dans l'organisme social. Un tailleur qui fabrique un

[134]

costume pour son propre usage ne se place pas dans le même rapport à lui-même qu'un homme qui, dans des conditions primitives, a encore à veiller à tout ce dont il a besoin pour l'entretien de sa vie. Il se fait le costume pour faire des vêtements pour d'autres ; et la *valeur* du costume pour lui dépend *entièrement* des prestations des autres. Le costume est en fait un moyen de production. Maint dira qu'il s'agit d'une division de concept. Aussitôt qu'il regardera vers la *formation de la valeur* des marchandises dans le cycle de l'économie, il ne pourra plus avoir cette opinion. Alors il verra qu'on ne peut pas travailler pour soi-même dans un organisme économique basé sur la division du travail. On peut seulement travailler pour d'autres et laisser les autres travailler pour soi. On peut justement aussi peu travailler pour soi-même,



qu'on peut peut se manger soi-même. Mais on peut édifier des institutions qui contredisent l'essence de la division du travail. Cela se passe lorsque la production de biens sera seulement ajustée pour être transmise à l'humain individuel en tant que propriété, ce qu'il peut quand même seulement produire comme prestation à travers sa position dans l'organisme social. La division du travail pousse l'organisme social à ce que l'être humain individuel y vive selon les conditions de l'organisme entier ; elle exclut *économiquement* l'égoïsme. Si cet égoïsme est quand même disponible sous la forme de privilèges de classe et du genre, un état socialement insoutenable apparaît, ce qui conduit à des ébranlements de l'organisme social. C'est dans de tels contextes que nous vivons aujourd'hui. Il aimerait y en avoir maints que rien ne tient à ce que l'on exige que les relations de droit et d'autres choses doivent s'orienter d'après la création libre d'égoïsme de la division du travail. Un tel aimerait alors tirer la

[135]

conséquence de ses pré-requis. Ce serait : on ne pourrait absolument rien faire ; le mouvement social ne pourrait mener à rien. On ne peut toutefois rien faire de fructueux en rapport à ce mouvement si l'on ne veut pas donner son droit à *la réalité*. La façon de penser à partir de laquelle la présentation donnée ici est écrite veut établir ce que l'être humain doit faire au sein de l'organisme social, selon ce qui découle des conditions de vie de cet organisme.

Celui qui peut seulement former ses conditions d'après les institutions habituelles, ⁵¹ deviendra anxieux lorsqu'il entendra que le rapport du chef du travail avec le travailleur devrait être détaché de l'organisme de l'économie. Car il croira qu'un tel détachement entraînera une dévaluation monétaire et un retour à des conditions économiques primitives. (Le Dr Rathenau exprime dans son écrit « Nach der Flut » (« après l'inondation ») de telles opinions qui semblent justifiées de son point de vue). Mais ce danger sera contré par la tri-articulation de l'organisme social. L'organisme de l'économie placé sur lui-même, en association avec l'organisme de droit, sépare complètement les rapports d'argent des rapports de travail placés sur le droit. Les rapports de droit ne pourront pas avoir une influence immédiate sur les rapports d'argent. Car ces derniers sont le résultat de la gestion de l'organisme de l'économie. Le rapport de droit entre le directeur du travail et le travailleur ne pourra pas être exprimé unilatéralement en valeur d'argent, parce que celui-ci en est un, après élimination du salaire, qui représente un rapport d'échange de marchandise et de force de travail, juste le critère/la mesure pour la valeur

[136]

mutuelle des biens (et des services). - Si l'on considère les *effets* que la tri-articulation a sur l'organisme social, on doit gagner la conviction qu'elle conduira à des institutions qui ne sont pas disponibles dans les formes d'état jusqu'à maintenant.

Et à l'intérieur de ces institutions, ce qui est actuellement éprouvé comme *une lutte* ⁵² *de classe* pourra être éliminé. Car cette lutte repose sur l'attelage du salaire du travail dans le cycle de l'économie. Cet écrit présente une forme de l'organisme social dans lequel le concept de *salaire du travail* subit une transformation comme l'ancien concept de *propriété*. Mais par cette transformation sera créé un contexte social *plus viable* pour les humains. - Seule une évaluation/un jugement frivole pourra trouver qu'avec la réalisation de ce qui est décrit ici rien de plus ne serait fait avec le salaire



du temps de travail s'il était transformé en salaire à la pièce. Il se peut qu'une vue unilatérale de la chose mène à ce jugement. Mais cette vision unilatérale n'est pas décrite ici comme la vision correcte, mais c'est le remplacement du rapport de salaire/salarial/de rémunération par la relation de partage contractuel en rapport de la prestation commune du directeur du travail et du travailleur *en lien avec l'ensemble de l'institution de l'organisme social* qui est envisagé. Celui à qui apparaît la partie du bénéfice de la prestation revenant au travailleur comme un salaire à la pièce ne se rend pas compte que ce « salaire à la pièce » (qui n'est en fait pas un « salaire ») amène à l'expression dans la valeur de ce qui est fourni d'une façon qui amène la situation sociale du travailleur dans un rapport tout autre de celle qu'est celui qui est apparu de la domination de classe conditionnée unilatéralement économiquement. L'exigence après l'élimination de la lutte de classe sera satisfaite avec cela. - Et quiconque se reconnaît à l'opinion qui peut aussi être entendue nommément dans les cercles socialistes : *l'évolution* elle-même devrait apporter la solution de la question sociale, on ne pourrait pas établir des vues qui devraient être réalisés, à cela doit être répliqué : Certes, le développement/l'évolution devra apporter le nécessaire ; mais dans l'organisme social, les impulsions des idées des humains sont des *réalités*. Et quand le temps aura un peu progressé et que ce qui peut seulement être pensé aujourd'hui sera *réalisé* : alors ce réalisé sera justement dans l'évolution. Et ceux qui s'en tiennent « seulement à l'évolution » et non à la fourniture d'idées fructueuses, devront se laisser du temps avec leur jugement jusqu'à ce que ce qui est pensé aujourd'hui sera évolution. Mais il sera alors trop *tard* pour accomplir certaines choses qui sont déjà exigées par les faits *actuels*. Dans l'organisme social, il n'est pas possible de considérer l'évolution *objectivement* comme dans la nature. Il faut *provoquer* l'évolution. C'est pourquoi il est fatal pour une pensée sociale saine qu'elle soit actuellement confrontée à des points de vue qui veulent "prouver" ce qui est socialement nécessaire, comme on le "prouve" dans les sciences naturelles. Une "preuve" dans la conception sociale de la vie ne peut être donnée qu'à celui qui peut intégrer dans sa vision ce qui ne se trouve pas seulement dans *l'existant*, mais ce qui est en germe dans les impulsions humaines - souvent à leur insu - et qui veut se réaliser.

[138]

§ 53 - L'activité du juge n'est pas partie constitutive de la vie de droit, mais de la vie de l'esprit

L'un de ces effets par lequel la tri-articulation de l'organisme social aura à prouver/ 53 démontrer sa justification dans l'essence de la vie sociale humaine est le détachement de l'activité judiciaire des institutions étatiques. A ces dernière il incombera de fixer les droits qui ont à exister entre les humains ou les groupes d'humains. Mais trouver les jugements eux-mêmes, cependant, repose dans des institutions qui sont formées à partir de l'organisation spirituelle. Trouver ces jugements est dépend dans une large mesure de la possibilité que le juge ait un sens et une compréhension pour la situation individuelle de quelqu'un à juger. Un tel sens et une telle compréhension seront seulement disponibles si les mêmes liens de confiance par lesquels les gens se sentent attirés par les institutions de l'organisation spirituelle sont également décisifs pour l'établissement des tribunaux. Il est possible que l'administration de l'organisation spirituelle établisse les juges qui peuvent être retirés de différentes classes de professions spirituelles et qui aussi, après un certain temps, retournent à leurs



propres professions. Dans certaines limites, chaque homme a alors la possibilité de se choisir, pour cinq ou dix ans, parmi les désignés/sélectionnés, la personnalité en laquelle il a autant de confiance que, dans ce temps, s'il y a lieu, il veut en accepter la décision dans un cas privé ou criminel. Il y aura alors toujours tellement de juges à proximité du lieu de résidence de chaque humain que ce choix aura une signification. Le demandeur doit alors toujours s'adresser au juge responsable de l'accusé. - Qu'on considère quelle signification radicale aurait eu une telle institution aurait dans les régions austro-hongroises. Dans les contrées aux langues mélangées, un ressortissant de n'importe quelle nationalité aurait pu choisir un juge de son peuple. Quiconque connaît les rapports/les conditions autrichienne peut aussi savoir dans quelle mesure une telle institution aurait pu contribuer à l'équilibre dans la vie des nationalités. - Mais en dehors des nationalités, il y a de vastes domaines de la vie pour lesquels le déploiement sain d'une telle institution peut avoir un effet bénéfique. - Pour une plus étroite connaissance du droit, les juges et les tribunaux nommés de la manière décrite ci-dessus seront assistés par des fonctionnaires dont l'élection/le choix est aussi à être effectuée par l'administration de l'organisme spirituel, mais qui n'ont pas à se juger eux-mêmes. Des cours d'appel devront justement être mises en place ainsi à partir de cette administration. Cela reposera dans l'essence de cette vie qui se joue à travers la réalisation de telles conditions qu'un juge peut être proche des habitudes de vie et des façon d'éprouver de ceux qui sont à juger, qu'il se familiarise avec les cercles de vie de ceux qui seront jugés à travers sa vie en dehors de la fonction de juge - qu'il ne présidera qu'un certain temps. Tout comme l'organisme social sain attirera la compréhension sociale des personnes impliquées dans sa vie au sein de ses institutions, il en sera de même pour l'activité judiciaire. L'exécution des jugements revient à l'Etat de droit.

[139]***

§ 54-55 - *Différence entre la triarticulation sociale et l'ordre en états sociaux*

[03/55] Il n'est pas nécessaire de décrire ici pour le moment les institutions qui sont nécessaires pour d'autres domaines de la vie que ceux mentionnés ici à la suite de la réalisation de ce qui est présenté ici. Cette description prendrait bien sûr un espace illimité.

[140]***

Les institutions particulière de la vie présentées auront montré que la façon de pensée sous-jacente n'est pas, comme certains pourraient le penser - et comme a été cru lorsque j'ai présenté oralement ce qui a été décrit ici et là - un renouvellement des trois états/castes : état de nutrition, de défense et d'enseignement. Le contraire de cette articulation en états est ambitionné. Les humains ne seront intégrés/enarticulés *socialement* ni dans des classes ni dans des états, mais l'organisme social lui-même sera articulé en membres. Mais c'est précisément à cause de cela que l'être humain peut véritablement être humain. Car l'articulation des membres sera telle qu'il s'enracinera avec sa vie dans chacun des trois membres. Dans le membre de l'organisme social dans lequel il se tient par sa profession, il se tiendra avec un intérêt objectif ; et avec les autres il aura des relations pleines de vie, car leurs institutions se tiendront dans un rapport avec lui qui promeut/exige de telles relations. L'organisme social qui est séparé des êtres humains et constitue la base de leur vie sera divisé en trois



parties ; chaque être humain en tant que tel sera un élément liant des trois membres.

[141]

IV. RELATIONS INTERNATIONALES DES ORGANISMES SOCIAUX

FG v.01 10/06/2019

§ 01-04 - Principe de la triarticulation sociale valable non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur

L'articulation interne de l'organisme social sain rend également les relations interna- 01
tionales tri-articulées. Chacun des trois domaines aura sa propre relation avec les do-
maines correspondants des autres organismes sociaux. Les relations économiques
d'un territoire (NDT : Landesgebiete : lit : pays puis domaine/secteur) seront éta-
blies avec celles d'un autre, sans que les relations des États de droit aient une in-
fluence immédiate là-dessus*. Et inversement, les rapports des États de droit se déve-
lopperont dans certaines limites/frontières, en toute indépendance des relations
économiques. Par cette indépendance dans la *constitution* des relations, celles-ci
pourront œuvrer compensatrices les unes sur les autres en cas de conflit. Des pen-
dants d'intérêts des organismes sociaux particuliers se donneront, qui laisseront les
frontières de pays apparaître comme insignifiantes pour la coexistence/vie en com-
mun des êtres humains. - Les organisations spirituelles des différents secteurs de
pays pourront entrer en relation

[142]

les unes aux autres, qui se donneront *seulement* de la vie commune de l'esprit de
l'humanité elle-même. La vie de l'esprit, indépendante de l'État et placée sur elle-
même, formera des conditions/rapports qui sont alors impossibles quand la recon-
naissance des prestations spirituelles ne dépend pas de l'administration d'un orga-
nisme spirituel, mais de l'État de droit. En cette relation, ne règne aussi aucune diffé-
rence entre les prestations de la science internationale entièrement évidente/mani-
feste et celles d'autres domaines spirituels. Un domaine spirituel représente égale-
ment la langue d'un peuple et tout ce qui en résulte en pendant immédiat avec la
langue. La conscience de peuple elle-même appartient à ce domaine. Les humains
d'une région linguistique n'entrent pas en conflit contre nature avec ceux d'une
autre s'ils ne veulent pas se servir de l'organisation étatique ou du pouvoir écono-
mique pour affirmer/faire valoir leur culture de peuple. Si une culture de peuple a
une plus grande faculté de propagation et de fertilité spirituelle qu'une autre, ainsi la
propagation sera justifiée, et elle se déroulera pacifiquement, si elle se réalise seule-
ment par les institutions qui sont dépendantes des organismes spirituels.

* Qui objecte contre cela que les rapports de droit et d'économie forment quand-même un tout en réalité et ne
pourront être séparées les unes des autres, il ne fait pas attention à ce dont il s'agit avec l'articulation pensée ici.
Dans l'ensemble du processus d'échange/de trafic, les deux rapports agissent évidemment comme un tout. Mais
c'est quelque chose d'autre, si on façonne des droits à partir de besoins économiques ; ou si on les façonne à par-
tir des sensibilités élémentaires au droit et, laisse interagir avec le trafic commercial, ce qui en résulte.

Actuellement, la tri-articulation de l'organisme social se heurtera encore à la résis- 02
tance la plus aigüe des contextes/pendants humains qui se sont développés à partir
des points communs des langues et des cultures de peuple. Cette résistance devra se
briser au le but que l'humanité dans son ensemble devra se fixer de plus en plus
consciemment des nécessités de la vie des temps nouveaux. Cette humanité sentira



que chacune de ses parties peut seulement parvenir à une existence véritablement digne de l'humain

[143]

quand elle se lie vigoureusement avec toutes les autres parties. Les contextes/pendants de peuple, à coté d'autres impulsions conformes à la nature, sont les causes par lesquelles les points communs juridiques et économiques se sont historiquement formés. Mais les forces par lesquelles les Volkstümer (NDT : traditions/identités de peuple...) grandissent doivent se déployer dans une interaction qui n'est pas inhibée par les relations que les corps de l'État et des coopératives économiques développent les uns aux autres. Cela sera atteint quand les communautés de peuple procèdent à/mettent à exécution la tri-articulation interne de leurs organismes sociaux ainsi que chacun des membres puisse déployer ses relations indépendantes/autonomes aux autres organismes sociaux.

Par cela se créent des pendants *multiformes* entre peuples, États et corps économiques, qui relie chaque partie de l'humanité avec d'autres parties ainsi que l'une, dans son propre intérêt, partage (NDT « mitempfinden » : litt : éprouve avec) la vie de l'autre. Une Société des Nations/une union des nations *naît* à partir d'impulsions de base conformes à la réalité. Elle ne devra pas être « instituée » de façons juridiques unilatérales de voir* (NDT : ou bien de façons de voir de droit unilatérales).

* Qui voit des « utopies » dans de telles choses ne se rend pas compte qu'en vérité la réalité de la vie aspire à cette institution tenue pour utopique par lui, et que les dommages à cette réalité viennent tout de suite de ce que ces institutions ne sont pas là.

D'une signification particulière doit apparaître une pensée conforme à la réalité, que les objectifs décrits ici d'un organisme social ont certes leur validité pour l'ensemble de l'humanité, mais qu'ils pourront être réalisés par *chaque* organisme social *particulier*, égal, comment d'autres pays se comportent pour l'instant à cette réalisation/concrétisation.

[144]

Si un organisme social s'articule en trois domaines conformes à la nature, ainsi les représentations de ceux-ci peuvent entrer dans des relations internationales avec les autres en tant que collectivité unitaire, aussi quand ces autres n'ont pas encore entrepris cette articulation pour eux-mêmes. Qui procède avec cette articulation œuvrera pour un but commun de l'humanité. Ce qui devrait être fait s'imposera beaucoup plus par la force que manifeste un but *dans la vie*, enraciné dans des impulsions réelles de l'humanité, qu'à partir d'une déclaration en congrès et des rendez-vous. Ce but est *pensé* sur la base de la réalité ; dans la vie réelle, il se laisse poursuivre/ambitionner à chaque point des communautés humaines.

§ 5 - Méconnaissance de ce principe comme cause de guerre

Qui, au cours des dernières décennies, a suivi les processus dans la vie des peuples et des États d'un point de vue, comme celui de cette présentation, a pu percevoir comment les formations d'États, devenues historiques, avec leur combinaison/résumer de vie de l'esprit, de droit et d'économie, se sont amenées dans des relations internationales qui ont conduit à une catastrophe. Mais un tel pouvait aussi voir justement ainsi comment, à partir d'impulsions inconscientes de l'humanité, les contre-forces indiquaient à la tri-articulation. Celle-ci sera le remède contre les ébranlements qu'a causés le fanatisme à l'unité. Mais la vie des « dirigeants donnant la mesure » n'était



pas adaptée/enclenchée à voir ce qui se préparait depuis longtemps. Au printemps et au début de l'été 1914, on pouvait encore entendre des « hommes d'État » parler de ce que la paix en Europe était assurée par la prévoyance humaine grâce aux efforts des gouvernements. Ces « hommes d'État »

[145]

n'avaient justement aucune idée de ce qu'ils faisaient et parlaient n'avait plus rien à voir avec le cours des événements réels. Mais ils valaient comme les « praticiens ». Et à cette époque, valait volontiers comme « rêveur », qui contrairement aux façons de voir des « hommes d'État », se formait au cours des dernières décennies des façons de voir, comme l'auteur de ces explications l'avait déclaré des mois durant avant la catastrophe de la guerre finalement devant un petit public à Vienne (il aurait probablement été moqué devant un public plus large). Il disait sur ce qui menaçait, à peu près ce qui suit : Les tendances de vie qui prévalent dans le présent deviendront de plus en plus fortes, jusqu'à ce qu'elles s'annihilent finalement en elles-mêmes. Là, celui qui voit spirituellement à travers la vie sociale, voit comment partout des tendances terribles se transforment en ulcérations sociales/abcès sociaux. C'est le grand souci culturel qui se présente pour celui qui voit à travers l'existence/l'être-là. C'est la chose terrible qui agit si oppressante et qui même alors, quand on pourrait réprimer sinon tout enthousiasme pour le connaître des processus de la vie par le moyen d'une science connaissant l'esprit, devrait vous amener à parler du remède ainsi que l'on aimerait pour ainsi dire *crier en vis-à-vis* des paroles au monde la dessus. Quand l'organisme social continue à se développer ainsi qu'il l'a fait jusqu'à présent, alors apparaîtront des dommages de la culture, qui pour cet organisme, sont la même chose que ce que sont des *formations de cancer* dans l'organisme naturel humain. Mais la façon de voir la vie des cercles dirigeants forma sur ce sous-bassement de la vie, qu'ils ne pouvaient et ne voulaient pas voir, des impulsions qui ont conduit à des mesures qui auraient dû ne pas être prises et à aucunes qui étaient propres à fonder la confiance entre les différentes communautés humaines. - Qui croit que sous les causes immédiates de la catastrophe mondiale actuelle, les nécessités sociales de la vie n'auraient joué aucun rôle, devrait se demander ce qu'il serait advenu des impulsions politiques poussant des États à la guerre si les « hommes d'État » avaient inclus/accueilli ces nécessités sociales dans le contenu de leur volonté. Et ce qui n'aurait pas du se produire si l'on avait eu autre chose à faire par un tel contenu de volonté que de créer les explosifs, qui ont ensuite dû apporter l'explosion. Quand, dans les dernières décennies, on considérait le cancer rampant dans les relations entre États comme une conséquence de la vie sociale des parties dirigeantes de l'humanité, ainsi on pouvait comprendre comment une personnalité se tenant dans les intérêts spirituels généraux de l'humanité, devait dire dès 1888 au vu de l'expression qu'adoptait la volonté sociale dans ces parties dirigeantes : « L'objectif est de faire de l'humanité entière dans sa forme finale un royaume de frères qui, pour des raisons nobles, continuent à se mouvoir ensemble. Qui suit seulement l'histoire sur la carte de l'Europe pourraient croire qu'un assassinat universel mutuel devrait emplir notre prochain avenir », mais seule la pensée qu'un « chemin vers les vrais biens de la vie humaine » devrait être trouvé peut préserver le sens pour une dignité humaine. Et cette pensée est une « qui ne semble pas en harmonie avec nos énormes armements militaires et ceux de nos voisins, mais à laquelle je crois, et qui doit nous



éclairer, si ce ne devrait pas être absolument mieux, d'abolir la vie

[147]

humaine par décret commun et fixer une journée officielle du suicide ». (ainsi Herman Grimm en 1888 à la p. 46 de son livre : « Quinze essais. Quatrième épisode. Des cinq dernières années »). Quels étaient les « armements guerriers » autrement que des mesures d'humains tels qu'ils voulaient maintenir les structures/formes de l'État sous une forme unifiée, malgré que cette forme, à travers le développement du nouvel âge, soit devenue contradictoire avec la nature d'une coexistence saine des peuples ? Mais une telle coexistence saine pouvait être provoquée par cet organisme social qui est formé à partir des nécessités de la vie du temps plus récent.

§ 6 - *Mea culpa 1 : Erreur de l'Autriche-Hongrie*

Depuis plus d'un demi-siècle, l'État austro-hongrois pressait après une réorganisa- 06
tion. Sa vie spirituelle, enracinée dans une multiplicité de communautés de peuples, réclamait après une forme dont le développement était entravé par l'état unifié/unitaire formé par des impulsions vieilles. Le conflit serbo-autrichien, qui se tient au point de départ de la catastrophe de la guerre mondiale, est le témoignage le plus complet pour ce qu'à partir d'un certain moment, aucunes frontières politiques de cet État unitaire n'avaient plus la permission d'être des frontières culturelles pour la vie des peuples. S'il y avait eu une possibilité que la vie de l'esprit placée sur elle-même, indépendante de l'État politique et de ses frontières, aurait pu se développer au-delà de ces frontières d'une façon qui aurait été en harmonie avec les objectifs des peuples, alors le conflit enraciné dans la vie de l'esprit n'aurait pas du se décharger en une catastrophe politique. Une évolution visant dans ce sens paraissait, à tous ceux qui, en Autriche-Hongrie s'imaginaient penser en « homme d'État » comme une pleine impossibilité, volontiers même comme un pur non sens. Leurs habitudes de pensée ne toléraient rien d'autre que la représentation que les frontières des États coïncidaient avec les frontières des points communs nationaux. Comprendre que des organisations spirituelles, qui englobent le système scolaire, les autres branches de la vie spirituelle, puissent se former par au-delà des frontières nationales était contraire à ces habitudes de penser. Et pourtant : cet « impensable » est l'exigence de la vie internationale des temps récents. Le penseur pratique n'a pas la permission de rester pendu et de croire à l'apparemment impensable que des institutions au sens de cette exigence buttent sur des difficultés insurmontables ; mais il doit tout de suite orienter ses efforts sur surmonter ces difficultés. Au lieu d'amener la pensée d'« homme d'état » dans une direction qui aurait correspondu aux exigences modernes, on s'est efforcé de créer des institutions qui devraient maintenir l'État unitaire à l'encontre de ces exigences. Cet état est donc devenu par cela une forme de plus en plus impossible. Et dans la deuxième décennie du XXe siècle, il se tenait devant ne rien pouvoir faire de plus pour son auto conservation/maintien dans l'ancienne forme et attendre la dissolution, ou de maintenir extérieurement l'impossible à l'intérieur, par la violence qui se laisserait fonder sur les mesures de la guerre. Pour les « hommes d'État » austro-hongrois de 1914, il n'y avait plus rien d'autre que cela : Soit ils devaient orienter leurs intentions dans le sens des conditions de vie de l'organisme social sain et le communiquer au monde comme leur volonté, ce qui aurait pu éveiller une nouvelle



confiance, soit ils *devaient* déclencher une guerre pour le maintien de l'ancien. Seul qui juge à partir de ces soubassements ce qui s'est passé en 1914 pourra penser équitablement sur la question de la culpabilité. Par la participation de nombreuses compagnies de peuples à la structure/forme de l'Etat austro-hongrois lui aurait été donné la tâche historique mondiale de développer avant tout l'organisme social sain. On n'a pas reconnu cette tâche. Ce péché contre l'esprit du devenir de l'histoire mondiale a poussé l'Autriche-Hongrie dans la guerre.

§ 07-11 - *Mea culpa 2 : Erreur de l'Empire allemand*

Et le Reich allemand ? Il a été fondé en un temps où les exigences modernes à un organisme social sain aspiraient à leur réalisation. Cette réalisation aurait pu donner au Reich sa justification d'exister/d'être-là dans l'histoire du monde. Les impulsions sociales se sont réunies dans cet empire d'Europe centrale comme dans la région qui aurait pu sembler avoir été prédestinée pour leur vécu dans l'histoire du monde. La pensée sociale est apparue en de nombreux endroits ; dans l'Empire allemand, elle a pris une forme particulière à partir de laquelle il était possible de voir où elle poussait. Cela aurait dû conduire à un contenu de travail pour cet empire. Cela aurait dû poser/placer les tâches à ses administrateurs. Cela aurait pu mettre en évidence la légitimité/la justification de cet empire dans la coexistence des peuples modernes si on avait donné à l'empire nouvellement fondé un contenu de travail qui aurait été exigé par les forces de l'histoire elle-même. Au lieu de se tourner vers la grandeur avec cette tâche, on est resté aux « réformes sociales » résultant des exigences du jour, et on était content quand on admirait le caractère exemplaire

de ces réformes à l'étranger. On en vint à côté de cela toujours à vouloir fonder la puissance mondiale extérieure de l'Empire sur des formes qui étaient formées à partir des façons les plus vécues du représenter sur la puissance et la splendeur des États. On formait un empire qui, justement ainsi que l'État austro-hongrois, contredisait ce qui s'annonçait historiquement dans les forces des vies modernes des peuples. Les administrateurs de cet empire n'ont rien vu de ces forces. La forme de l'État qu'ils avaient en vue pouvait seulement reposer que sur la force du militariste. Ce qui est exigé par l'histoire moderne aurait dû reposer sur la réalisation des impulsions pour un organisme social sain. Avec cette réalisation, on se serait placé dans la communauté de la vie moderne des peuples autrement qu'on se tenait en elle en 1914. En ne comprenant pas les exigences modernes de la vie des peuples, en 1914 la politique allemande avait atteint le point zéro de sa possibilité d'activité. Dans les dernières décennies, elle n'avait rien remarqué de ce qui aurait dû se passer ; elle s'était occupée de tout le possible qui ne reposait pas dans les forces modernes de développement et qui, en raison de son manque de contenu, « *devait s'effondrer comme un édifice/château de cartes* ».

Un reflet fidèle de ce qui est ainsi apparu comme le destin tragique du Reich allemand à partir du cours des événements historiques émergerait si l'on se permettait d'examiner les processus dans les lieux faisant autorité à Berlin fin juillet et 1er août 1914 et de les présenter loyalement au monde. On sait encore peu de choses sur ces processus dans le pays et à l'étranger.



Qui les connaît, sait comment la politique allemande se comportait alors comme celle d'un château de cartes et comment, en arrivant au point zéro de son activité, toutes les décisions concernant le déclenchement ou non de la guerre et la manière dont elle allait commencer ont dû passer au jugement de l'administration militaire. Qui donnait la mesure dans cette administration ne pouvaient pas agir différemment du point de vue militaire, car, de ce point de vue, la situation ne pouvait être considérée que comme telle. Car en dehors du domaine militaire, on s'était mis dans une situation qui ne pouvait plus conduire à aucune action. Tout cela se donnerait comme un fait historique si se trouvait quelqu'un pour amener au jour notamment les processus qui se sont déroulés à Berlin fin juillet et le 1er août, à savoir tout ce qui s'est passé le 1er août et le 31 juillet. On s'adonne encore à l'illusion par l'avis que l'on ne pourrait rien gagner de la connaissance de ces processus, quand on connaît les événements préparatoires de l'époque antérieure. Si l'on veut parler de ce que l'on appelle actuellement la « question de la culpabilité », on n'a pas la permission d'éviter cette raison. Certes, on peut aussi connaître par d'autres moyens les causes qui existaient bien avant ; mais cette raison montre comment ces causes ont œuvrées.

Les représentations qui ont poussé les dirigeants allemands à la guerre à l'époque ont continué à avoir un effet fatal. Elles sont devenues l'humeur d'un peuple. Et elles ont empêché la perspicacité des dirigeants à se développer au cours des dernières années de terreur à travers les expériences amères dont la non disponibilité avait auparavant conduits à la tragédie. L'auteur de ces explications a voulu s'appuyer sur la réceptivité possible

qui aurait pu résulter de ces expériences, lorsqu'il s'est efforcé, à l'intérieur de Allemagne et de l'Autriche au moment de la catastrophe de la guerre, d'apporter au monde extérieur les idées d'un organisme social sain et de ses conséquences sur le comportement politique vers l'extérieur/l'étranger à des personnalités dont l'influence, à cette époque, pouvait encore être active pour une affirmation/revendication de ces impulsions. Des personnalités qui pensaient honnêtement avec le sort du peuple allemand ont participé à gagner un tel accès pour ces idées. On parla en vain. Les habitudes de pensée regimbaient contre de telles impulsions, qui semblaient à la vie des représentations orientée militaristes comme quelque chose avec quoi on ne pouvait rien commencé de correct. Tout au plus on trouvait que oui, la « séparation de l'église de l'école », ce serait quelque chose. C'est dans une telle voie que marchaient les pensées des penseurs en « hommes d'État » déjà depuis longtemps et ils ne se laissèrent pas amener dans une direction qui devait conduire à quelque chose de radical. Des bienveillants ont parlé de « publier » ces pensées. Ce qui était volontiers le conseil le plus inapproprié à l'époque. A quoi cela pouvait-il aider que dans le domaine de la « littérature », parmi maintes autres, aurait aussi été parlé de ces impulsions ; d'un homme privé. Il repose quand-même dans la nature de ces impulsions qu'autrefois, elles auraient seulement pu obtenir une signification à travers l'endroit d'où elles auraient été prononcées. Les peuples d'Europe centrale auraient vu, si l'on avait parlé au bon endroit dans le sens de ces impulsions, qu'il aurait pu y avoir quelque chose qui aurait correspondu à leur besoin plus ou moins conscient.

Et les peuples de l'Orient russe auraient certainement compris à l'époque que le tsa-



risme devait être remplacé par de telles impulsions. Qu'ils auraient eu cette compréhension peut seulement contester celui qui n'a aucun sentiment pour la réceptivité de l'intellect est européen encore inexploité pour des idées sociales saines. Au lieu d'une annonce dans le sens de telles idées vint Brest-Litowsk.

Que la pensée militaire ne puisse pas éviter la catastrophe de l'Europe centrale et orientale peut seulement être occulté par la pensée militaire. Que l'on ne voulait pas croire à l'inévitabilité de la catastrophe a été la cause du malheur du peuple allemand. Personne ne voulait envisager, comment aux endroits auxquels la décision a été prise, il n'y avait aucun sens pour les nécessités d'histoire du monde. A qui savait quelque chose de ces nécessités était aussi familier que les peuples anglophones avaient des personnalités en leur centre qui voyaient ce qui se passait dans les forces de peuple d'Europe centrale et orientale. On pouvait savoir comment de telles personnalités étaient convaincues que quelque chose se préparait en Europe centrale et orientale et qui doit se vivre dans de puissants bouleversements sociaux. Dans de tels bouleversements, dont on croyait dans les régions

[154]

anglophones, qu'il n'y avait pour eux ni nécessité historique ni possibilité. Sur une telle pensée, on orientait la politique propre. En Europe centrale et orientale, on n'a pas vu tout cela, mais on orienta la politique de telle sorte qu'elle a dû « s'effondrer comme un édifice de cartes ». Seule une politique qui aurait été construite sur l'avis que dans les régions anglophones en grande envergure et bien évidemment du point de vue anglais, on comptait avec des nécessités historiques, aurait eu un fond et un sol. Mais l'incitation à une telle politique aurait probablement semblé être quelque chose de très superflu aux « diplomates » en particulier.

Au lieu de poursuivre une telle politique, qui aurait pu conduire à quelque chose de bénéfique aussi pour l'Europe centrale et orientale avant l'éclatement de la catastrophe de la guerre mondiale, malgré la grandeur de la politique orientée selon l'Angleterre, on continue à se mouvoir sur les voies diplomatiques bien tracées. Et pendant les horreurs de la guerre, on n'a pas appris des expériences amères qu'il était devenu nécessaire d'opposer de l'Europe, à la tâche qui avait été fixée par l'Amérique dans les manifestations politiques du monde, une autre qui était née des forces vitales de cette Europe. Un terrain d'entente aurait été possible entre la tâche que Wilson s'était fixée du point de vue américain et celle qui aurait sonné dans le tonnerre des canons comme une impulsion spirituelle de l'Europe. Chaque autre discours sur le terrain d'entente sonnait creux devant les nécessités historiques. - Mais le sens pour l'attribution d'une tâche à partir de la saisie des germes se trouvant dans la nouvelle vie de l'humanité manquait à ceux qui se sont approchés de l'administration du Reich allemand à partir de ces circonstances. Et c'est pourquoi l'automne 1918 a dû apporter ce qu'il a apporté. L'effondrement du pouvoir militaire s'est accompagné d'une capitulation spirituelle. Au lieu, en ce temps, de se relever au moins par volonté européenne, à une affirmation des impulsions spirituelles du peuple allemand, vint la pure

[155]

soumission sous les quatorze points de Wilson. On présenta à Wilson une Allemagne qui n'avait rien à dire de son propre chef. Tout comme Wilson pense sur ses quatorze points, il peut seulement aider l'Allemagne dans ce qu'elle veut elle-même. Il devait quand même *attendre* une démonstration de cette volonté. À la nullité de la politique



du début de la guerre est venue l'autre d'octobre 1918 ; est venue la terrible capitulation spirituelle, provoqué par un homme, sur qui beaucoup avaient placé quelque chose comme un dernier espoir dans les pays allemands.

§ 12 - Erreurs possibles d'autres pays à l'avenir

Incrédulité dans la vue œuvrant à partir de forces historiques ; réticence à regarder sur de telles impulsions se donnant de la connaissance des pendants spirituels : c'est ce qui a provoqué la situation en Europe centrale. Aujourd'hui, une nouvelle situation a été créée par les faits résultant des effets de la catastrophe de la guerre. Elle peut être caractérisée par l'idée des impulsions sociales de l'humanité, telle que cette idée est pensée dans cet écrit. Ces impulsions sociales parlent une langue à l'égard de laquelle le monde civilisé tout entier a un devoir. La réflexion sur ce qui doit se passer doit-elle être aujourd'hui vis-à-vis de la question sociale aussi proche de zéro qu'était arrivée la politique de l'Europe centrale en 1914 pour ses tâches ? Des territoires de pays qui ont pu se tenir à l'écart des affaires venant en question à l'époque : vis-à-vis du mouvement social ils n'en avaient pas la permission. Vis-à-vis de cette question, il ne devrait y avoir aucun opposant politique, il devrait y avoir aucun neutre ; il devrait seulement y avoir une humanité œuvrant communautairement qui soit encline à percevoir les signes du temps et à aménager son action d'après ces signes.

[156]

§ 13 - Le principe de la triarticulation sociale doit être rendu public à l'avenir

On comprendra à partir des intentions exposées dans cet écrit pourquoi l'appel au peuple allemand et au monde de la culture exposé dans le chapitre suivant a été rédigé il y a quelque temps par l'auteur de ces exposés, et pourquoi il a été communiqué au monde, et surtout aux peuples d'Europe centrale, par un comité qui le comprenait. Actuellement les circonstances sont différentes de celles de l'époque où son contenu a été communiqué à des cercles plus étroits. A cette époque, la communication publique l'aurait nécessairement fait entièrement « littérature ». Aujourd'hui, le public doit lui apporter ce qu'il n'aurait pas pu lui apporter il y a encore peu de temps : des êtres humains comprenant qui veulent travailler dans son sens s'il est digne de compréhension et de réalisation. Car ce qui doit naître maintenant peut seulement naître par de tels humains.

[157]

V. APPENDICE

Au peuple allemand et au monde de la culture !

FG v.01 10/06/2019

Sûrement que le peuple allemand croyait sa construction d'empire, commencée il y a un demi siècle, décidée pour des temps non limités. En août 1914 il pensa que la catastrophe guerrière, au début de laquelle il se voyait placé, établirait cette construction comme invincible. Aujourd'hui on peut seulement jeter un coup d'œil sur les ruines de cette dernière. La connaissance de soi doit pénétrer après de tels événements. Car cet événement a manifesté l'opinion d'un demi-siècle, en particulier les



pensées régnaient des années de guerre, comme une erreur agissant tragiquement. Où reposent les raisons de cette erreur fatale ? Cette question doit propulser de la connaissance de soi dans les âmes des membres du peuple allemand. Si maintenant la force pour une telle connaissance de soi est disponible, de cela dépend la possibilité de vie du peuple allemand. Cet avenir dépend de s'il parvient à se poser la question de manière sérieuse : comment suis-je tombé dans mon erreur? -S'il se pose cette question aujourd'hui, alors l'éclairera la connaissance qu'il a fondé un empire voici un demi siècle, cependant omit de placer cet empire sur la tâche jaillissant du contenu de l'essence/l'être de la peuplitude/condition de peuple allemande. - L'empire fut fondé. Dans les premiers temps de son existence on s'efforçait d'amener en ordre ses possibilités de vie intérieures d'après les exigences qui se montraient d'années en année par les vieilles traditions et les nouveaux besoins. Plus tard on passa à fortifier/consolider et

[158]

agrandir les positions extérieures de pouvoir qui se fondaient dans des forces matérielles. Avec cela on relia des mesures en rapport aux exigences sociales nées des temps nouveaux, qui d'ailleurs portaient maintes additions, de ce que le temps indiquait comme nécessités, mais auxquelles cependant manquait un grand but, comme cela aurait dû se donner d'une connaissance des forces d'évolution, auxquelles l'humanité récente doit se tourner. Ainsi l'empire était placé dans le pendant/contexte du monde sans objectif essentiel justifié. Le déroulement de la catastrophe guerrière a manifesté cela de triste manière. Jusque au déclenchement de celle-ci, le monde extra allemand n'avait rien pu voir dans l'attitude de l'Empire qui aurait pu lui éveiller l'opinion : les administrateurs de cet empire remplissent une mission d'histoire mondiale, qui n'a pas la permission d'être balayée. Le non-trouver cette mission pour ces administrateurs a nécessairement produit l'opinion dans le monde extra allemand qui, pour les vraiment sensés, est la plus profonde raison de l'effondrement allemand.

Pour le peuple allemand, incommensurablement beaucoup est maintenant dépendant de son jugement non prévenu de la situation. Dans le malheur devrait émerger la raison qui n'a pas voulu se montrer dans les dernières cinquante années. A la place de la petite pensée sur les exigences toutes proches du présent devrait maintenant entrer un grand train de façon de voir la vie, lequel aspire à connaître les forces d'évolution de l'humanité récente avec de fortes pensées, et se vouer à elles avec un courageux vouloir. Le mesquin besoin/la mesquine poussée devrait cesser qui rend inoffensif comme idéalistes non pratiques tous ceux qui orientent leur coup d'œil sur ces forces d'évolution. Devrait aussi cesser la prétention et l'arrogance de ceux qui se croient comme

[159]

praticiens, et qui par leur sens étroit masqué comme praxis ont quand même introduit le malheur. Devrait être considéré ce que ceux décriés comme idéalistes, mais en vérité véritables praticiens, ont à dire sur les besoins d'évolution des temps nouveaux.

Les « praticiens » de toutes les directions voyaient d'ailleurs la montée de toutes nouvelles exigences de l'humanité depuis longtemps. Mais ils voulaient satisfaire à ces exigences à l'intérieur du cadre d'habitudes de pensées et d'institutions délivrées anciennement. La vie de l'économie des temps récents a produit les exigences. Leur



satisfaction sur les chemins de l'initiative privée semblait impossible. Le transfert du travailler privé dans le sociétal s'imposait comme nécessaire sur *des domaines particuliers* à une classe d'humains; et elle fut réalisée là où cela semblait fructueux à cette classe d'humains d'après sa façon de voir la vie. Le transfert radical de *tout* travail particulier/individuel dans le sociétal était le but d'une autre classe, qui par l'évolution de la nouvelle vie de l'économie n'a pas d'intérêt au maintien des buts privés transmis.

A tous les efforts, qui jusqu'à présent sont apparus en considération des récentes exigences de l'humanité, repose un commun à la base. Ils pressent à une sociétalisation du privé et comptent en cela sur la prise de contrôle des dernières par les communautés (état, communes), qui proviennent de conditions préalables qui n'ont rien à faire avec les nouvelles exigences. Mais aussi, on compte avec de récentes communautés (par ex. des coopératives), qui ne sont pas apparues pleinement de ces nouvelles exigences, mais qui sont formées d'après les vieilles formes à partir d'habitudes de penser transmises.

[160]

La vérité est, qu'aucune communauté formée au sens de ces vieilles habitudes de penser ne peut accueillir ce qu'on veut savoir accueilli par elles. Les forces du temps pressent vers la connaissance d'une structure sociale de l'humanité, qui saisi tout autre chose des yeux, que ce qui sera saisi couramment des yeux aujourd'hui. Les communautés sociales se sont formées, jusqu'à présent pour grande partie, des instincts sociaux de l'humanité. Pénétrer avec une pleine conscience leurs forces sera la tâche du temps.

L'organisme social est articulé/membré comme le naturel. Et comme l'organisme naturel doit soigner la pensée par la tête et non par les poumons, ainsi est nécessaire dans l'organisme social, l'articulation/le membrement en systèmes, dont aucun ne peut assumer la tâche de l'autre, chacun doit œuvrer avec l'autre, mais sous préservation de son indépendance.

La vie économique peut seulement prospérer, quand elle se forme comme membre autonome de l'organisme social d'après ses propres forces et lois, et quand cela n'apporte pas de désarroi dans sa structure qu'elle se laisse aspirer/sucer par un autre membre de l'organisme social, l'actif politiquement. Ce membre actif politiquement doit beaucoup plus exister à côté de l'économique en pleine autonomie/indépendance, comme dans l'organisme naturel le système respiratoire près du système-tête. Leur collaboration salutaire ne peut être atteinte par ce que les deux membres seront soignés à partir d'un seul organe législatif et administratif, mais que chacun a sa propre législation et administration, qui collaborent de manière vivante. Car le système

[161]

politique doit détruire l'économie, quand il veut s'en charger ; et le système économique perd ses forces de vie, quand il veut devenir politique.

A ces deux membres de l'organisme social doit en pleine indépendance et à partir de ses propre possibilités de vie se présenter un troisième : que la production spirituelle, à laquelle appartient aussi la part spirituelle des deux autres domaines, qui devra leur être délivré avec une régulation propre et une administration à la mesure des lois du troisième membre, mais qui ne pourra être administré par eux et influencé autrement que s'influencent mutuellement des organismes-membres existant les



uns à côté des autres.

On peut déjà fonder et construire aujourd'hui ici, pleinement scientifiquement, sur 09 les nécessités de l'organisme social dans toutes ses particularités. Dans ces explications pourront seulement être présentées les lignes directrices, pour tous ceux qui veulent suivre ces nécessités.

La fondation allemande d'empire tomba en un temps, dans lequel ces nécessités s'ap- 10 prochèrent de la récente humanité. Son administration n'a pas compris placer une tâche à l'Empire par le coup d'œil sur cette nécessité. Ce coup d'œil n'aurait pas seulement donné la structure intérieure correcte ; il aurait aussi prêté une direction justifiée à sa politique extérieure. Avec une telle politique l'empire allemand aurait pu vivre ensemble avec les peuples extra-allemands.

Du malheur devrait surgir maintenant la raison. On devrait développer la volonté 11 pour l'organisme social possible.

[162]

Ce n'est pas une Allemagne, qui n'est plus là, qui devrait aller à la rencontre du monde extérieur, mais un *système spirituel, politique et économique* en ses représentants devrait vouloir traiter comme délégations autonomes avec ceux par qui l'Allemagne est jetée à terre, qui par le désarroi des trois systèmes s'est fait une structure sociale impossible.

On entend en esprit les praticiens, lesquels se répandent sur la complexité de ce qui 12 est dit ici, qui trouvent malcommode de penser aussi seulement sur la collaboration de trois collectivités, parce qu'ils n'aiment pas savoir des véritables exigences de la vie, mais veulent tout former d'après les exigences de leur pensée. A eux doit devenir clair : soit on se résoudra à se soumettre avec sa pensée aux exigences de la réalité, ou on n'aura rien appris des malheurs, mais multipliera le transmis par ce qui continuera à apparaître dans l'illimité.

Dr. Rudolf Steiner. 13

Indications de l'éditeur (GA)– [p. 163]

FG v.01 10/06/2019

(GA = Rudolf Steiner Édition complète)

La base de cet écrit a été une série de conférences publiques sur "La question sociale" données par Rudolf Steiner les 3, 5, 10 et 12 février 1919, à Zurich et en même temps à Berne et Bâle. Les transcriptions des conférences de Zurich ont été publiées dans la revue "Gegenwart" (Troxler-Verlag, Berne), 5e édition 1943/44, no. 2 à 6/7 ; elles seront publiées dans la bibliographie no. 328 dans l'édition complète.

concernant les notes de page

21 "*En application de la tri-articulation ...*" : maintenant contenu dans Rudolf Steiner "Essais sur la tri-articulation de l'organisme social et la situation actuelle 1915-1921". Biblio. n° 24, GA 1961.

34 *Discours de Lassalle* : Ferdinand Lassalle, 1825-1864, fondateur de la social-démocratie en Allemagne. Le titre exact du discours est : " La science et les travailleurs. Un discours de défense devant le tribunal pénal de Berlin contre l'accusation d'incitation publique des classes dépourvues de possessions à la haine et au mépris contre les possédants (16 janvier 1863)", Zurich 1863, voir aussi Ferdinand Lassalle "Discours et écrits collectionnés", Berlin 1919/20.


38 *Carl Vogt*, 1817-1895, naturaliste, a écrit entre autres choses : "Zoologische Briefe"



Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani
13 route de Fessenheim
F-67117 Quatzenheim
francois@triarticulation.fr
Tel. 00 33 950 263 598
www.triarticulation.fr

Institut für soziale Dreigliederung
Liegnitzer Strasse 15
D-10999 Berlin
sylvain.coiplet@dreigliederung.org
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43
www.dreigliederung.de



**Institut pour une triarticulation
de l'organisme social**
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

Soumettez-nous vos projets pour de s collaborations fructueuses.

Contact :
François Germani +33 (0)950 263 598
francois@triarticulation.fr

www.triarticulation.fr

Deeds : Sylvain Coiplet

Informations diverses

- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés

sont dans notre LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT téléchargeable sur :

www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html

La présente brochure vous est vendue au coût des frais nécessaires à la fabrication de la prochaine. Les besoins des collaborateurs travaillant au contenu et aux prochains projets restent à financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS
Formulaire de don en ligne : www.dreigliederung.de/institut/spenden
L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir/www.triarticulation.fr/Soutien.html).

Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.

Avertissement emprunté à l'auteur
(ga 337a, 3 mars 1920)

"Donc, vous voyez, quand on applique une quelque chose dans la réalité, on n'a pas la permission de rester à des concepts abstraits. C'est notamment ce que les gens font rarement à propos des "Points clés de la question sociale". Ils aimeraient des concepts joliment empaquetés. Alors ce qu'ils lisent est "beau". Alors on sait quand-même, quand on a lu une demi-page, ce qu'on a lu !"

Cet ouvrage a été rédigé à partir des éléments rassemblés pour un cycle de conférence (La question sociale, GA328) à Zurich en février 1919, il fallait qu'il soit livrable dans son premier tirage pour accompagner l'action publique qui allait commencer au printemps à Stuttgart.

Il reste le plus gros tirage de l'œuvre Steiner s'est cependant très rapidement et souvent exprimé sur les difficultés qu'il a rencontré, sur ce qu'il n'a pu y mettre... il l'a cependant souvent cité et jamais renié.

En octobre de la même année, de retour à Zurich, il tiendra un second cycle (Avenir social, GA 332a) où l'ensemble sera repris sous d'autres angles et fort de la campagne de l'année.

Avec « En application de la triarticulation de l'organisme social » (GA024) sont rassemblés la plupart des écrits sur le thème.

La plupart des autres exposés, cycles ou interventions ponctuelles sont rassemblés dans environ 40 volumes que nous présentons sous la dénomination « Œuvre complète en science sociale » sur nos sites internet.

(* Dans sa traduction française, le titre de cet ouvrage à varié selon les tirages, on le trouvera donc mentionné différemment selon les cas et je me suis donc senti libre de ma propre dénomination.)